

RAPPORT D'ÉVALUATION DU 1^{ER} CYCLE

Université d'Artois

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2024-2025

VAGUE E

Rapport publié le 15/01/2026

Au nom du comité d'experts :

Ioan Todinca, Président du comité

Pour le Hcéres :

Coralie Chevallier, Présidente

En application des articles R. 114-15 et R. 114-10 du code de la recherche, les rapports d'évaluation sont signés par le président du comité d'experts et contresignés par le président du Hcéres.

Sommaire

Avant-propos	4
Liste des formations évaluées	4
Domaine Arts, lettres, langues	4
Domaine Droit, économie, gestion	4
Domaine Sciences humaines et sociales.....	5
Domaine Sciences, technologies, santé.....	5
Organisation de l'évaluation	6
Rapport du 1^{er} cycle	7
Présentation de l'offre de formation du 1 ^{er} cycle.....	8
Analyse globale de l'offre de formation du 1 ^{er} cycle	8
La politique et l'architecture de l'offre de formation du 1 ^{er} cycle	9
L'accompagnement des étudiants du 1 ^{er} cycle à la réussite.....	10
L'adossement des formations du 1 ^{er} cycle à la recherche	12
La professionnalisation des formations du 1 ^{er} cycle.....	13
L'internationalisation des formations du 1 ^{er} cycle.....	14
Le pilotage et l'amélioration continue des formations du 1 ^{er} cycle	15
Conclusion	16
Points forts	16
Points faibles.....	17
Recommandations.....	17
Points d'attention transversaux	17
Points d'attention sur les formations du 1 ^{er} cycle.....	18
Avis d'accréditation des formations du 1^{er} cycle	19
Rapports des formations du 1^{er} cycle	28
Observations de l'établissement	147

Avant-propos

Le présent rapport est le résultat de l'évaluation de la politique et de la mise en œuvre de l'offre de formation du 1^{er} cycle de l'université d'Artois pendant la période de référence de l'évaluation (2018-2023), et cela au regard des politiques publiques de l'enseignement supérieur. Il est à noter que la période sur laquelle portent les données de cette évaluation (2020-2023) a été affectée par la crise sanitaire liée à la COVID-19, ainsi que par la mise en place de plusieurs transformations de l'enseignement supérieur, dont certaines concernent le 1^{er} cycle (loi ORE, accès aux études de santé, bachelors universitaires de technologie, etc.) et sont, pour une partie encore, en cours de déploiement. Dans le cadre de la mise en œuvre progressive de la réforme des BUT, seules les deux premières années des BUT (BUT1 et BUT2) sont évaluées en vague E et dans ce rapport.

Cette évaluation repose, d'une part, sur les dossiers d'autoévaluation de chaque formation du 1^{er} cycle de l'établissement, et d'autre part, sur des auditions menées en visio-conférence, comprenant un entretien avec les équipes du pilotage politique et administratif des formations, et des entretiens avec des panels de formations représentatifs de l'offre de formation, choisis conjointement et collégialement par le Hcéres et l'université.

Ce rapport contient le rapport d'évaluation de la politique et de la mise en œuvre de l'offre de formation du 1^{er} cycle, et les rapports d'évaluation des formations qui composent le 1^{er} cycle et qui sont listées ci-après. Il inclut également, à la suite du rapport du cycle, le tableau des avis relatifs à l'offre de formation du 1^{er} cycle en demande d'accréditation pour le contrat 2026-2030.

Liste des formations évaluées

Domaine Arts, lettres, langues

- Licence *Arts du spectacle*
- Licence *Langues étrangères appliquées*
- Licence *Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales*
- Licence *Lettres*

Domaine Droit, économie, gestion

- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Gestion des entreprises et des administrations*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Techniques de commercialisation*
- Licence *Administration économique et sociale*
- Licence *Droit*
- Licence *Économie et gestion*
- Licence professionnelle *Activités juridiques : assistant juridique*
- Licence professionnelle *Commerce et distribution*
- Licence professionnelle *Métiers de la forme*
- Licence professionnelle *Métiers du tourisme : commercialisation des produits touristiques*

Domaine Sciences humaines et sociales

- Licence *Géographie et aménagement*
- Licence *Histoire*
- Licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : activité physique adaptée et santé*
- Licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : éducation et motricité*
- Licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : entraînement sportif*
- Licence professionnelle *Guide conférencier*

Domaine Sciences, technologies, santé

- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Chimie*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie civil - construction durable*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie électrique et informatique industrielle*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie mécanique et productique*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Informatique*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Métiers du multimédia et de l'Internet*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Qualité, logistique industrielle et organisation*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Réseaux et télécommunications*
- Licence *Chimie*
- Licence *Informatique*
- Licence *Mathématiques*
- Licence *Physique, chimie*
- Licence *Sciences de la vie*
- Licence *Sciences pour l'ingénieur*
- Licence professionnelle *Industries agroalimentaires : gestion, production et valorisation*
- Licence professionnelle *Logistique et pilotage des flux*
- Licence professionnelle *Maintenance des systèmes industriels, de production et d'énergie*
- Licence professionnelle *Maintenance et technologie : systèmes pluritechniques*
- Licence professionnelle *Métiers de la santé : nutrition, alimentation*
- Licence professionnelle *Métiers de l'industrie : conception de produits industriels*
- Licence professionnelle *Métiers du BTP : performance énergétique et environnementale des bâtiments*
- Licence professionnelle *Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement*

Organisation de l'évaluation

L'évaluation du 1^{er} cycle de l'université d'Artois a eu lieu à l'automne 2024. Le comité d'experts était présidé par Monsieur Ioan Todinca, professeur des universités en informatique à l'université d'Orléans. La vice-présidence du comité a été assurée par Monsieur Benoît Tock, professeur des universités en histoire à l'université de Strasbourg.

Ont également participé à cette évaluation :

- M. Noël André, professeur agrégé en mathématiques à l'université Jean Monnet ;
- Mme Isabelle Barbéris, maîtresse de conférences en arts de la scène à Université Paris Cité ;
- M. Christophe Chesa, consultant cabinet CCC, Montpellier ;
- M. Dominique Dias Duarte, maître de conférences en linguistique à Sorbonne Université ;
- Mme Agathe Gelot-Laffitte, maîtresse de conférences en génie biologique à l'université Clermont Auvergne ;
- M. Jean-François Girres, maître de conférences en géographie à l'université de Montpellier Paul-Valéry ;
- M. François Goliard, maître de conférences en droit à La Rochelle Université ;
- Mme Bérangère Gosse, maîtresse de conférences en sciences de gestion et du management à l'université de Rouen Normandie ;
- Mme Maud Le Hung, professeure agrégée en sciences de l'ingénieur à l'université Toulouse III — Paul Sabatier ;
- M. Guillaume Martinet, maître de conférences en sciences et techniques des activités physiques et sportives à l'université Claude Bernard Lyon 1 ;
- M. Clency Perrine, maître de conférences en génie informatique à l'université de Poitiers ;
- M. Gaspard Sandlarz Cadinot, étudiant en géographie à l'École des hautes études en sciences sociales ;
- M. Faruk Ülgen, professeur des universités en droit à l'université Grenoble Alpes ;
- M. Philippe Vidal, professeur des universités en mécanique à l'université Paris Nanterre.

M. Bruno Barroca, conseiller scientifique, et M. Bastien Torres, chargé de projet, représentaient le Hcéres.

Rapport du 1^{er} cycle

Présentation de l'offre de formation du 1^{er} cycle

L'offre de formation du premier cycle de l'université d'Artois est celle d'une université pluridisciplinaire (hors santé). Elle regroupe 41 formations dont 10 spécialités de bachelors universitaires de technologie (BUT), 18 mentions de licence et 13 mentions de licence professionnelle (LP). Les formations se répartissent dans les quatre domaines disciplinaires, Arts, lettres, langues (ALL), Droit, économie, gestion (DEG), Sciences humaines et sociales (SHS) et Sciences, technologies, santé (STS), de la manière suivante : Le domaine ALL compte 4 licences ; le domaine DEG, 2 BUT, 3 licences et 4 LP ; le domaine SHS, 5 licences et 1 LP ; et enfin le domaine STS, 8 BUT, 6 licences et 8 LP.

L'ensemble accueille en 2022-2023 8 550 étudiants, dont 6 570 étudiants en licence, 1 667 en BUT et 313 en licence professionnelle. Les effectifs étudiants se répartissent ainsi par domaine disciplinaire : 1 443 en ALL, 2632 étudiants en DEG, 1 891 en SHS et 2 584 étudiants en STS.

L'établissement propose également 3 licences accès santé (L.AS) dans les licences *Chimie, Physique, chimie et Sciences de la vie*, en partenariat avec l'université de Picardie Jules Verne et l'université du Littoral Côte d'Opale) qui constituent avec elle l'Alliance A2U.

Les formations et les composantes sont réparties sur plusieurs sites, tous situés à l'est du Pas-de-Calais (Arras, Béthune, Lens, Liévin) sauf un, dans le département du Nord (Douai). Le site principal est à Arras, où l'UFR Économie, gestion, administration et sciences sociales porte 2 licences et 1 licence professionnelle ; l'UFR Histoire, géographie, patrimoines, 2 licences et 2 licences professionnelles ; l'UFR Langues étrangères et l'UFR Lettres, 2 mentions de licence chacune. À Béthune, la faculté des Sciences appliquées porte 1 licence et 4 licences professionnelles, tandis que l'IUT porte 6 BUT et 4 licences professionnelles. À Douai, la faculté de Droit compte 1 licence et 1 licence professionnelle. À Lens, la faculté des Sciences porte 4 licences, l'IUT, 4 BUT et 1 licence professionnelle. À Liévin, l'UFR STAPS porte 3 licences et 1 licence professionnelle.

Au sein d'A2U, l'université d'Artois porte ou participe à des projets relevant du Programme d'investissements d'avenir (PIA) dont les objectifs portent en partie sur la formation, notamment en 1^{er} cycle :

- Le projet Maîtrise des applications en intelligence artificielle (MAIA) obtenu en 2022 dans le cadre de l'appel à projets Excellences sous toutes ses formes, projet déposé au nom de la coordination territoriale et porté par l'université d'Artois,
- Le projet Licence compétences en réseau (LCeR) obtenu dans le cadre de l'appel à projets Nouveaux cursus à l'université (NCU) en 2018, dont l'établissement coordinateur est l'université de Picardie Jules-Verne.
- Le projet S'orienter vers le supérieur et réussir (OSeR), obtenu dans le cadre de l'appel à projets Territoires d'innovation pédagogique (TIP) en 2020, et porté par l'UPJV, met l'accent sur l'orientation, et accompagne collégiens et lycéens vers l'enseignement, avec l'objectif de permettre à chacun de trouver la formation qui lui convient, et d'inciter ainsi des jeunes à oser aller vers le supérieur,
- Le projet Transdisciplinary Graduate School for Marine, Fisheries and Seafood Sciences - EUR IFSEA, obtenu dans le cadre de l'appel à projets Excellences sous toutes ses formes et porté par l'ULCO,
- Le projet E-Sense centré sur la thématique du stockage de l'énergie (formation, recherche, transfert, sciences participatives) obtenu en 2022 dans le cadre de l'appel à projets Excellences sous toutes ses formes et porté par l'UPJV,

Analyse globale de l'offre de formation du 1^{er} cycle

Bien qu'étant l'une des plus petites et des plus récentes universités françaises, située à proximité de l'une des plus grandes universités en France, l'université d'Artois parvient à proposer une offre du 1^{er} cycle large et bien adaptée au territoire. On y trouve les principales licences générales et de nombreuses formations fortement professionnalisantes, tant en BUT qu'en licence professionnelle. Même au niveau du premier cycle l'établissement parvient à proposer, à côté des filières générales attendues, des formations spécifiques, comme par exemple la spécialisation « Jeune public » des licences *Arts du spectacle* et *Lettres*, le parcours *Patrimoine* de la licence *Histoire*, etc.

La structuration de l'offre de formation se fait en fonction, non pas tant des champs de formation mis en place dans le cadre de l'accréditation précédente, mais de quatre Domaines d'intérêt majeur (DIM) que l'université d'Artois a elle-même définis : Éco-efficacité énergétique : habitat, logistique, systèmes électriques ; Patrimoines, territoires et interculturalités ; Lien social et vulnérabilité ; Intelligence artificielle. Ces quatre DIM, d'ailleurs plutôt

orientés vers la recherche, ne regroupent pas l'ensemble des formations du 1^{er} cycle, qui tiennent compte aussi du caractère généraliste et pluridisciplinaire de l'université, et des services qu'elle veut rendre à son territoire, mais ils orientent plusieurs formations de BUT (*Génie civil construction durable*) ou de licence professionnelle (*Guide conférencier*), voire des parcours de licence générale, comme le parcours *Environnement* de la licence *Sciences de la Vie* ou la licence STAPS : APAS. Cependant, le lien avec ces DIM est peu valorisé dans les dossiers d'autoévaluation (DAE) des formations. On peut souligner aussi que plusieurs licences générales (*Histoire, Lettres, Mathématiques, Sciences de la vie*) prévoient des parcours de préparation aux métiers de l'enseignement, ce qui répond là aussi aux besoins du territoire. L'offre de formation est ainsi pour l'essentiel adaptée au territoire et capable d'innovation. L'établissement pourrait cependant se montrer davantage prospectif et s'interroger sur l'évolution de certaines formations en lien avec les DIM. Renforcer la communication interne pourrait aussi être un atout pour mieux faire connaître aux équipes pédagogiques les attentes pédagogiques et le cadre réglementaire.

Les taux de réussite étudiante sont globalement bons. Toutefois, l'établissement et les équipes pédagogiques devraient s'emparer avec davantage de conviction des instruments pédagogiques favorisant la réussite, qu'il s'agisse des dispositifs mis en place dans le cadre du projet OSeR, de l'appui du Centre de transformation et d'innovation pédagogiques (CETIP), de l'apport des conseils de perfectionnement et de l'évaluation des enseignements par les étudiants, qui pourraient encore améliorer ces résultats. La professionnalisation des formations est une préoccupation forte pour la plupart des équipes pédagogiques et pour la direction de l'établissement, même si des améliorations sont attendues dans certaines formations.

L'adossement des formations du 1^{er} cycle à la recherche demande à être renforcé. L'établissement et les équipes pédagogiques ont à s'engager pour s'assurer que les étudiants ne quittent pas leur université, même après une formation du 1^{er} cycle visant l'insertion immédiate, sans savoir ce qu'est la recherche scientifique et sans avoir acquis des compétences essentielles issues de cet adossement à la recherche.

Les résultats de la mobilité internationale sont faibles. Pourtant, l'établissement et les composantes réalisent de nombreux efforts en faveur de l'internationalisation. La faiblesse vient plutôt d'une difficulté, notamment socioculturelle, pour nombre d'étudiants artésiens d'envisager un départ à l'étranger. Il serait sans doute opportun d'accroître les contacts avec les partenaires régionaux et d'étudier de nouvelles manières d'envisager la mobilité, y compris *at home*, et d'y inciter les étudiants. Le renforcement de la formation aux et en langues étrangères serait également utile. En matière de pilotage et d'amélioration continue, l'université a un travail considérable à mener pour amener les équipes pédagogiques à bien percevoir l'apport très positif des conseils de perfectionnement, ainsi que des évaluations de la formation et des enseignements par les étudiants (EFEE), et à prendre les dispositions permettant à ce rôle positif de s'affirmer.

La politique et l'architecture de l'offre de formation du 1^{er} cycle

La structuration de l'offre de formation du 1^{er} cycle est convaincante au regard des besoins identifiés au niveau de la demande sociale ou professionnelle du territoire : un territoire en crise et en reconversion industrielles, et donc en butte à de vraies difficultés économiques et sociales, mais également encore très agricole, avec une capacité d'attraction assez moyenne. La répartition multipolaire des formations avec cinq implantations régionales (Arras, Béthune, Lens, Douai, Liévin) s'inscrit dans cette logique de proximité territoriale. Au regard du contexte socio-économique du territoire, l'université d'Artois adapte également régulièrement son offre de formation. Au cours de l'accréditation en cours, six formations ont été fermées, essentiellement pour baisse d'attractivité (3 parcours de licence : *Anglais-arabe* en LEA, *Sciences politiques* en Histoire, *Logistique* en Sciences pour l'ingénieur ; ainsi que deux licences professionnelles : *Aménagement paysager, Métiers de la protection et de la gestion de l'environnement* ; un Deust : *Action, commercialisation des services sportifs*), alors que huit ont été ouvertes (6 parcours de licence : outre les 3 L.AS, un parcours *Sciences politiques* en Droit, un parcours *Préparatoire au professorat des écoles (PPE)* en Sciences de la vie, un parcours *International d'excellence* en LEA ; et deux licences professionnelles, *Organisation et gestion des établissements hôteliers et de restauration* et *Mandataire judiciaire*). Si cette évolution de l'offre de formation paraît justifiée par le manque d'attractivité, elle ne révèle cependant pas une grande prise en compte des domaines d'intérêt majeur (DIM) de l'établissement.

L'offre de formation de l'université d'Artois s'adapte bien aux évolutions récentes du niveau national. Bien que ne disposant pas d'une filière santé, l'établissement, à travers en particulier sa faculté des Sciences, participe à la réforme de l'accès aux études de santé en ouvrant dès 2020, en lien avec l'alliance A2U, les trois parcours de licence accès Santé (L.AS), en *Chimie, Physique, chimie* et en *Sciences de la vie*, et en prévoyant d'ouvrir un parcours accès spécifique santé (PASS), en partenariat avec l'UPJV, à la rentrée 2024. Dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme des BUT, la transformation des DUT en BUT est réalisée mais elle n'est que peu prise en compte par la majorité des licences professionnelles. La LP *Commerce et distribution* déclare ainsi viser d'autres débouchés professionnels que le BUT *Techniques de commercialisation*. À titre de contre-exemple, on

peut relever que le BUT *Génie civil et construction durable* indique ne pas ouvrir de parcours *Énergie* pour ne pas faire double emploi avec la licence professionnelle *Construction durable, comportement et performance énergétiques*.

L'offre de formation du 1^{er} cycle proposée par l'université d'Artois est pluridisciplinaire et avec des formations qui intègrent une grande variété de disciplines. La pluridisciplinarité est bien présente dans les formations (et fréquemment évoquée dans leurs dossiers d'autoévaluation (DAE)), tant à travers la mise en œuvre de disciplines différentes dans un même objectif que par le recours, à l'intérieur d'une formation, à des compétences transversales (langue étrangère, gestion de projet...). Plusieurs licences professionnelles, par exemple, mettent en œuvre différentes disciplines (*Activités juridiques* : communication, gestion de projet, *Commerce et distribution* : gestion, vente, management, *Guide-conférencier* : histoire de l'art, histoire, langues..., *Maintenance des systèmes industriels* : informatique, électricité, électromagnétique, *Métiers de la forme* : histoire, sociologie, marketing... et *Métiers du BTP* : bâtiment, économie, sociologie, santé...), mais on pourrait dire la même chose de nombre de BUT ou de licences générales. Certaines licences telles que *Chimie*, *Économie et gestion*, *LEA*, *LLCER*, n'évoquent pas la question, alors que la pluridisciplinarité est au cœur de leur formation, tandis que la licence *Histoire*, par exemple, fait de l'ouverture pluridisciplinaire un projet. Dans plusieurs BUT (*Gestion des entreprises et des administrations*, *Génie civil*, *Informatique*, *Métiers du multimédia et de l'internet*, *Techniques de commercialisation*), l'adoption de situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ), dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche par compétences, les obligent à s'ouvrir à la pluridisciplinarité. D'autres formations comptent sur les projets tutorés pour faciliter l'interdisciplinarité (LP *Métiers du tourisme*).

L'université d'Artois propose un continuum pédagogique structuré dans la plupart des disciplines. Les étudiants de l'université d'Artois peuvent poursuivre leurs études en master dans le même établissement ; fait exception la licence *Physique, chimie*. Cependant, l'établissement ne peut, par sa taille, offrir un large éventail de parcours, ce qui amène nombre d'étudiants à arrêter leurs études, ou à les poursuivre ailleurs. Bien que les passerelles soient souvent évoquées dans les DAE, rares sont celles qui sont formalisées. Il s'agit davantage de passerelles classiques, c'est le cas par exemple de l'intégration intéressante d'élèves de CPGE ou de BTS dans les BUT *Chimie*, *Génie civil*, *Informatique*, *MMI*, *Réseaux et communications*, *Techniques de commercialisation*. La licence *Chimie* revendique également des passerelles, entrantes et sortantes, vers les CPGE, les BUT et les BTS, mais sans étudier les raisons de leur faible succès (8 étudiants), du moins pour les entrantes parmi elles. La LP *Métiers de l'industrie* indique également que l'intégration d'étudiants de L2 est malaisée. Les passerelles formalisées entre deux formations universitaires sont plus rares : la licence *AES* accueille au S2 des étudiants issus de la licence *Économie et gestion*, et vice-versa ; la licence *Lettres* accueille en L3, dans le parcours *Professorat des écoles*, des étudiants issus des licences d'*Histoire* et *LLCER*, permettant ainsi des choix de réorientation. La licence *Sciences pour l'ingénieur* n'en fait pas partie, mais accueille en L2 des étudiants de *Physique, chimie*, et au S2 tout étudiant ayant validé un S1 en STS. La création récente d'une école d'ingénieurs permet la mise en place de passerelles entre les BUT ou la licence *Sciences pour l'ingénieur* et les formations d'ingénieur de l'école, et inversement entre l'école d'ingénieurs et les BUT.

L'accompagnement des étudiants du 1^{er} cycle à la réussite

L'attractivité du premier cycle est globalement bonne, avec cependant certaines mentions en difficulté. L'attractivité de l'offre de formation de l'université est conditionnée par le profil des étudiants issus du territoire, l'université, de taille modeste, éclatée dans plusieurs villes, elles aussi parfois de petite taille, ne pouvant guère espérer attirer du public extérieur au territoire, sauf dans certaines filières spécifiques judicieusement mises en place, mais plutôt au niveau du parcours que de la mention, comme le parcours *Lettres, histoire, droit* en licence *Lettres*, le parcours *Sciences politiques* en licence *Droit*, ou encore le parcours *Patrimoine* en licence *Histoire*. Si les BUT n'apparaissent pas avoir des problèmes d'attractivité, certaines mentions de licence et de licence professionnelle sont en difficulté et méritent une attention particulière de l'établissement, à savoir les licences *Géographie et aménagement* (taux de remplissage de 44 % en 2021-2022 ; les données 2022-2023 ne sont pas communiquées), *Chimie* (1 seul inscrit dans le parcours *Métier de l'éducation scientifique* en 2022), *Physique, chimie* et surtout *Sciences pour l'ingénieur* (taux de remplissage de 31 % en passant de 74 à 30 inscrits de 2020 à 2022). Pour ce qui concerne les licences professionnelles, les mentions *Métiers de la forme* (9 inscrits en 2022), *Activités juridiques : assistant juridique* (7 inscrits en 2022 dans le parcours *Ingénierie du recouvrement*) posent également problème.

L'offre étant construite en fonction d'un public qui est avant tout local et régional, l'attractivité des formations dépend aussi de la situation économique et sociale des étudiants et des lycéens : en licence, 73 % des étudiants viennent de l'Artois, et 21 % d'une autre zone géographique des Hauts-de-France. C'est aussi un public socialement et économiquement plus fragile que la moyenne. Pour prendre deux chiffres illustrant bien cette problématique : la proportion d'étudiants issus de milieux ouvriers est très élevée dans le 1^{er} et le 2^e cycle (18,5 % contre 11 % en moyenne nationale) et le pourcentage d'étudiants boursiers est de 22 % en LP (contre 16 % en

moyenne nationale). Ce profil socio-économique des étudiants a aussi un impact négatif sur la mobilité internationale, ainsi que sur la poursuite d'études en master.

Les taux de réussite en licence sont globalement bons et rarement situés en dessous des moyennes nationales.

En première année de licence générale, le taux de réussite est notamment très supérieur à la moyenne nationale pour les trois mentions STAPS qui sont toujours au-dessus de 68 % au cours de la période. Les autres L1 générales affichent également des taux supérieurs ou quasiment égaux aux moyennes nationales. Ils sont plus faibles, malgré une dynamique positive en *Informatique* (entre 25 % et 39 % de 2020 à 2023), *Histoire* (de 25 % à 43 % au cours de la période), voire en baisse importante au cours de la période en *Économie et gestion* (de 54% à 34 %). En 2022-2023, certaines L3 sur les 18 de l'établissement affichent un taux de réussite en troisième année inférieur à la moyenne nationale. Parmi celles-ci, la L3 *Droit* doit faire l'objet d'une attention particulière du fait de sa réussite en baisse (de 72% à 58% durant la période considérée). Plusieurs formations, comme la licence *Économie et gestion* imputent ces résultats aux des inscriptions en double niveau (enjambements), qui de fait se traduisent souvent par une quatrième année de licence indispensable pour obtenir les ECTS encore manquants.

En licence professionnelle, le taux de réussite global à l'échelle de l'établissement est excellent, de l'ordre de 91 %. La grande majorité des licences (L3 et LP) ont un taux de réussite globalement bon malgré des disparités. Ainsi, parmi les LP, quelques rares formations méritent un point d'attention par rapport à la réussite, 69 % en moyenne dans la LP *Activités juridiques* ; un taux en baisse importante (de 94 à 89 %, puis 79 %) en LP *Commerce et distribution*.

Pour ce qui concerne les BUT, dans certains cas (BUT *Informatique*), on est face au constat d'un manque de prérequis des néo-bacheliers. Trois BUT, qui sont pourtant des formations sélectives (même si de fortes contraintes, liées à la réglementation et au public, pèsent sur cette sélection) ne s'interrogent pas sur les raisons de leurs faibles taux de réussite (*Génie mécanique et productique*, *Métiers du Multimédia et de l'Internet*, *Réseaux et Télécommunications*). Certains BUT, comme *Informatique*, avouent une difficulté à faire réussir un nombre élevé d'étudiants issus de filières technologiques (notamment de la filière STMG pour le BUT *Informatique*). Le BUT *Génie Mécanique et productique*, de même, affiche un taux de réussite faible (environ 50 % en 1^{re} année, et guère plus en 2^e année, ce qui est plus préoccupant encore). La situation est similaire pour le BUT *Métiers du multimédia et de l'internet*. Face à ces difficultés, l'IUT de Lens mobilise en 2022 le dispositif des Cordées de la réussite autour de quatre objectifs : *Favoriser la liaison Bac Techno/BUT*, *Développer l'ouverture sociale et culturelle*, *Renforcer l'accompagnement à l'orientation*, *Encourager l'accès des filles en filière technologique*, dispositif dont les résultats sont attendus.

L'accompagnement des étudiants du 1^{er} cycle vers la réussite est une priorité pour l'établissement, qui met en place des outils pour aider les étudiants à réussir.

Pour accompagner les étudiants vers la réussite, l'université met en place plusieurs outils, notamment en lien avec les projets du PIA, tel que le projet OSER, géré par le service d'orientation, avec la participation des composantes, mais qui n'est guère valorisé dans les dossiers d'autoévaluation des formations en matière de soutien à l'orientation des étudiants (sauf dans ceux de quelques formations comme la licence *Sciences de la vie*, BUT *Génie électrique et informatique industrielle*). Elle met en place aussi, depuis plusieurs années, un DU Tremplin (dans le cadre du Programme régional de réussite en études longues – PRREL ; licence *Physique, chimie* ; BUT *Qualité logistique industrielle et organisation*), un dispositif « oui si » dès 2018 (licence *Histoire*), et plus récemment un diplôme universitaire (DU) Paréo, sans compter des dispositifs spécifiques, par exemple à l'UFR STAPS et dans les IUT de Béthune et de Lens. Le contrat pour la réussite étudiante est déployé à l'aide de l'outil Conpere ou d'autres formulaires (licence *Droit*). En revanche, tous les nouveaux étudiants de 1^{re} année sont reçus par les directeurs d'études. Hormis les formations citées, très peu de formations se sont comparées ces différents dispositifs de réussite étudiante, notamment le tableau de bord de la réussite mis en place par la gouvernance, l'efficacité de ces dispositifs reste néanmoins difficile à évaluer. La complexité de la période marquée par les effets de la crise sanitaire ne permet pas d'inférer, d'une évolution des candidatures ou des inscriptions, une action décisive, ou non, de l'un de ces outils plutôt que d'un autre ; sans compter que les groupes d'étudiants ne se ressemblent pas d'une année à l'autre.

Une dynamique de transformation pédagogique dans le 1^{er} cycle en adéquation avec les ambitions de l'établissement.

L'établissement met en place un Bonus qualité enseignement (BQE), qui permet aux équipes pédagogiques de recevoir des heures complémentaires pour des projets en faveur de la réussite étudiante et de l'innovation pédagogique. Le Centre de transformation et d'innovation pédagogiques (CETIP), créé afin d'accompagner les enseignants dans la transformation de leurs pratiques pédagogiques jouit d'un rôle central dans l'accompagnement de ces transformations pédagogiques. Il assure notamment la formation des nouveaux enseignants et il est également présent dans l'attribution des CPP et des BQE. Pour prendre quelques exemples, les BUT *Génie électrique*, *Métiers du multimédia et de l'internet* et *Réseaux et Télécommunications*, tous trois portés par l'IUT de Béthune, recourent au CETIP pour la numérisation de leurs enseignements, La LP *Guide conférencier* compte un enseignant qui a bénéficié d'un accompagnement de la part du CETIP. Certaines licences s'appuient nettement aussi sur son action : *Arts du spectacle* pour un projet d'innovation en théâtre, *Économie et gestion* pour l'usage de Wooclap et de *serious games*, *Sciences de la vie* pour des

formations spécifiques. Le CETIP est donc bien identifié, mais reste sous-utilisé en dehors de la mise en œuvre de l'approche par compétences. Des dispositifs financés par la Région sont également mis en œuvre, comme un tutorat individualisé et des ateliers méthodologiques en BUT *Chimie*. Il faut ajouter que d'autres formations, sans évoquer le CETIP, appliquent, elles aussi, des pratiques pédagogiques innovantes : des *serious games* sont par exemple mis en place dans les BUT *Génie civil* et BUT *Qualité, logistique industrielle et organisation (QLIO)*, *Wooclap*, dans le BUT *Génie électrique*.

L'établissement soutient la structuration de l'offre de formation en blocs de compétence, mais l'application concrète de cette politique reste parfois très perfectible. En accompagnant, par l'appui que constituent les ingénieurs pédagogiques, les formations dans la préparation du passage aux blocs de compétences, le CETIP joue un rôle majeur dans le passage à l'approche par compétences (APC), pour lequel il peut s'appuyer sur le PIA LcEr, qui permet une accélération du passage des formations du 1^{er} cycle à l'approche par compétences. Le soutien du projet LcEr pour le passage à l'approche par compétences est effectif dans de nombreuses formations, celui-ci jouant clairement un rôle essentiel dans la transformation, encore en cours, des formations grâce aux moyens qu'il offre au CETIP (LP *Industries agro-alimentaires, Logistique et pilotage des flux, Maintenance des systèmes industriels, Métiers de la santé, Métiers du BTP* et QLIO ; licences AES, *Arts du spectacle, Économie et gestion, Géographie, Histoire, Informatique, Lettres, Mathématiques, Sciences de la vie, Sciences pour l'ingénieur* et les trois mentions de STAPS). Cependant, si l'aspect « compétences » avance dans le projet, l'aspect « réseau » est beaucoup moins valorisé au sein de l'établissement. L'apport du projet LcEr dépasse le cadre de l'approche par compétences, comme par exemple dans la licence *Chimie*, qui a obtenu quatre labels d'innovation pédagogique et un prix d'excellence innovation pédagogique au cours de la période 2020-2022.

Pour ce qui concerne la mise en œuvre concrète de l'approche, les BUT ont un temps d'avance dans ce chantier, du fait que leur démarche est cadrée au niveau national. Mais les correspondances entre les compétences des fiches RNCP et des maquettes n'apparaissent pas avoir d'effet concret sur les formations, en particulier sur les licences générales et les BUT, dont les maquettes restent structurées en unités d'enseignement classiques et les SAÉ par exemple, rarement mentionnées dans les dossiers d'autoévaluation. Certaines formations, comme par exemple les licences *Informatique* ou *STAPS et Sciences de la vie*, montrent une forte évolution de la maquette par une meilleure définition des objectifs et des compétences acquises en lien avec l'APC. D'une manière générale, quelques formations mettent en place des SAÉ, telle la licence *Physique, chimie*, par exemple. C'est cependant une pratique qui pourrait être étendue. Quant à la valorisation des compétences acquises, elle se fait via un portfolio régulièrement mis en place en BUT, mais très rarement en licence générale, et de manière partielle seulement, même en licence professionnelle. L'APC est donc déployée de façon hétérogène dans l'offre de formation du 1^{er} cycle, avec une plus grande présence dans les formations visant une insertion professionnelle immédiate, le passage à l'APC ayant été accéléré par le PIA LcEr dans les licences générales dont certaines notamment dans les domaines ALL et SHS (*licences LEA, LLCER, Histoire*) restent néanmoins en retard dans son déploiement. Pourtant l'APC pourrait clairement représenter un levier pour l'attractivité et la réussite étudiante.

L'adossement des formations du 1^{er} cycle à la recherche

L'adossement des formations du 1^{er} cycle à la recherche est globalement correct en licence générale et en BUT, si l'on prend en compte la place des enseignants-chercheurs dans les formations, mais demande à être renforcé. L'université d'Artois compte 355 enseignants-chercheurs titulaires qui interviennent de manière importante dans de nombreuses formations du 1^{er} cycle, y compris en BUT, où ils assurent en moyenne 56,4 % des heures d'enseignement dans les licences générales (mais des taux de l'ordre de 122 ou 152 % obtenus à partir des chiffres fournis interrogent quant à leur fiabilité) et 43,5 % en BUT, dont seulement 8 % en *Génie civil et développement durable* et autour de 20 % en *Génie mécanique et productique, Qualité logistique et organisation* (le taux de 123 % obtenu par le BUT *Informatique* pose évidemment problème). En licence professionnelle, les données sont moins bonnes (21 % en moyenne) et plus contrastées. Ainsi, des licences professionnelles font intervenir plusieurs enseignants-chercheurs qui assurent un nombre important d'heures d'enseignement (*Maintenance des systèmes industriels, de production et d'énergie* : 7 EC assurent 250 heures dans la formation, *Maintenance et technologie : systèmes pluritechniques* : 6 EC assurent 199 heures dans la formation, *Métiers du BTP : performance énergétique et environnementale des bâtiments* : 10 EC et 1 ingénieur de recherche assurent 224 heures dans la formation, *Métiers de l'Industrie : conception de produits industriels* et QLIO : 6 EC assurent 170 heures dans la formation) sans cependant que cela se traduise nécessairement par une initiation à la recherche (0 heures dans ces 4 LP). En licence STAPS par ailleurs, il apparaît que les recrutements privilégient les profils SHS, conformément à l'orientation du laboratoire, au détriment des sciences de la vie qui forment partie intégrante de la formation.

La part des heures d'initiation à la recherche (séminaires de recherche, méthodologie de la recherche) dans les formations du 1^{er} cycle est très faible. En licence générale, celle-ci reste extrêmement basse (3,23 % des

heures en moyenne, avec un pic à 9,79 % en STAPS : APAS, mais ce chiffre inclut un cours magistral d'histoire qui peut sensibiliser à la recherche et des travaux dirigés de langue étrangère). Si quelques BUT affichent une initiation à la recherche comme *Réseaux et télécommunications* (8h) et *Chimie* (18h), l'adossement à la recherche y reste généralement faible. Le même constat s'applique aux LP. Si les LP *Industries agroalimentaires : gestion, production et valorisation* (2 % des heures), LP *Métiers de la santé : nutrition, alimentation* (2 % des heures) et LP *Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement* (1% des heures) affichent très modestement une initiation à la recherche, d'autres LP ignorent l'initiation à la recherche. Il faudrait insister ici sur le fait que l'orientation fortement professionnalisante inhérente à ces formations ne peut leur interdire d'avoir une couleur universitaire et nécessite donc d'être liée à une sensibilisation à la recherche adaptée à leur finalité.

L'accès aux laboratoires est souvent mis en avant par les formations, au moins sous la forme d'invitations à assister à des conférences et des séminaires : licences *Arts du spectacle*, *Chimie*, *Géographie*, *Informatique*, *Physique*, *chimie*, *Sciences de la vie*, *STAPS* et *Sciences pour l'ingénieur*, etc. Les dossiers d'autoévaluation ne fournissent toutefois pas de données précises sur l'usage que les étudiants font de cette possibilité, ni sur l'effet que cela peut avoir sur leur formation. De même, comme cela a été dit plus haut, les quatre Domaines d'Intérêt Majeur (DIM) fixés par l'établissement, étant essentiellement orientés vers la recherche, apparaissent peu dans les autoévaluations des formations du 1^{er} cycle. Ils le sont parfois dans un effet d'opportunité (en licence *Histoire*, le parcours *Patrimoine* se réjouit de correspondre au DIM *Patrimoines, territoires et interculturalités*, mais il lui était antérieur). Ce sont surtout les formations en informatique qui soulignent le DIM *Intelligence Artificielle*.

La formation à la recherche documentaire reste négligée, en particulier en BUT, mais avec quelques exceptions positives (par exemple, le BUT *Chimie* y consacre 4 heures tout en y incluant également la formation à la déontologie de la recherche). En licence professionnelle, la formation à la recherche documentaire est souvent entièrement déléguée au Service commun de documentation ; la LP *QLIO* fait exception, en confiant cet enseignement à un enseignant-chercheur. En licence générale, la formation documentaire est parfois très présente (*Droit*, *Histoire* où elle représente un volume horaire total de 50 heures, *Sciences de la vie*, *STAPS*), mais parfois là aussi, entièrement confiée aux bibliothèques universitaires (*Économie et gestion*, *Lettres*), voire n'est pas même évoquée dans les dossiers d'autoévaluation (*Chimie*, *Géographie*, *Mathématiques*). La LP *Métiers de la forme* déclare clairement qu'elle estime qu'en tant que formation fortement professionnalisante, elle n'est concernée par la formation à la recherche documentaire (ni d'ailleurs par l'initiation à la recherche) ; il en va de même pour la licence *LEA* : il s'agit là d'une prise de position inacceptable pour des formations universitaires.

La poursuite d'études de licence en master au sein de l'établissement est globalement faible, autour de 30 à 40 % des étudiants. On relève tout de même de belles performances en licences *Histoire* (64 % de poursuite d'études dans l'établissement), *Informatique* (54 à 64 %), *Sciences pour l'ingénieur* (60 à 69 %) et *STAPS Éducation et Motricité* (55 à 68 %). À l'inverse, les très faibles taux de poursuite d'études en *Sciences de la vie* (6 à 15 %) et *LEA* (13 à 14 %) sont préoccupants. Il faut cependant rappeler que la tendance à candidater à des masters dans des universités différentes de celle du 1^{er} cycle est de plus en plus forte, et d'ailleurs encouragée au niveau national, mais elle se fait, globalement et hors masters très spécialisés, au détriment des universités de petite taille.

La professionnalisation des formations du 1^{er} cycle

La professionnalisation des formations du 1^{er} cycle est une vraie préoccupation de l'établissement et de ses formations, qui se traduit dans ses différents aspects. L'effort est particulièrement marqué pour les BUT et les licences professionnelles, généralement ouverts à l'alternance, et dans l'enseignement desquels des professionnels extérieurs à la formation interviennent en grand nombre (cela concerne 59 % des intervenants en LP, ces derniers assurant 52 % des heures de cours). Si le taux d'intervenants professionnels est globalement bon, il y a des déséquilibres notoires et ce taux est ainsi extrêmement faible dans les deux premières années du BUT *Chimie* (1.77 % des heures), *Génie civil - construction durable* (3.42 % des heures), *Génie électrique et informatique industrielle* (5.77 % des heures), la mise en place de la troisième année de BUT (BUT3) n'étant pas en mesure de compenser cette faiblesse. Certaines formations de LP pèchent également par un nombre trop faible d'enseignements assurés par des enseignants appartenant au monde professionnel (9 % seulement des enseignements en LP *Maintenance des systèmes industriels et production d'énergie*).

L'ouverture à l'alternance se poursuit et concerne une grande partie des formations. Elle concerne ainsi toutes les licences professionnelles à l'exception de la LP *Guide-conférencier* (où la structure du marché du travail ne le permet guère), avec généralement plus de la moitié des étudiants en alternance (à l'exception de la LP *Métiers de la santé : nutrition, alimentation*, récemment ouverte à l'apprentissage où la part des alternants (4%) est très réduite). Elle est présente également dans 38 % des licences générales, surtout en STS et DEG, ce qui est assez remarquable pour être souligné, et dans les BUT, où elle concerne environ un tiers des étudiants, Plusieurs BUT sont d'ailleurs ouverts à l'alternance dès la 1^{re} année, ce qui est aussi assez rare pour être souligné :

BUT Chimie, Génie civil – construction durable, Génie électrique et informatique industrielle, Génie mécanique et productique, Gestion des entreprises et des administrations (2 des 3 parcours), QLIO.

La préparation à l'insertion professionnelle dans les LP et BUT est d'un très bon niveau mais peut être très variable au niveau de certaines formations de licence générale. En matière de préparation à l'insertion professionnelle, les simulations d'entretien d'embauche, des *jobs dating* et autres manifestations préparant à l'insertion professionnelle des étudiants sont régulièrement organisés dans les BUT et, dans une moindre mesure, dans les licences professionnelles, tandis que l'e-portfolio est pratiqué, ce qui facilite sans aucun doute l'insertion professionnelle des diplômés de licence professionnelle (92,7 % d'insertion professionnelle à 30 mois), même si on ne dispose que des chiffres des diplômés de 2018, antérieurs donc à la présente accréditation. Quelques licences professionnelles cependant affichent des taux de poursuite d'études excessifs : entre 67 et 75 % pour la LP *Logistique et pilotage des flux*, par exemple ; plus de 70 % pour la LP *Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement*.

Dans les licences générales qui selon l'établissement doivent faire l'objet d'une attention plus soutenue, au vu du faible taux de poursuite d'études des étudiants du premier cycle en master (36,8 % en 2021 et 34,7 % en 2022), les ateliers de construction d'un projet professionnel, des simulations d'embauche et l'e-portfolio sont rares, alors que ces actions sont de nature à aider les étudiants non seulement à penser leur projet et découvrir les secteurs d'activité, mais aussi, à court terme, à prendre conscience de leurs capacités, et même à trouver un emploi d'appoint pour financer leurs études. On peut cependant souligner les efforts très volontaristes de certaines licences générales en matière de préparation à la professionnalisation. La licence *Sciences pour l'ingénieur* est très dynamique en la matière (ateliers d'expression et projet professionnel en 1^{re} année, construction du projet professionnel et initiation au droit du travail en 2^e année, techniques de recherche d'emploi et stage en 3^e année). Les licences *LEA* et *LLCER* organisent ainsi des rencontres avec des professionnels, la licence *LLCER* prévoit de plus un cours de conduite de projet ; la licence *Chimie* propose des ateliers de construction du projet professionnel et développe un partenariat avec l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM), le Mouvement des entreprises de France (Medef) et la Chambre de commerce internationale (CCI).

L'intégration d'une expérience professionnelle obligatoire varie d'une formation du premier cycle à l'autre : en licence générale, ce sont les formations STS qui se démarquent avec des stages obligatoires longs, alors que des licences DEG sont au contraire en retard dans cette intégration. Pour les étudiants ou les formations qui ne sont pas en apprentissage, le stage obligatoire est bien présent en BUT et en licence professionnelle. Il est également proposé dans certaines formations en licence bien que plus inégalement pratiqué dans ce type de cursus visant la poursuite d'études en master : la licence *Informatique* exige un stage de 8 semaines ; la licence *Chimie*, un stage obligatoire de 6 semaines au semestre 6 ; on note une mise en situation professionnelle de 4 à 6 semaines minimum en licence de *Géographie*. Dans d'autres disciplines, le stage est obligatoire mais d'une semaine (*Lettres*) seulement ou de deux semaines (*LLCER ; Histoire, parcours Enseignement et recherche*), ce qui est fort court pour permettre au stage d'être vraiment formateur. En licence *Physique, chimie*, le stage est facultatif. Rendre une expérience professionnelle obligatoire ne suffit cependant pas : en licence *Mathématiques*, c'est le cas, mais seuls 14 des 36 étudiants en effectuent une en 2022-2023, sans répercussion sur leur diplomation. Si la durée du stage est légitimement variable d'une formation à une autre, il n'y a pas d'homogénéité dans le ratio ECTS/durée du stage : en licence professionnelle, 12 semaines de mise en situation professionnelle valent de 8 (*Métiers du tourisme : commercialisation des produits touristiques*) à 30 crédits ECTS (*Activités juridiques : assistant juridique, Métiers du BTP : performance énergétique et environnementale des bâtiments*). En licence générale, une semaine de mise en situation professionnelle est comptabilisée de 2 (*Lettres*) à 3 crédits ECTS (*Arts du spectacle*). L'harmonisation de ce ratio est un chantier que l'établissement annonce vouloir entreprendre et qui est urgent.

L'internationalisation des formations du 1^{er} cycle

L'internationalisation des formations du 1^{er} cycle, malgré quelques belles réussites, est encore à développer. L'université participe évidemment au programme Erasmus, met en place des dispositifs nécessaires de préparation à la mobilité (enseignement des langues étrangères, invitation de professeurs étrangers, mise en place de programmes intensifs hybrides...). Les chiffres des mobilités sortantes donnés par les formations pour l'année 2022-2023 (pour ne pas prendre en compte les années directement marquées par la Covid), font état de 151 mobilités, soit 1,74 % des étudiants du 1^{er} cycle, et de 71 mobilités entrantes. On peut noter une grande disparité des mobilités entre formations, avec 0 % en LP, 1,26 % en licence générale et 4,41 % en BUT. Des disparités de mobilité sortante se retrouvent également entre formations avec 8 % en *LEA* et seulement 0,18% en *Droit*, et un écart encore plus important dans les BUT allant de 0 % dans les BUT *QLIO* et *Réseaux et télécommunications* à 19,69 % dans le BUT *Chimie*. Le nombre de stages à l'international (102 stages en 2022-2023) est toutefois notable. Sur les 24 doubles diplômes internationaux revendiqués par l'établissement, 6 concernent le 1^{er} cycle (le BUT *Gestion des entreprises et des administrations* avec l'université du Québec à

Chicoutimi, les licences *Biologie* avec l'université de Palerme, *Économie et gestion* avec l'université de Naples, *LEA* avec les universités de Plzen et Bucarest, et *Lettres* avec Nis), mais le faible nombre d'étudiants inscrits en double diplôme ayant effectué une mobilité sortante (8 en 2022-2023, autant en mobilité entrante), et l'absence de toute mention dans les DAE de ces doubles diplômes amène à s'interroger sur la réalité de ces partenariats en 1^{er} cycle. D'ores et déjà, certaines formations obtiennent de meilleurs résultats, comme le BUT *GEA* dont 9 étudiants font une mobilité en 2022-2023 dans son université partenaire au Canada ou le BUT *Métiers du multimédia et de l'Internet* qui compte davantage de mobilités entrantes (21) que sortantes (12).

Pour autant, l'établissement réalise de vrais efforts. Il met en place en 2023 un « Label qualité internationale », accessible aux étudiants ayant réalisé certaines actions, dont obligatoirement une période d'études ou de stage à l'étranger. Plusieurs formations ont elles aussi une politique volontariste, notamment le BUT *Chimie*, qui est engagé dans le projet Erasmus Study *Green Chemistry & Process*.

L'enseignement des langues étrangères (essentiellement l'anglais) est répandu dans toutes les formations, parfois cependant avec un faible volume horaire. Or, c'est un élément essentiel de la mobilité sortante : la compétence linguistique, et plus encore la confiance en soi, la conscience de maîtriser une langue étrangère suffisamment pour pouvoir l'utiliser dans un cadre universitaire, sont essentiels pour inciter à la mobilité sortante. Parmi les formations avec un volume très faible d'heures d'enseignement des langues étrangères, les licences *Physique*, *chimie* ou *Sciences pour l'ingénieur* ne comptent que 24 h en L1 pour la 1^{re} et en L3 pour la seconde ; la licence *STAPS : APAS*, elle, ne compte que 54 h pour l'ensemble des trois années, c'est-à-dire moins d'une heure par semaine en moyenne, ce qui est insuffisant. En licence *Droit*, les étudiants bénéficient de 74 h d'enseignement de langues en TD, mais aussi de 48 h sous forme de CM, une forme d'enseignement qui n'est pas habituelle pour les langues étrangères. L'enseignement en langue étrangère est en revanche rarement pratiqué. On le trouve certes en BUT *QLIO* ou en licence *Économie et gestion*, mais c'est une forme d'enseignement linguistique qui pourrait être davantage développée. L'enseignement des langues est dispensé dans le cadre des formations, mais l'université dispose aussi d'une Maison des langues, installée à Arras, Béthune, Douai et Lens, qui propose aux étudiants et aux personnels de l'université, ainsi que, mais dans une version payante pour les personnes extérieures à l'université d'Artois, une offre de formation diversifiée et utilisant des ressources pédagogiques reposant en bonne partie sur l'autoformation ; la Maison des langues prépare aussi à plusieurs certifications linguistiques, telles que le Certificat de compétences en langues de l'enseignement supérieur (CLES) ou le *Test of English for International Communication (TOEIC)*, avec accompagnement financier de plusieurs composantes. Rares sont cependant les étudiants qui profitent de cette offre et obtiennent une certification.

Le pilotage et l'amélioration continue des formations du 1^{er} cycle

Un pilotage volontariste, qui pourrait cependant être plus incisif sur le terrain. Le pilotage de l'offre de formation est assuré par la Commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU) et le Conseil d'administration, éclairés par un Observatoire stratégique des formations, composé entre autres de représentants des entreprises, des territoires et, de l'enseignement secondaire, des opérateurs de compétences (OPCO). Présidé par le président de l'université, il se réunit une à deux fois par an. Malgré son originalité, le comité d'experts n'est pas en mesure d'estimer l'efficacité de cet observatoire. On peut envisager qu'il favorise une interaction directe avec divers acteurs du territoire, dès la phase de conception des formations.

L'offre de formation fortement professionnalisante du 1^{er} cycle souffre d'une fragilité dans l'encadrement, malgré des efforts d'analyse de la soutenabilité des formations par l'établissement. On relève un taux d'encadrement trop faible dans plusieurs formations fortement professionnalisantes. De nombreuses formations affichent un taux faible d'enseignants permanents (2 seulement pour la LP *Métiers de la forme*, 3 pour la LP *Industries agroalimentaires : gestion, production et valorisation*; un seul enseignant-chercheur dispensant 12 h d'enseignement en LP *Logistique et pilotage des flux*). C'est parfois voulu, pour ouvrir les formations aux intervenants issus du monde professionnel, ou parfois contraint par des impératifs budgétaires, mais quoi qu'il en soit, dans certains cas, cela ne répond plus aux critères constitutifs d'une formation universitaire, ce qui met à mal leur qualité.

Les outils mis en place pour l'amélioration continue sont employés de façon inégale par les équipes pédagogiques. Les conseils de perfectionnement ont fait l'objet d'une présentation (raison d'être et règles de fonctionnement de cette instance), ainsi que d'un modèle de compte rendu en conseil des directeurs de composantes en mai 2022. Certaines formations utilisent désormais ce modèle de compte rendu, qui a le mérite de lister les thèmes qu'il convient d'aborder, mais le défaut de le faire sous forme de tableau, ce qui favorise des réponses brèves et peu développées. Les comptes rendus inclus dans les dossiers d'autoévaluation sont ainsi souvent succincts. Cependant, si la plupart des formations ont mis en place, même tardivement, un conseil de perfectionnement, celui-ci fonctionne rarement comme un véritable outil de pilotage de la formation. Il est souvent créé au niveau de la composante et pas de la mention, ce qui n'assure pas une analyse suffisamment détaillée des points forts et faibles de chaque formation. La présence de professionnels n'y est pas

systematique, et pas toujours en nombre suffisant. Par exemple, les BUT *Chimie* et *Gestion des entreprises et des administrations*, la licence *STAPS : Éducation et motricité* ne donnent que la grille et la liste des participants, sans indication de leur qualité (de même pour la LP *Métiers de la santé*, sans indication des participants) ; les BUT *Génie Civil – construction durable* et *QLIO*, la licence *STAPS : entraînement sportif* n'utilisent pas la grille mais fournissent un compte rendu détaillé, qui n'indique toutefois pas la qualité des participants. Plusieurs équipes pédagogiques, en STAPS par exemple, disent ne pas avoir été informées du cadrage élaboré au sujet des conseils de perfectionnement, qui n'a certes été adressé aux composantes que tardivement durant la période évaluée.

Plusieurs conseils de perfectionnement sont en fait des commissions pédagogiques, réunissant étudiants et enseignants, mais sans professionnels extérieurs, et sont consacrés à l'organisation de la formation davantage qu'à sa stratégie : BUT *Génie mécanique et productique*, BUT *Génie électrique et informatique industrielle*, BUT *Réseaux et télécommunications*, LP *Maintenance et technologie : systèmes pluritechniques*. Ailleurs, le conseil de perfectionnement se réunit au niveau de la composante (Faculté des sciences, UFR d'histoire, géographie et patrimoine, Faculté des sciences appliquées), ce qui, même si un moment est réservé à chaque mention, ne permet pas une approche suffisamment détaillée et pertinente de chacune d'elles. En 2023 (première année d'application en principe généralisée des conseils de perfectionnement), les BUT *Informatique et Métiers du multimédia et de l'Internet*, la licence *Mathématiques* n'avaient pas réuni de conseil de perfectionnement, même si des instances ont été réunies sous ce nom. Il est vrai que des dispositifs d'amélioration continue existaient avant le conseil de perfectionnement, comme des réunions semestrielles de la commission pédagogique (par exemple, licence *Sciences pour l'Ingénieur*) ou de la commission d'évaluation des enseignements (par exemple, licence *Géographie et aménagement*), ou le suivi de la part des étudiants de BUT dans le cadre des séquences apprentissage évaluation (SAÉ), ou encore les contacts informels avec les maîtres de stages ou d'apprentissage mais ils ne sauraient se substituer aux conseils de perfectionnement, plus formalisés et où les employeurs potentiels et les étudiants sont mieux représentés. La pratique du conseil de perfectionnement est ainsi utile, comme le montre le cas de la licence *Lettres*, dont les maquettes sont modifiées suite aux travaux de son conseil de perfectionnement. Les licences *AES* et *Économie et gestion* présentent un bel ensemble d'outils favorisant l'amélioration continue : commission d'évaluation des formations, jurys, conseil de perfectionnement, séminaire pédagogique... L'établissement privilégie la liberté de mise en œuvre des composantes, de manière à faciliter leur implication dans le processus. Il y a cependant urgence à faire comprendre l'intérêt de la démarche et à harmoniser la composition et le fonctionnement des conseils de perfectionnement.

De même, l'établissement met en place un cadrage de l'évaluation des formations et des enseignements par les étudiants, mais, pour ce qui concerne l'évaluation des formations par les étudiants, les équipes pédagogiques se contentent le plus souvent de l'envoi des questionnaires, avec un taux de retour généralement faible : il est de 13 % environ en moyenne en 2022-2023 ; au-dessus des 25 % en licence *AES* et dans les BUT *QLIO*, *Chimie*, *Génie électrique* et *Réseaux et télécommunications* (ce dernier arrivant même à 39 % de réponses), mais en-dessous de 5 % dans les licences *Arts du spectacle*, *Droit*, *Histoire*, *Informatique*, *Physique*, *chimie* et les 3 mentions *STAPS*. Les licences professionnelles arguent d'un précédent fâcheux (une campagne d'évaluation des enseignements par les étudiants organisés au niveau central, avec un taux de retour extrêmement faible – souvent de 0 à 10 %, mais jusqu'à 56 % pour la LP *Guide conférencier*) pour se contenter de commissions pédagogiques et autres réunions.

L'évaluation des enseignements par les étudiants est, quant à elle, très rarement pratiquée, alors qu'elle constitue aussi une obligation réglementaire. Rares sont d'ailleurs les dossiers d'autoévaluation qui distinguent bien ces deux types d'évaluation. On n'en soulignera que davantage le dynamisme de la licence *Sciences pour l'ingénieur*, qui pratique, même si ce n'est qu'occasionnellement, l'évaluation des enseignements, et intègre même, avec d'excellents résultats, un classement externe de licences relatives à l'énergétique et aux énergies renouvelable, assuré par l'*Educational Evaluation Agency* à partir de remontées des étudiants.

Conclusion

Points forts

- Une offre de formation adaptée aux besoins du territoire, de plus en plus concertée avec les partenaires régionaux et capable d'innovation ;
- Un pilotage de l'offre de formation par la direction de l'établissement qui se veut structuré, réactif et prospectif ;

- Une politique volontariste de l'établissement en faveur de la réussite étudiante en 1^{er} cycle, menant à de bons résultats dans les formations ;
- Une politique dynamique en faveur de l'insertion professionnelle des étudiants, en particulier à travers l'alternance mise en place dans les cursus de BUT et de licence professionnelle ;
- Une approche par compétences bien déployée au sein des formations visant une insertion immédiate.

Points faibles

- Un adossement à la recherche insuffisant, reposant trop exclusivement sur les interventions (d'ailleurs parfois réduites) d'enseignants-chercheurs dans les formations, sans réelle initiation à la recherche ni même, si ce n'est marginalement, à la recherche documentaire ;
- Une politique d'amélioration continue qui reste superficielle avec une mise en place non systématique des conseils de perfectionnement, qui ont, de plus, souvent un rôle trop limité et ne s'emparent pas des enjeux stratégiques d'adaptation du positionnement académique des formations, et un taux de réponse très faible des étudiants à l'évaluation des formations et des enseignements ;
- Une ouverture au monde professionnel peu présente dans plusieurs licences générales ;
- Des passerelles rarement formalisées entre les formations du 1^{er} cycle ;
- Une ouverture internationale peu développée.

Recommandations

- Mettre en œuvre une politique d'initiation à la recherche en y intégrant une réduction des disparités entre formations en termes de taux d'intervention des enseignants-chercheurs.
- Rendre la politique d'amélioration continue plus exigeante en organisant l'évaluation des formations et des enseignements pendant les enseignements mêmes, en organisant les conseils de perfectionnement au niveau des mentions et pas des composantes, en veillant à y ménager davantage de place aux professionnels extérieurs et aux étudiants.
- Renforcer l'ouverture des licences au monde professionnel en généralisant les e-portfolios, en développant les dispositifs pertinents (stages et alternance) et en diffusant les bonnes pratiques et en formalisant les partenariats.
- Formaliser davantage de passerelles entre les formations afin de permettre aux étudiants ayant réussi un premier semestre, voire une ou deux années, du premier cycle de se réorienter facilement vers une formation voisine si tel est leur souhait.
- Développer l'internationalisation des formations de l'université, en renforçant l'enseignement de l'anglais (ou d'autres langues étrangères), en fixant des objectifs plus ambitieux en nombre et en niveau des certifications linguistiques, en cherchant des partenariats internationaux au niveau des formations, et en renforçant l'incitation à la mobilité avec par exemple des mobilités *at home*.

Points d'attention transversaux

Le comité soulève les points d'attention transversaux suivants relatifs à plusieurs critères indispensables de l'accréditation défaillants dans une proportion importante des formations du cycle.

- Un adossement à la recherche faible dans les différents types de cursus.
- Une démarche d'amélioration continue insuffisante, avec certes un cadrage de l'établissement, mais transposé *a minima* dans nombre de formations, voire totalement ignoré.

Points d'attention sur les formations du 1^{er} cycle

Les formations suivantes présentent des points d'attention dans leur évaluation car un ou plusieurs critères d'accréditation sont défaillants. La mise en point d'attention est également motivée dans le rapport de chaque formation concernée.

Domaine Droit, économie, gestion

- Licence *Droit* (réussite étudiante faible dans tout le cycle).
- Licence *Économie et gestion* (attractivité faible de la formation ; réussite étudiante faible ; adossement à la recherche limité ; continuum avec le 2^e cycle fragile).
- Licence professionnelle *Métiers de la forme* (qualité insuffisante du recrutement ; taux d'encadrement trop faible).

Domaine Sciences, technologies, santé

- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Chimie* (participation des intervenants professionnels dans les enseignements insuffisante).
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie civil - construction durable* (participation des intervenants professionnels aux enseignements trop faible ; adossement à la recherche limité).
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie électrique et informatique industrielle* (trop faible participation des professionnels dans la formation).
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie mécanique et productique* (taux d'étudiants ayant validé tous les crédits ECTS en BUT1 et BUT2 faible).
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Métiers du multimédia et de l'internet* (taux d'étudiants ayant validé tous les crédits ECTS en BUT1 et BUT2 faible).
- Licence *Mathématiques* (qualité de la réussite faible au cours du cycle ; absence de processus d'amélioration continue).
- Licence professionnelle *Logistique et pilotage des flux* (taux trop élevé de poursuites d'études ; taux d'encadrement trop faible ; qualité insuffisante de l'adossement à la recherche).
- Licence professionnelle *Maintenance des systèmes industriels, de production et d'énergie* (qualité insuffisante de la professionnalisation ; absence d'initiation à la recherche ; réussite étudiante faible).
- Licence professionnelle *Maintenance et technologie : systèmes pluritechniques* (taux d'intervenants professionnels trop faible ; absence d'initiation à la recherche).
- Licence professionnelle *Métiers de la santé : nutrition, alimentation* (fort taux de poursuites d'études des diplômés ; adossement à la recherche trop faible ; attractivité de la formation fragile).
- Licence professionnelle *Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement* (qualité du devenir des diplômés insuffisante ; faible adossement à la recherche).

Avis d'accréditation des formations du 1^{er} cycle

Le tableau suivant synthétise les avis relatifs à l'offre de formation du 1^{er} cycle de l'établissement en demande d'accréditation pour le contrat 2026-2030. Ces avis concernent les catégories suivantes de formations :

- des formations dont seul le projet est évalué par le Hcéres (formations faisant l'objet d'une première demande d'accréditation ou formations accréditées très récemment) ;
- des formations en demande de renouvellement d'accréditation à l'identique pour lesquelles le comité d'experts a formulé un avis d'accréditation à l'issue de l'évaluation de leur bilan ;
- des formations en demande de renouvellement d'accréditation à l'identique ou avec modifications pour lesquelles le comité d'experts a formulé un avis d'accréditation suite à l'évaluation de leur bilan et d'une réponse aux recommandations du Hcéres, notamment lorsque le comité d'experts a formulé des points d'attention suite à l'évaluation du bilan des formations du 1^{er} cycle.

Domaine de rattachement Hcéres	Domaine d'accréditation	Type de diplôme	Intitulé de la formation	Avis d'accréditation
ALL	ALL	Licence	Arts du spectacle	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer l'amélioration continue de la formation en systématisant l'évaluation des enseignements par les étudiants.
ALL	ALL	Licence	Langues étrangères appliquées	Favorable avec recommandations : - Veiller à renforcer l'adossement à la recherche. - Veiller à mettre en place une approche par compétences dans le cadre de la démarche mise en place par l'établissement.
ALL	ALL	Licence	Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales	Favorable avec recommandation : - Veiller à mettre en place une approche par compétences dans le cadre de la démarche mise en place par l'établissement.

ALL	ALL	Licence	Lettres	Favorable avec recommandations : - Veiller à améliorer la réussite étudiante. - Veiller à renforcer le taux d'encadrement de la formation.
DEG		BUT	Gestion des entreprises et des administrations	Favorable avec recommandations : - Veiller à renforcer l'adossement à la recherche. - Veiller à augmenter la participation des professionnels aux enseignements.
DEG		BUT	Techniques de commercialisation	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer l'adossement à la recherche.
DEG	DEG	Licence	Administration économique et sociale	Favorable avec recommandations : - Veiller à renforcer la part d'enseignants permanents dans la formation. - Veiller à renforcer l'adossement à la recherche.
DEG	DEG	Licence	Droit	Favorable avec recommandation : - Veiller à conforter les dispositifs d'aide à la réussite.
DEG	DEG	Licence	Économie et gestion	Favorable avec recommandation : - Veiller à maintenir l'attractivité de la formation en poursuivant les efforts engagés.

DEG	DEG	Licence professionnelle	Activités juridiques : assistant juridique	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à améliorer la réussite étudiante. - Veiller à renforcer l'attractivité de la formation et la qualité du recrutement. - Veiller à renforcer le suivi et l'analyse du parcours des étudiants.
DEG	DEG	Licence professionnelle	Activités juridiques : mandataire judiciaire à la protection des majeurs	<p>Favorable</p>
DEG	DEG	Licence professionnelle	Commerce et distribution	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à renforcer le taux d'encadrement de la formation. - Veiller à améliorer la réussite étudiante. - Veiller à renforcer l'adossement à la recherche.
DEG	DEG	Licence professionnelle	Métiers du tourisme : commercialisation des produits touristiques	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à améliorer le taux d'encadrement de la formation. - Veiller à renforcer l'adossement à la recherche.
DEG	DEG	Licence professionnelle	Organisation et gestion des établissements hôteliers et de restauration	<p>Favorable avec recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à renforcer le taux d'encadrement de la formation.
SHS	SHS	Licence	Géographie et aménagement	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à développer l'attractivité de la formation. - Veiller à la mise en place effective d'un conseil de perfectionnement spécifique à la mention et à poursuivre les évaluations des enseignements.

SHS	SHS	Licence	Histoire	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à poursuivre les efforts relatifs à l'amélioration de la réussite étudiante. - Veiller à la mise en place d'une approche par compétences dans le cadre de la démarche mise en place par l'établissement. - Veiller à renforcer l'apprentissage des compétences linguistiques.
SHS	SHS	Licence	Sciences et techniques des activités physiques et sportives : activité physique adaptée et santé	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à renforcer le taux d'encadrement. - Veiller à améliorer le processus d'amélioration continue (évaluation de la formation par les étudiants et conseil de perfectionnement).
SHS	SHS	Licence	Sciences et techniques des activités physiques et sportives : éducation et motricité	<p>Favorable avec recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à renforcer le processus d'amélioration continue (évaluation de la formation par les étudiants et conseil de perfectionnement).
SHS	SHS	Licence	Sciences et techniques des activités physiques et sportives : entraînement sportif	<p>Favorable avec recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à renforcer le taux d'encadrement de la formation.
SHS	SHS	Licence professionnelle	Guide conférencier	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à améliorer le taux de réussite des étudiants. - Veiller à renforcer la formation à et par la recherche.
STS		BUT	Chimie	<p>Favorable avec recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à augmenter la participation des intervenants professionnels du domaine aux enseignements en poursuivant les actions engagées.

STS		BUT	Génie civil - construction durable	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à augmenter la participation des intervenants professionnels du domaine aux enseignements en poursuivant les actions engagées. - Veiller à améliorer l'adossement à la recherche en poursuivant les mesures engagées en matière d'augmentation des interventions des enseignants-chercheurs et d'initiation à la recherche.
STS		BUT	Génie électrique et informatique industrielle	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à augmenter la part d'intervenants professionnels extérieurs dans les enseignements en mettant en œuvre les actions identifiées. - Veiller à mettre en place une évaluation des enseignements par les étudiants. - Veiller à intégrer des professionnels extérieurs dans le conseil de perfectionnement.
STS		BUT	Génie mécanique et productique	<p>Favorable avec recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à améliorer la réussite des étudiants en consolidant les actions entreprises et en exploitant les dispositifs de soutien proposés par l'université.
STS		BUT	Informatique	<p>Favorable avec recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à améliorer la réussite étudiante.
STS		BUT	Métiers du multimédia et de l'Internet	<p>Favorable avec recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à améliorer la réussite étudiante en BUT1 et BUT2 en mettant en place un accompagnement pour aider les étudiants à valider leurs compétences.

STS		BUT	Qualité, logistique industrielle et organisation	Favorable avec recommandations : - Veiller à améliorer l'attractivité. - Veiller à renforcer l'adossement à la recherche, à travers notamment une augmentation des heures d'initiation à la recherche.
STS		BUT	Réseaux et télécommunications	Favorable avec recommandations : - Veiller à améliorer les taux de réussite de la formation. - Veiller à intégrer des professionnels extérieurs au sein du conseil de perfectionnement.
STS	STS	Licence	Chimie	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer l'attractivité de la formation.
STS	STS	Licence	Informatique	Favorable avec recommandations : - Veiller à poursuivre les efforts relatifs à l'amélioration de la réussite étudiante dans tout le cycle. - Veiller à renforcer le taux d'encadrement de la formation.
STS	STS	Licence	Mathématiques	Favorable avec recommandations : - Veiller à la mise en place d'un conseil de perfectionnement qui se réunisse de manière périodique, en présence de représentants du monde professionnel et d'étudiants. - Veiller à la mise en place d'une évaluation anonyme des enseignements par les étudiants et d'actions permettant d'atteindre un taux de réponse suffisant. - Veiller à améliorer le taux de réussite des deux premières années de la formation.

STS	STS	Licence	Physique, chimie	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à renforcer l'attractivité. - Veiller à développer l'initiation à la recherche. - Veiller à renforcer l'enseignement des langues et en langues étrangères.
STS	STS	Licence	Sciences de la vie	<p>Favorable avec recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à améliorer la réussite étudiante dans tout le cycle.
STS	STS	Licence	Sciences pour l'ingénieur	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à améliorer l'attractivité de la formation en améliorant la qualité du recrutement des étudiants. - Veiller à améliorer la réussite des étudiants. - Veiller à harmoniser les pratiques d'amélioration continue dans les parcours. - Veiller à renforcer l'enseignement des langues et en langues étrangères.
STS	STS	Licence professionnelle	Industries agroalimentaires : gestion, production et valorisation	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à renforcer le taux d'encadrement de la formation. - Veiller à renforcer l'initiation à la recherche.
STS	STS	Licence professionnelle	Logistique et pilotage des flux	<p>Favorable recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à maîtriser le taux de poursuites d'études, en s'assurant que la formation répond pleinement aux besoins du secteur en emplois de niveau bac+3.

STS	STS	Licence professionnelle	Maintenance des systèmes industriels, de production et d'énergie	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à augmenter de manière effective la participation des professionnels aux enseignements. - Veiller à la mise en place d'un conseil de perfectionnement qui soit spécifique à la formation et se tienne en présence d'étudiants.
STS	STS	Licence professionnelle	Maintenance et technologie : systèmes pluritechniques	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller au renforcement effectif de la participation des professionnels aux enseignements. - Veiller au renforcement effectif de l'initiation à la recherche. - Veiller à la finalisation de l'approche par compétences dans le cadre de la démarche mise en œuvre au sein de l'établissement.
STS	STS	Licence professionnelle	Métiers de la santé : nutrition, alimentation	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à suivre activement et à analyser le taux de poursuite d'études des diplômés dès 6 mois après la diplomation en maintenant les actions mises en place. - Veiller à augmenter la part des enseignements assurée par des enseignants-chercheurs. - Veiller à mettre en place un dispositif d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants. - S'assurer de la mise en place du conseil de perfectionnement avec une composition pertinente. - Veiller à élargir le vivier de recrutement de la formation pour offrir une voie professionnalisante aux étudiants des licences du secteur.

STS	STS	Licence professionnelle	Métiers de l'industrie : conception de produits industriels	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à renforcer l'attractivité de la formation. - Veiller à renforcer l'initiation à la recherche. - Veiller à la finalisation de l'approche par compétences.
STS	STS	Licence professionnelle	Métiers du BTP : performance énergétique et environnementale des bâtiments	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à améliorer l'attractivité de la formation. - Veiller à renforcer l'initiation à la recherche. - Veiller à réduire la poursuite d'études.
STS	STS	Licence professionnelle	Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à améliorer l'insertion professionnelle immédiate et à réduire le taux de poursuite d'études en poursuivant les actions mises en place. - Veiller à finaliser la mise en place de l'approche par compétences dans le cadre de la démarche mise en place par l'établissement.

Rapports des formations du 1^{er} cycle

LICENCE ARTS DU SPECTACLE

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence *Arts du spectacle* est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres et arts et s'inscrit dans le champ de formations Cultures, patrimoines, territoires de l'université d'Artois (UA). Elle délivre une formation complète (théorie, pratique) et polyvalente (variété des mises en situation pédagogiques) de 1550 heures pour l'ensemble du cycle de formation. Elle remplit ses capacités d'accueil, et propose un choix d'orientation professionnelle à partir de la deuxième année. L'équipe pédagogique se compose de 52 intervenants, dont 13 permanents. En 2023, elle remettait 42 diplômés (sur 43 inscrits en troisième année), pour un nombre d'inscrits total de 156 étudiants (chiffre stable), répartis sur les trois années : 82, 31, 42. Dans le cadre du processus de Bologne, la formation accueille depuis la rentrée 2022-2023 des élèves de l'École de cirque Jules Verne d'Amiens (formation préparatoire aux arts du cirque en deux ans) : les élèves de l'ECJV sont accueillis à l'UA pour y suivre des enseignements théoriques qui sécurisent leur parcours professionnel et ouvrent sur une possibilité de poursuite d'étude.

Analyse globale

La formation propose aux étudiants d'acquérir des compétences polyvalentes dans le secteur économique, social et politique des arts vivants (théâtre, cirque, danse, performance, marionnettes, etc), notamment dans le domaine de l'éducation artistique et culturelle (EAC, par exemple : projet chantier théâtre) et de la construction de projets culturels. Elle se signale par un bon niveau d'attractivité, et une identification favorable dans la filière grâce à sa spécificité jeune public. Les enseignements comprennent des cours théoriques et pratiques qui se répartissent suivant une bonne diversité de situations d'apprentissage.

Jouissant d'une bonne attractivité (capacité remplie) et d'une bonne identification dans le domaine grâce à la spécificité « jeune public », la formation ne recrute que sur un territoire de proximité. Si la première année accuse un taux de réussite perfectible (54 %), ce résultat se trouve compensé par un bon taux de réussite ramené aux seuls présents (77 %). Un arrivage de forces vives en troisième année de licence indique une attractivité au niveau Bac + 3, bénéfique à la mixité des apprenants et à leur émulation. Le nombre de diplômés en fin de cycle est en hausse. La récente mise en place d'un dispositif « oui – si » ouvre la formation aux titulaires de Bac pro. Les résultats encourageants incitent à maintenir l'effort dans le développement de ce dispositif inclusif.

La formation propose une variété intéressante de situations pédagogiques garantissant une bonne ouverture sur la professionnalisation. Sur l'ensemble du cycle, 713 heures sont assurées par 36 intervenants extérieurs : professionnels des métiers du spectacle, très souvent issus du territoire. De façon progressive au fil des trois années, les étudiants sont initiés à la conduite de projet et invités à parfaire leur connaissance du maillage culturel du territoire grâce aux nombreuses conventions de partenariats noués sur l'ensemble de la Région Hauts-de-France (conservatoires, scènes nationales, Louvre-Lens, Centres dramatiques nationaux, etc). La formation favorise une approche par projets et des mises en situations variées. Elle débouche sur un stage obligatoire d'une semaine en troisième année, accompagné de la réalisation d'un portfolio. L'option de professionnalisation ouverte dès la deuxième année oriente les étudiants soit vers les métiers de l'EAC (option « Théâtre, éducation, formation » adossée au projet labellisé innovation pédagogique « Chantier théâtre »); soit vers la conduite et l'organisation de projets culturels (option « Métiers des arts de la scène »). Les inscriptions en formation continue, presque inexistantes (1 stagiaire sur la période 2020-2023), pourraient trouver une meilleure place dans un secteur économique sous tension, nécessitant reconversions et adaptations tout au long de la vie.

Un tel accent mis sur la professionnalisation se retrouve dans l'organisation pédagogique de la formation, avec une majorité de cours donnés par des intervenants extérieurs du secteur professionnel et la réalisation de projets tuteurés. Le présentiel est privilégié pour asseoir les savoirs concrets qui caractérisent le domaine de compétence visé, avec un effort pour varier les espaces de travail. La formation bénéficie en outre d'une excellente infrastructure (salles de pratiques, salle de spectacle), bien mise à profit dans les différents formats de cours. La réorganisation par compétences doit contribuer à consolider la cohérence de la formation ainsi que les passerelles avec le secteur professionnel. Les effectifs en TD et en cours pratiques gagneraient à être allégés pour un meilleur mentoring des étudiants.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche et d'une bonne intégration entre les niveaux L et M. Environ un tiers des étudiants issus de la formation poursuivent leurs parcours au sein de l'université d'Artois. La formation ouvre sur une possibilité de poursuite en master, correctement identifiée dans le prolongement de la licence. L'intégralité des enseignants-chercheurs permanents relève de la section 18 du CNU, et se trouve rattachée au groupe de recherche « Praxis et esthétique des arts » au sein de l'UR 4028 « Textes et Cultures ». Le cursus de formation se situe dans le domaine d'intérêt majeur 2 « Patrimoines, territoires et transculturalités » de l'UA, mais n'intègre pas le domaine 4 "Intelligence artificielle", qui rejoint pourtant les enjeux du spectacle vivant. Les étudiants sont sensibilisés aux méthodologies de la recherche en troisième année et participent aux différentes activités du groupe de recherche : colloques, journées d'étude.

La formation reste faible dans ses outils de suivi de parcours d'étude. A l'entrée, elle développe des outils de recrutement satisfaisants (implication des étudiants dans les Journées portes ouvertes, accueil des nouveaux inscrits, journée d'immersion pour faciliter la communication entre les promotions). La signature des Contrats de réussite étudiants (CRE) rencontre des difficultés matérielles qui doivent être résolues afin d'améliorer le nombre de contractualisations. En matière de suivi de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'étude, la mise en place d'une base de données d'alumni se présente de manière très prometteuse ; l'initiative gagnerait à se consolider.

La formation a mis en place des outils d'évaluation et d'amélioration de ses enseignements, mais doit poursuivre son effort. Le dispositif des étudiants délégués porte ses fruits avec une équipe pédagogique se réunissant trois fois par an. En progression, le taux de réponse aux questionnaires d'évaluation des enseignements, demeure faible (5 réponses faisant la synthèse des réponses obtenues de chaque promotion, pour la période actuelle), ce qui nécessite un effort renforcé.

La formation peine à s'ouvrir à l'international malgré l'existence de dispositifs dédiés (ERASMUS, réseau BCI), de réunions d'information sur la mobilité étudiante et un effort de pédagogies tournées vers l'interculturalité et les échanges (possibilité de stage avec les universités partenaires de Sibiu et de Séville). La faiblesse de la mobilité sortante se heurte à des difficultés économiques, mais aussi culturelles (sentiment d'incompétence des étudiants) propres au contexte socioculturel de l'université d'Artois. Le renforcement des échanges avec les universités partenaires, le développement d'échanges dans le cadre de festivals étudiants, la mobilité enseignante entrante constituent des pistes à explorer. Les étudiants s'emparent peu de l'offre de certification en langues étrangères.

Conclusion

Points forts

- Des liens forts avec le secteur professionnel ;
- Une bonne innovation pédagogique ;
- Une spécificité de qualité "jeune public" et éducation artistique et culturelle.

Points faibles

- Une faiblesse du taux de réponse à l'évaluation des enseignements par les étudiants ;
- Un niveau de mobilité entrante et sortante très faible.

Recommandations

- Systématiser et mieux intégrer les questionnaires d'évaluation des enseignements par les étudiants.
- Identifier des leviers pour améliorer les taux de mobilité des étudiants.

LICENCE LANGUES ÉTRANGÈRES APPLIQUÉES

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence *Langues étrangères appliquées* (LEA) de l'université d'Artois est une formation portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) de Langues étrangères. Elle propose trois spécialités : *anglais-allemand*, *anglais-chinois* et *anglais-espagnol*. La combinaison *anglais-arabe* est fermée depuis la rentrée 2024 en raison du trop faible effectif d'inscrits au cours des cinq précédentes années. Chacune des trois combinaisons de langues restantes se décline en trois parcours. À partir du semestre 4, les étudiants ont le choix entre le parcours A *Affaires et échanges internationaux* et le parcours B *Préparation aux métiers de la fonction publique* parcours mutualisé avec la licence *Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales* (LLCER). Depuis la rentrée 2022, les étudiants peuvent également candidater au parcours C sélectif *Parcours international d'excellence*, dont les contenus sont proches de ceux du parcours A, mais avec des cours de tronc commun dispensés en anglais à partir de la deuxième année et une mobilité obligatoire à l'étranger pendant la troisième année. La formation prévoit 1959 heures. Elle compte en 2022-2023 366 étudiants et 60 enseignants dont 23 permanents.

Analyse globale

La licence LEA a misé au cours de la période précédente sur l'internationalisation de sa formation pour accroître son attractivité avec la création du parcours C. Elle se distingue par ailleurs par des dispositifs de professionnalisation en adéquation avec les débouchés de la filière. La formation est pensée en cohérence avec les autres formations de l'UFR Langues étrangères, mais le lien entre enseignement et recherche mériterait d'être renforcé. Il en va de même pour les pratiques de pédagogie innovante qui restent ponctuelles et ne se saisissent pas pleinement des possibilités offertes par l'établissement. Enfin, si la formation est soucieuse de la réussite de ses étudiants en déployant des dispositifs d'aide et d'accompagnement, elle peine à analyser le devenir de ses diplômés et à mettre en place des processus d'évaluation performants pour son amélioration continue.

La formation mise sur l'internationalisation pour accroître son attractivité. La filière LEA est par nature tournée vers l'international puisqu'elle prévoit l'apprentissage de deux langues étrangères. La maquette prévoit également la possibilité de commencer une troisième langue. De nombreux dispositifs en place dans l'UFR ou au niveau de l'établissement permettent de consolider cette politique d'internationalisation : l'UFR Langues étrangères continue de signer des accords avec d'autres universités, notamment pour répondre aux besoins de mobilité des étudiants inscrits en anglais-espagnol. Nombreux sont les étudiants qui passent gratuitement une certification à la maison des langues, la préparation à la mobilité est assurée par le service des relations internationales (RI) et la maison des langues sous forme d'ateliers. Par ailleurs, la filière LEA a contribué (avec la filière LLCER) à la création en 2020 d'un double diplôme *anglais/FOS-FLE* pour attirer des étudiants étrangers. Enfin, l'ouverture à la rentrée 2022 d'un parcours C *Parcours international d'excellence* qui dispense davantage de cours en anglais et prévoit une mobilité obligatoire en L3 dynamise les mobilités sortantes et renforce l'attractivité de la filière dans la région.

La formation intègre des dispositifs de professionnalisation en adéquation avec les parcours proposés et qui correspondent à l'apprentissage des langues appliquées. Les maquettes prévoient ainsi un stage obligatoire en semestre 6 afin de favoriser l'insertion professionnelle des futurs diplômés. Un stage bonifié est possible dès la première année. Conformément à ce qui est préconisé par la politique de l'établissement, la maquette prévoit également des UE consacrées au projet personnel et professionnel (en deuxième année) ou des ateliers de professionnalisation dans lesquels des rencontres avec des professionnels des métiers cibles sont organisées. Dans le parcours B « Préparation aux métiers de la fonction publique » (mutualisé avec la licence LLCER), les étudiants ont la possibilité de s'orienter vers d'autres débouchés. Des intervenants de l'INSPE et des enseignants de l'Éducation nationale interviennent dans ce parcours. Dans les autres parcours, on note l'intervention d'un juriste travaillant dans les collectivités territoriales et d'une avocate pour assurer les différents cours de droit.

La licence LEA est construite en cohérence avec les autres formations de l'UFR et en adéquation avec les débouchés de la filière, mais le lien entre enseignement et recherche demande à être renforcé. Le parcours B entièrement mutualisé avec la licence LLCER, ou les mutualisations en chinois pour assurer la viabilité de l'enseignement de cette langue, montrent comment les formations au sein de l'UFR sont pensées et construites les unes par rapport aux autres. L'action de la « Fresque climat » en deuxième année menée en commun avec la filière LLCER prévoit la désignation d'éco-délégués et d'une enseignante référente formée à ces questions. Elle répond ainsi à la demande de l'établissement d'intégrer les enjeux du développement durable dans les formations. Le dossier d'autoévaluation (DAE) signale que, dans chaque langue, environ 3 à 5 enseignants-chercheurs interviennent dans leur domaine de spécialité, mais déplore le nombre trop élevé d'enseignants non permanents. Malgré la présence d'enseignants-chercheurs, aucun cours de la maquette n'est adossé à des problématiques liées à la recherche et les étudiants ne sont pas sensibilisés aux activités des laboratoires. Même si la filière LEA prévoit un enseignement appliqué, on pourrait tout à fait concevoir des ateliers ou des projets tutorés lors desquels les étudiants seraient initiés à des méthodes de recherche dans des disciplines variées (linguistique, appliquée, marketing interculturel...), et qui pourraient être mise en œuvre lors des stages. Le DAE signale qu'une réflexion est en cours pour aller en ce sens.

Une réflexion pédagogique commune et un essaimage des pratiques pédagogiques innovantes restent à mettre en place. Le rapport rappelle l'existence d'un service d'innovation pédagogique (Cetip) au sein de l'établissement, mais précise que la question des pratiques pédagogiques est laissée à la discrétion des enseignants. De manière générale, la licence LEA a du mal à se saisir des dispositifs mis en place par l'établissement (par exemple PIX, salles de pédagogie active...) pour transformer ses pratiques. On note deux projets Bonus qualité enseignement (BQE) menés en anglais, l'un de manière individuelle (échange virtuel) et l'autre de manière collective (Concours *Shein Mission Student*). L'approche par compétences est encore à l'état de réflexion, une matrice de correspondance a été réalisée à partir des compétences listées dans la fiche Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) de la formation. Mais le passage à l'approche par compétences (APC) est programmé par l'établissement dans deux ans.

La formation est soucieuse de la réussite de ses étudiants, mais peine à assurer un suivi du devenir de ses diplômés. La licence LEA suit le flux des candidatures et analyse le profil de ses étudiants au moment des inscriptions. Elle participe à la journée portes ouvertes et au programme de la journée d'immersion en février pour promouvoir sa filière. Pour assurer la réussite des étudiants en première année, la formation prévoit un renforcement en langue dans le cours de méthodologie (L1). Un tutorat étudiant est également mis en place, mais le rapport signale des difficultés à mobiliser les étudiants (tuteurs et tutorés). Aucun dispositif "oui si" n'a été mis en place faute de forces vives pour le coordonner. On ne trouve aucune donnée et aucune analyse sur la poursuite d'études des diplômés.

Enfin, les processus d'évaluation de la formation et la démarche d'amélioration continue sont encore peu efficaces. L'évaluation de la formation par les étudiants ne dispose de données que pour 2022-2023 et en faible nombre (17 réponses) : le rapport fait état de difficultés à mettre en place ce type d'évaluations (engagement des étudiants, mobilités en troisième année, compréhension des enjeux...). Un conseil de perfectionnement (commun avec la filière LLCER) a été mis en place et a permis d'évaluer positivement les nouveaux cours créés depuis la dernière période d'accréditation. On remarque cependant que les professionnels présents au dernier conseil de perfectionnement relèvent exclusivement des métiers de l'Éducation nationale (parcours B).

Conclusion

Points forts

- Des dispositifs de professionnalisation variés ;
- Une politique d'internationalisation active.

Points faibles

- Un adossement à la recherche limité ;
- Un manque de réflexion pédagogique collective pour innover ;
- Un processus d'évaluation peu efficace.

Recommandations

- Renforcer le lien enseignement-recherche en sensibilisant les étudiants aux activités des laboratoires.
- Favoriser les initiatives collectives d'innovation pédagogique et en mettant en place l'approche par compétences.
- Améliorer les évaluations des enseignements et de la formation et intégrer dans le conseil de perfectionnement des professionnels liés aux débouchés de la filière LEA.

LICENCE LANGUES, LITTÉRATURES ET CIVILISATIONS ÉTRANGÈRES ET RÉGIONALES

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence *Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales (LLCER)* de l'université d'Artois est portée par l'Unité de formation et de recherche (UFR) de Langues étrangères. Elle propose trois langues principales d'enseignement (anglais, espagnol et chinois) qui se déclinent en trois parcours chacune. À partir du quatrième semestre, les étudiants ont le choix entre le parcours A *Préparation aux métiers de la formation et de la recherche* et le parcours B *Préparation aux métiers de la fonction publique*. Un parcours C *FLE : Français langue étrangère* proposé en lien avec l'UFR de Lettres est possible à partir du semestre 5. La formation prévoit 1959 heures. Elle compte en 2022-2023 529 étudiants et 62 enseignants, dont 28 permanents.

Analyse globale

La licence *LLCER* propose des parcours construits en lien avec d'autres formations et en cohérence avec les débouchés de la filière. La formation est adossée de façon convaincante à la recherche. Elle s'inscrit dans une dynamique d'ouverture à l'international en proposant notamment des parcours susceptibles d'attirer un public étranger. Plusieurs dispositifs de professionnalisation dans les trois parcours proposés contribuent à l'attractivité de la formation. On note cependant un manque de suivi du devenir des étudiants qui pourrait permettre une transition plus aisée vers les formations de master. L'approche par compétences reste à mener, ainsi qu'une réflexion pédagogique commune pour introduire des dispositifs d'innovation pédagogique conformes à la politique de l'établissement.

La formation favorise l'enseignement à et par la recherche et propose des parcours construits en lien avec d'autres formations et en cohérence avec les débouchés de la filière. Les trois parcours proposés orientent les étudiants vers les débouchés qui sont au cœur de la formation (enseignement et recherche) ou en lien avec la formation (métiers de la fonction publique, enseignement du français langue étrangère). Ces parcours sont mis en commun avec d'autres formations (parcours B avec la licence *LEA*) ou en lien avec d'autres composantes (INSPE avec le parcours A, UFR de Lettres avec le parcours C). Les étudiants du parcours A bénéficient d'un cours d'initiation à la recherche et doivent rédiger un mini-mémoire. Les enseignements sont dispensés à hauteur de 60 % par des enseignants-chercheurs. Les étudiants sont sensibilisés aux activités du laboratoire « Textes et cultures », même si le rapport n'apporte pas beaucoup d'éléments quantitatifs sur cette sensibilisation. On note par ailleurs l'action « Fresque du climat » menée en deuxième année avec la présence d'éco-délégués et d'une enseignante référente formée aux questions écologiques, thématique prioritaire de l'établissement.

La formation se distingue par le déploiement de sa politique d'internationalisation. Par nature, la licence *LLCER* est tournée vers l'international : elle dispose de plusieurs partenariats avec des universités à l'étranger, dont deux accords Erasmus supplémentaires signés au cours de la période actuelle. On note une mobilité enseignante entrante et sortante active qui a permis notamment la mise en place en 2020 du double diplôme *Anglais-FOS-FLE* pour attirer des étudiants étrangers, notamment en provenance de Roumanie ou de République Tchèque. Mais le rapport présente peu d'éléments chiffrés relatifs à cette formation pour pouvoir en apprécier l'attractivité. De manière générale, on enregistre une augmentation des mobilités étudiantes sortantes (de 7 à 21), freinées lors de la période COVID. Plusieurs dispositifs sont mis en place pour valoriser l'internationalisation, comme la possibilité de passer gratuitement une certification à la maison des langues ou la possibilité de continuer ou de commencer une seconde langue étrangère.

Plusieurs éléments de professionnalisation sont intégrés à la formation, en adéquation avec les parcours proposés (enseignement et recherche, métiers de la fonction publique, FLE). Un stage optionnel est possible en L1 et L2, il est en revanche obligatoire en L3 (stage d'observation de deux semaines avec rapport de stage). La maquette prévoit également un cours de projet professionnel (au S3) et un cours de conduite de projet (au S5) pour accompagner les étudiants dans leur découverte du monde professionnel et des acteurs socio-économiques. Pour la partie enseignement, des enseignants de l'INSPE et des professionnels de l'Éducation nationale interviennent de façon régulière dans la formation.

La formation est animée par une volonté de promotion sociale et de développement territorial, mais peine à analyser le devenir de ses diplômés. La formation participe à des actions d'informations lors des journées portes ouvertes ainsi qu'à la journée d'immersion pour faire découvrir la filière. Des dispositifs de renforcement de la langue étudiée, de maîtrise du français et d'acquisition de culture générale en L1 (6 ECTS, 65h par semestre) sont mis en place pour favoriser la réussite des étudiants. Le dispositif de tutorat étudiant, introduit depuis la pandémie, peine - d'après le rapport - à trouver son public. Aucun dispositif « oui si » n'a été mis en place, faute de forces vives pour le coordonner. Le rapport présente, par ailleurs, très peu d'éléments sur le suivi des diplômés et aucune analyse quant à leur intégration dans des masters. Pourtant les trois parcours proposés s'articulent de façon naturelle avec des masters MEEF (1^{er} et 2^d degrés), des masters recherche ou encore des masters FLE. Une réflexion sur le continuum licence-master pourrait être conduite en ce sens.

Une réflexion pédagogique commune et un essaimage des pratiques pédagogiques innovantes restent à mettre en place. Le rapport rappelle l'existence d'un service d'innovation pédagogique (Cetip) au sein de l'établissement, mais précise que la question des pratiques pédagogiques est laissée à la discrétion des enseignants. On note donc un manque de réflexion pédagogique collective au sein de la formation. Si certaines actions ont été menées (deux projets Bonus qualité enseignements, l'un en espagnol, l'autre en anglais), elles restent ponctuelles et ne participent pas d'une transformation des pratiques. Pour ce qui relève de l'approche par compétences, elle est encore à l'état de réflexion : la formation présente une matrice de correspondance élaborée à partir des compétences du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). Un passage à l'approche par compétences (APC) est cependant programmé par l'établissement dans deux ans.

Enfin, les processus d'évaluation de la formation et la démarche d'amélioration continue sont encore peu efficaces. L'évaluation de la formation par les étudiants n'a été mise en œuvre que pour 2022-2023 et avec un succès mitigé (seulement 30 réponses recueillies) : le rapport fait état de difficultés à mettre en place ce type d'évaluations, mais réfléchit à la positionner en deuxième année pour impliquer les étudiants avant qu'ils ne partent à l'étranger. Un conseil de perfectionnement a été mis en place et a permis d'évaluer positivement les nouveaux cours introduits depuis la dernière période d'accréditation.

Conclusion

Points forts

- Une formation adossée à la recherche ;
- Des dispositifs de professionnalisation adaptés à la formation ;
- Une politique d'internationalisation active.

Points faibles

- Un manque de suivi du devenir des diplômés ;
- Une absence d'essaimage des pratiques pédagogiques innovantes ;
- Un processus d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants encore peu efficace.

Recommandations

- Améliorer le suivi et l'analyse du devenir des étudiants.
- Mettre en place l'approche par compétences et favoriser les initiatives d'innovation pédagogique.
- Renforcer les processus d'amélioration continue.

LICENCES LETTRES

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence *Lettres* est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres et arts au sein de l'université d'Artois, pour un nombre d'heures étudiant dans tout le cycle de 4929 heures assurées par 65 enseignants dont 23 permanents. En 2022-2023, la formation délivrait 97 diplômes et accueillait 392 inscrits sur les trois années, dont 172 en première année. La licence se compose de sept parcours diplômants dont six se détachent du tronc commun en deuxième et troisième année : *Lettres-histoire-droit* (métiers du journalisme et des institutions politiques, administratives et culturelles); *Lettres modernes/Documentation* (ouvert à partir de la deuxième année); *Lettres modernes/Enseignement* (ouvert à partir de la deuxième année); *Lettres modernes/Enseignement/PE* (ouvert à partir de la troisième année); *Lettres modernes/Enseignement/FLE* (ouvert à partir de la troisième année); *Lettres modernes/Enseignement/PLC* (ouvert à partir de la troisième année).

Analyse globale

Tournés vers la culture patrimoniale et la transmission, les enseignements de la licence Lettres s'inscrivent dans le Domaine d'intérêt majeur (DIM) 2 de l'université d'Artois, Patrimoines, territoires et transculturalités. La formation remplit une fonction de formation de proximité pour les étudiants de la région désireux de s'orienter vers les métiers de l'enseignement, de la documentation, du journalisme ou de l'administration. La formation aux métiers de l'enseignement du premier degré est attractive et assure un vivier de professeurs des écoles pour les Hauts-de-France. Le parcours 2 présente quant à lui une possibilité de promotion sociale en direction des métiers de l'administration, notamment culturelle.

La formation est bien identifiée dans le paysage national d'offre de formation et procède à un recrutement pertinent, mais le suivi du parcours d'étude peut être amélioré. Le parcours *Lettres-histoire-droit* (LHD) unique en France qui offrant des perspectives de promotion sociale (poursuite d'études dans les IEP, IRA, écoles de commerce, écoles de journalisme...) recrute des profils variés. Le parcours *Documentation* tourné vers la lecture jeune public répond à une demande sectorielle en Hauts-de-France. L'attractivité se poursuit au niveau de la deuxième puis de la troisième année. Cette dernière enregistre des inscriptions de réorientation et en provenance de CPGE. Le dispositif "oui si" à destination des bacheliers de filière technologique débouche sur un très bon taux de validation d'ECTS. Par contre, des progrès restent à faire en matière de suivi de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'étude. Les taux de réponse aux enquêtes demeurent faibles et le suivi des diplômés concerne essentiellement le CAPES et, dans une moindre mesure, le parcours LHD. La constitution d'un annuaire des anciens pour les parcours *Documentation* et LHD constitue une piste de travail. La question des contrats de réussite à signer avant les vacances de la Toussaint présente des difficultés de mise en place ainsi que d'efficacité : engagements non respectés par les étudiants, démultiplication des tâches pour l'équipe enseignante.

La formation bénéficie d'un adossement satisfaisant à la recherche. Adossée à deux laboratoires, Grammatica et Textes & culture, elle comprend une initiation aux méthodes et valeurs de la recherche pour les parcours PLC (Lycée Collège) et *Documentation*. Mais la part de d'enseignants-chercheurs titulaires dans la formation est faible (1/5 du nombre d'heures étudiant). Le pourcentage de poursuite d'étude dans le master *Lettres* (recherche) est minoritaire compte tenu de la bonne professionnalisation des différents parcours vers l'administration publique, les métiers du livre et la lecture publique, et les concours d'enseignement du premier et du second cycle.

La formation offre une bonne ouverture sur la professionnalisation. En tout, 761 (sur 4929) heures étudiant sont assurées par des professionnels des secteurs d'activité en fonction du parcours concerné. Obligatoire en L3, le

stage d'une semaine se complète d'autres opportunités de stages, utilisées par les étudiants. Pour le parcours *Documentation* qui n'ouvre pas sur un concours national, la formation entretient des liens étroits avec des partenaires régionaux et départementaux, associés à la formation. Des enseignants du second degré interviennent régulièrement dans les cours pour les deux parcours métiers de l'enseignement. Le parcours *Lettres-histoire-droit* offre des possibilités de prise de contact intensive avec le milieu professionnel, mais qui mériteraient d'être diversifiées (surreprésentation des métiers du journalisme). Les cours sont essentiellement localisés dans l'enceinte de l'université d'Artois et intègrent peu le hors-les-murs, dont le développement profiterait à la professionnalisation, en consolidant les partenariats.

L'importance accordée à la professionnalisation se retrouve dans l'organisation pédagogique des parcours. La formation développe et diversifie ses approches, elle est résolument tournée vers l'innovation pédagogique (nombreux Bonus qualité enseignement) mais souffre de sous-encadrement qui complexifie les questions de planning et de suivi des étudiants, ainsi que d'une dotation à moyen constant l'empêchant d'intégrer son effort d'innovation aux maquettes.

La formation est investie dans une démarche d'amélioration continue, même si le taux de réponse aux enquêtes d'évaluation des enseignements doit être amélioré. Les conseils de perfectionnement réguliers ouvrent sur des ajustements pertinents de la maquette.

La formation doit ouvrir une réflexion pour élargir son recrutement au-delà de la région et s'engager dans une dynamique européenne et internationale. Les flux de mobilité entrante et sortante ne concernent qu'une petite minorité d'étudiants, en partie du fait de l'orientation en direction des concours de l'enseignement. Le parcours *LHD* notamment a vocation à élargir son attractivité et ses flux de mobilité, mais aussi le parcours *Documentation*, sans renoncer à son ancrage régional. Les enseignements en langue étrangère intégrés depuis peu au parcours *LHD* pourraient être étendus.

Conclusion

Points forts

- Une dynamique d'amélioration continue et d'évolution des maquettes tenant compte des conseils de perfectionnement ;
- Une bonne innovation pédagogique ;
- Des relations étroites avec le secteur économique et le monde professionnel dans la région ;

Points faibles

- Des difficultés dans la mise en place des contrats de réussite et une utilisation insuffisante par les étudiants des dispositifs de remédiation ;
- Un sous-encadrement rapporté au nombre d'intervenants titulaires ;
- Un manque de diversité dans les dispositifs de professionnalisation dans le parcours *LHD* (surreprésentation du journalisme) ;
- Un manque d'ouverture à l'échelle internationale.

Recommandations

- Résoudre les difficultés liées à la signature des contrats de réussite étudiant.
- Augmenter la part des titulaires dans la formation.
- Diversifier les partenariats avec le secteur professionnel.
- Améliorer l'ouverture à l'international.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) GESTION DES ENTREPRISES ET DES ADMINISTRATIONS

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Gestion des entreprises et des administrations (GEA)* de l'université d'Artois est une formation comprenant un tronc commun en première année et quatre parcours dès la deuxième année : *Gestion comptable, fiscale et financière (GC2F)* ; *Gestion, entrepreneuriat et management d'activités (GEMA)* ; *Gestion et pilotage des ressources humaines (GPRH)* ; *Contrôle de gestion et pilotage de la performance (CG2P)*, non ouvert en 2022-2023. La formation est portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Lens et contient 1728 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023, 128 étudiants en première année de BUT et 98 en deuxième année pour 43 enseignants dont 8 enseignants-chercheurs intervenants dans la formation sur les 19 enseignants permanents.

Analyse globale

Le BUT GEA de Lens est en adéquation avec la stratégie de l'université d'Artois de développer son maillage territorial et ses relations avec les acteurs économiques et industriels en pleine reconversion.

La formation n'affiche aucune heure d'initiation à la recherche malgré la présence d'enseignants-chercheurs (EC) et de session d'initiation à la méthodologie informationnelle. La justification d'une finalité d'insertion professionnelle ne doit pas gommer le diplôme délivré par l'université et la diffusion d'une culture scientifique via les heures assurées par les 8 enseignements-chercheurs issus de quatre sections CNU (économie, gestion, psychologie et informatique) sans préciser la répartition des heures entre eux. Le volume total des heures dispensé par les EC semble exagéré. De plus, une initiation à la méthodologie informationnelle et documentaire, sans détail sur le volume horaire et le nombre de participants, est menée par les services communs de documentation de l'université (SCD)

La professionnalisation offre une variété d'expériences, des projets associatifs et des périodes de professionnalisation (stage et alternance) mais accorde une place limitée aux intervenants professionnels en lien avec son domaine. La formation participe régulièrement à des projets associatifs et culturels locaux mais n'affiche pas de lien particulier avec les associations professionnelles en lien avec les différents parcours du BUT. Les étudiants réalisent 12 semaines de stage obligatoires sur les deux premières années et 14 semaines en troisième année. Les 15 professionnels interviennent à raison de 33,45 % des heures étudiants, soit pour un total de 578h. En 2022-2023, la formation accueille 55 alternants et seulement 2 stagiaires de la formation continue. L'augmentation se justifiant par l'alignement des maquettes en formation initiale et en alternance.

L'ouverture à l'international est en cours de déploiement via des projets avec des partenaires étrangers et suscite un nouvel intérêt pour les étudiants. 9 étudiants ont bénéficié d'une mobilité sortante au semestre 4 en 2022-2023. La formation offre la possibilité d'une double diplomation avec une université Canadienne. Les étudiants bénéficient de cours de langues au sein de la formation (132h), toutefois, seuls trois étudiants obtiennent une certification en langue étrangère.

La démarche de l'approche par compétences (APC) est devenue obligatoire au sein de la formation avec une répartition des coefficients et la mise en place de situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) sans formalisation suivie au sein d'un e-portfolio. Le passage de diverses certifications attestant des compétences, bien que soutenu par le département, n'aboutit qu'à 3 certifications en 2022-2023. Aucun suivi n'étant mis en place sur l'activation d'un e-portfolio par les étudiants, la formation n'en enregistre aucun. Les cours de

renforcement ou de soutien étant facultatif ne font l'objet d'aucun suivi d'assiduité ou d'analyse de la pertinence de les maintenir.

La formation maintient son attractivité localement, son taux de réussite et une insertion professionnelle élevée à la sortie du diplôme. En 2022-2023, la formation enregistre 54 % d'inscrits bacheliers généraux et 46 % d'inscrits bacheliers technologiques, aucun étudiant n'a de besoin spécifique. Tous les néo-entrants bénéficient d'un contrat de réussite pédagogique la première année du BUT. Un seul étudiant intègre une autre formation à l'issue de la première année validée, et un autre à l'issue de la deuxième année validée. Au total, 92 étudiants valident la totalité de leurs crédits ECTS en BUT1 (près de 72 %) et 79 en BUT 2 (près de 81 %). Les enquêtes d'insertion professionnelle n'étant pas disponibles pour le BUT en 2022-2023, les données transmises ne concernent que les deux licences professionnelles intégrées.

Les évaluations des enseignements et de la formation par les étudiants ne portent que sur les licences professionnelles et non sur le BUT dans le DAE en raison de la réforme et de la période d'évaluation. Cette évaluation est prévue en BUT3 en 2023-2024 Néanmoins, il est démontré une capacité à réunir l'équipe pédagogique et à mener un conseil de perfectionnement pour en tirer des axes d'amélioration.

Conclusion

Points forts

- Une bonne attractivité ;
- Un bon taux de réussite ;
- Une mise en œuvre de l'approche par les compétences.

Points faibles

- Une présence limitée des intervenants professionnels en lien avec le domaine des parcours ;
- Une absence de visibilité de l'adossement à la recherche pourtant effectif ;
- Une démarche d'amélioration continue inégale pour l'ensemble du cycle du BUT.

Recommandations

- Renforcer l'adossement à la recherche de la formation notamment des heures d'initiation à la recherche.
- Veiller à augmenter la participation des professionnels.
- Déployer la démarche d'amélioration continue au sein du BUT.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) TECHNIQUES DE COMMERCIALISATION

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

Le département Techniques de commercialisation, créé en 1986 et présentant la formation DUT la plus importante en effectifs de l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Lens, s'est transformé en bachelors universitaires de technologie (*BUT*) *Techniques de commercialisation* à partir de la rentrée 2021. La formation représente 750 heures de cours et 150 heures de projet tutoré par étudiant en 1^{re} année et 580 heures de cours et 200 heures de projet tutoré par étudiant en 2^e année au travers de quatre parcours proposés en 2^e année. La formation compte au total 80 enseignants dont 17 sont des enseignants permanents (13 Prag Prce, 4 MCF) ainsi qu'un PAST et 35 des professionnels. Le nombre total d'inscrits passe de 224 (seulement en 1^{re} année) en 2021-22 à 411 (233 en 1^{re} année et 178 en 2^e année) l'année suivante avec un équilibre entre les populations féminine et masculine.

Analyse globale

Le BUT s'inscrit dans l'engagement de l'établissement de former les étudiants en alternance par contrat d'apprentissage et de professionnalisation afin d'en assurer une insertion professionnelle dans le domaine commercial. Le public accueilli est principalement local. La formation offre en 2^e et 3^e année quatre parcours sur les cinq suggérés par le Ministère (MMPV, MDEE, BDMRC et SME). L'alternance concerne notamment les parcours MDEE, BDMRC, MMPV. La professionnalisation des étudiants se fait à partir des stages (d'une durée de 4 semaines en 1^{re} année, de 8 semaines en 2^e année et de 16 semaines en 3^e année) et des projets tutorés mis en place par les étudiants avec l'intervention des professionnels. Ces modalités donnent lieu à des évaluations en SAÉ inscrites dans la maquette de formation. Le taux de réussite ainsi que le taux d'insertion se situent à un bon niveau.

La formation est très axée sur la professionnalisation en lien avec les acteurs socio-économiques. La formation est organisée et dispensée en lien avec des entreprises locales. De nombreux cours et TD sont animés par des professionnels. L'essentiel des alternants sont engagés dans le contrat d'apprentissage avec le concours des professionnels. La formation est partenaire du comité Grand Artois (groupe de travail associant les lycées professionnels et les entreprises du bassin pour développer la liaison école entreprise. Des professeurs du second degré du bassin sont intégrés dans la formation. Le PMA (Pôle métropolitain de l'Artois) intervient dans des groupes thématiques sur les formations jeunesse et constitue un outil d'insertion professionnelle pour les diplômés. Les liens forts et permanents avec les entreprises partenaires facilitent l'accès à l'emploi à la suite du cursus. Sur les promotions de licence professionnelle précédant le BUT TC, le taux d'insertion se situait autour de 80 %.

La formation bénéficie d'une attractivité assez forte. Le nombre de candidatures est soutenu et stable depuis le passage au BUT en 2021. Le taux de pression sur la formation est fort avec plus de 1700 candidatures en moyenne pour 183 places. La formation maintient un niveau d'inscrits correspondant à ses objectifs et répond à la demande du rectorat de réserver un accueil significatif aux bacheliers STMG. Sur le contingent cible de 183 étudiants en première année, le recrutement des STMG se situe à 50 %. Les néo-entrants sont principalement issus des bac généraux et technologiques, augmentés d'étudiants en réorientation venant des parcours variés comme médecine ou Staps.

La formation met en place une organisation et des méthodes pédagogiques cohérentes avec ses objectifs. La formation se structure principalement autour de trois types de compétences, marketing, vente, communication. La mise en place des situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) par compétences est

effectuée par les enseignants sur des cas d'études théoriques. Concernant les SAÉ de parcours, chaque équipe pédagogique responsable de la SAÉ, et un professionnel organise la coordination afin de travailler sur des cas concrets encadrés par des professionnels du parcours de référence. Les moyens logistiques (salles informatiques) de la faculté sont mis à la disposition des étudiants. Les enjeux du développement durable sont traités de manière transversale dans le programme. Et des questions liées à la RSE et à des enjeux environnementaux, économiques et sociaux sont traitées dans des cours d'économie et de marketing.

La formation est en adéquation avec la stratégie de formation de l'établissement. Elle s'inscrit bien dans les engagements de l'établissement visant à favoriser l'insertion par la professionnalisation des étudiants. Le département s'inscrit dans un pilotage coordonné entre le conseil de département, conseil d'IUT et CFVU. Le pilotage est partagé avec les autres départements de l'IUT à travers le dialogue de gestion entre l'IUT et l'université. L'IUT utilise les progiciels de gestion de l'université et les complète par des tableaux de bord ad hoc.

La formation ne bénéficie d'aucun adossement à la recherche. Étant quasi exclusivement centrée sur la professionnalisation en partenariat avec les entreprises de la région et faisant intervenir principalement que des professionnels, la formation ne vise aucune collaboration avec les activités scientifiques en économie, gestion ou sociologie. Quatre enseignants-chercheurs (EC) intervenant dans la formation contribuent aux activités du département (ressources, SAÉ, responsabilité pédagogique, suivis de stages et d'alternants, projets tutorés). Toutefois, cette faible place des EC ne permet pas à la formation de bénéficier d'une dynamique de recherche en lien avec les problématiques sectorielles. Les travaux demandés aux étudiants (dossiers, exposés, dossiers de presse, supports de communication, rapports de stage ou d'alternance) constituent les seuls moments d'attirer leur attention aux règles de déontologie et de méthodologie scientifique.

La formation est ouverte à l'international, mais ne bénéficie pas de la mobilité entrante et sortante étudiants/staff. 161 heures de cours de langues étrangères (anglais et allemand ou espagnol) sont proposées sur les deux années et les étudiants sont invités à passer des certifications comme le TOEIC. Le service des relations internationales de l'IUT accompagne les étudiants. Dans le cadre d'un accord avec l'université du Québec à Chicoutimi, les étudiants ont la possibilité de valider leur troisième année au Québec. Des conventions existent avec des établissements Canadiens, Portugais, Roumains, Maltais et Irlandais afin d'offrir aux étudiants des possibilités d'effectuer des semestres ou des stages à l'étranger. Toutefois aucune mobilité étudiante ou staff n'est à noter.

Le processus d'évaluation interne est structuré. En effet, bien qu'un conseil de perfectionnement, constitué des enseignants permanents du semestre, des délégués étudiants, du chef de département, du directeur des études et du secrétaire pédagogique, a lieu, aucune enquête n'est réalisée en vue de procéder à une évaluation interne de la formation. Toutefois, il est prévu de mettre en place cette évaluation des enseignements et de la formation en BUT3 en 2023-2024.

Conclusion

Points forts

- Un bon niveau d'insertion professionnel ;
- Une formation attractive développée en lien avec le tissu économique régional ;
- Une formation organisée en cohérence et en adéquation avec la stratégie de formation de l'établissement.

Points faibles

- Un adossement à la recherche faible ;
- Une évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants inexistante ;
- Une internationalisation à davantage organiser et soutenir.

Recommandations

- Améliorer l'adossement à la recherche.
- Établir des évaluations internes.
- Renforcer les mécanismes et pratiques d'internationalisation de la formation.

LICENCE ADMINISTRATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence *Administration économique et sociale* de la faculté d'Économie, gestion, administration et sciences sociales (EGASS) est dispensée au pôle d'Arras et regroupe l'économie et la gestion aux côtés des sciences humaines et sociales. À partir de L2, la formation offre deux parcours, *Métiers de l'entreprise* et *métiers de la fonction publique*, qui incluent aussi des options spécifiques en L3 qui visent à donner aux diplômés l'accès aux masters offerts sur le site. La formation est assurée par 20 enseignants et enseignants-chercheurs permanents et 46 enseignants non-permanents. Le nombre d'heures (HETD) en L1 est de 1472 heures, en L2 de 1285 heures et en L3 de 1685 heures. Elle accueille 121 néo-bacheliers en 2022-2023 pour une capacité d'accueil de 239 personnes.

Analyse globale

La formation s'inscrit bien dans l'engagement de l'université d'Artois de contribuer à la formation des habitants de la région et de favoriser ainsi leur promotion professionnelle et sociale avec un taux de boursiers de 60 %. La licence est pluridisciplinaire et généraliste et se veut une passerelle aux masters de l'établissement. La formation est très ancrée dans son territoire avec un recrutement majoritairement local (Hauts-de-France). La mention s'inscrit dans l'engagement de l'établissement de former des étudiants issus de la région et qui intègrent principalement le réseau bancaire régional. Bien qu'ouverte à la formation continue ou en alternance, de par sa nature généraliste, elle n'accueille qu'un nombre très limité de stagiaires en formation continue (1, 2 ou 3 personnes, selon les années). La formation n'est pas concernée pour l'instant par des offres spécifiques pour les publics de la formation continue. Le taux de réussite (nombre d'étudiants ayant validé tous les ECTS inscrits/nombre d'inscrits) en L1 est fluctuant entre 59 % ; 33 % et 44 % sur 2020-2023.

La formation entretient des relations avec le monde social, économique et culturel, et intègre des éléments de professionnalisation. En 2023-2024, l'équipe pédagogique comprend 18 enseignants-chercheurs (EC), 11 enseignants du secondaire et 37 intervenants professionnels, ce qui contribue à la vocation pluridisciplinaire & généraliste de la licence et son ancrage territorial. Bien que la formation ne vise pas l'insertion professionnelle à la sortie de la licence, cela permet aux étudiants de bénéficier des relations avec le monde professionnel, relations principalement formalisées au travers d'un poste de PAST et des conventions avec des établissements publics et des entreprises privées (Crédit Agricole Nord de France, Banque de France-Direction départementale du Pas-de-Calais, Centre Hospitalier d'Arras, Direction départementale des Finances publiques du Pas-de-Calais), établies par la faculté EGASS. Ceci permet aux étudiants d'accéder en L3 à des stages dans les secteurs bancaire, sanitaire et médico-social, et administration publique et de se préparer aux divers concours. Les intervenants professionnels font partie des conseils de faculté et de perfectionnement et participent aux réunions pédagogiques. Outre le stage facultatif proposé (nombre de semaines de stage : 6, ECTS : 8 ; nombre d'étudiants en stage : 26, en 2022-2023), une UE "Construction du projet personnel", offerte sur la quasi-totalité de la formation, accompagne les étudiants dans leur professionnalisation. Bien qu'en nombre très limité (1 à 2 personnes par an), la formation accueille des demandeurs d'emploi en reprise d'études. La formation projette de proposer l'alternance en L3 dans le futur.

La formation met en place une organisation et des méthodes pédagogiques cohérentes avec ses objectifs. Bien que la formation ne s'inscrive pas encore dans une démarche d'approche par compétences (APC) formalisée (prévue dans le projet A2U PIA NCU LCeR), elle est organisée en 3 UE par semestre correspondant au développement de compétences disciplinaires, transversales, linguistiques, d'une part, et, technologiques et pré-professionnelles, d'autre part, répertoriées dans la fiche RNCP. Les étudiants, engagés dans la vie associative ou institutionnelle ou encore dans le dispositif "R2E", peuvent obtenir une certification de compétences. Les ateliers « fresque du climat » ou « fresque numérique » permettent aussi l'obtention d'Open Badge. Dans certains cours, la pédagogie expérientielle, réflexive ou de classe inversée est appliquée (exposés,

exercices pratiques, jeux de créativité, mise en situation, débat, étude de cas). Une EC a obtenu en 2023 un Bonus qualité enseignement (BQE), destiné à initier les étudiants de Licence 3 AES au *legal design*.

Le processus d'évaluation interne est satisfaisant et en évolution positive. Une commission d'évaluation des enseignements par niveau d'études (L1, L2 L3), qui comprend, outre la directrice administrative, les représentants des étudiants, est organisée. Un questionnaire d'évaluation est proposé aux étudiants (118 répondants en 2023) et les résultats sont analysés collectivement par les E et EC. Le conseil de perfectionnement, réunissant la Vice-doyenne, les responsables des licences, les représentants des étudiants et les représentants du monde socio-économique, a lieu une fois par an et évalue la formation dans une démarche d'amélioration continue.

La formation n'a pas de vocation à une insertion professionnelle immédiate, mais vise à mener ses diplômés aux masters de l'établissement. Cependant, l'absence d'un suivi d'insertion après L3 et d'information chiffrée sur le devenir des diplômés ne permet pas d'évaluer l'articulation entre la licence et les masters.

L'attractivité de la formation en début du cycle est en baisse. Le nombre de néo-bacheliers inscrits passant de 157 à 121 sur 2020-2023, alors que le nombre d'inscrits bacheliers technologiques augmente de 36 à 51, avec un recrutement principalement local (la capacité d'accueil néo-entrants sur Parcoursup est de 239 personnes)

La formation a des liens faibles avec la recherche. Le lien principal avec la recherche est fondé sur l'intervention des enseignants-chercheurs dans la formation (cours et stages). Toutefois les EC, qui relèvent des différentes sections du CNU (droit privé, droit public, économie, gestion, sociologie, communication), ne représentent qu'un quart de l'équipe pédagogique ; sur 66 intervenants, seulement 18 sont des E et EC (PU, MCF, ATER, enseignants contractuels, confondus). Les EC intervenants sont les principaux encadreurs des stages obligatoires en L3 dont le rapport doit inclure une partie réflexion. Les EC effectuent leur recherche au sein principalement de quatre laboratoires régionaux (LEM, RIME lab, CLERSE et Textes et Cultures). La formation n'a pas de dispositif particulier d'accueil, d'accompagnement et de formation par la recherche. Toutefois, les étudiants sont informés sur les problèmes de plagiat et d'auto-plagiat à travers la sensibilisation lors d'un module « Méthodologie de la recherche documentaire » qui est assuré par le Service commun de documentation (SCD).

La formation est ouverte à l'international, mais ne bénéficie pas de la mobilité entrante et sortante étudiants/staff et n'offre pas de dispositif particulier pour renforcer la place de l'international. L'anglais est la seule langue obligatoire pour les 6 semestres de la licence (18 heures par semestre, sur les 6 semestres). Certains enseignements disciplinaires sont aussi offerts en anglais (*Fundamental communication*, 20h, et *Sustainable development and territories*, 25h). Une deuxième langue, facultative (en bonus jusqu'à une augmentation de +5% de la moyenne semestrielle), est offerte à la Maison des Langues de l'établissement. Les étudiants peuvent passer des certifications comme les CLES1 et CLES2 (certificat de compétences en langues de l'enseignement supérieur), le TOEIC (Test of English for International Communication) et le Linguaskill de Cambridge.

Conclusion

Points forts

- Une formation généraliste et pluridisciplinarité permettant un accès aux des masters en économie et en gestion du site ;
- Des liens forts avec la licence *Économie et gestion* et la licence *Droit* ;
- Une synergie entre les enseignants et enseignants-chercheurs économistes, gestionnaires et juristes ;
- Des liens avec le monde social, économique et culturel.

Points faibles

- Un faible taux d'encadrement ;
- Un adossement à la recherche limitée ;

- Un faible suivi des étudiants ;
- Une faible internationalisation.

Recommandations

- Encourager davantage l'intervention d'enseignants permanents.
- Améliorer l'intégration avec la recherche.
- Améliorer le suivi des étudiants.
- Renforcer les mécanismes et pratiques d'internationalisation de la formation.

LICENCE DROIT

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence *Droit* de la faculté de Droit de Douai, unique licence *Droit* de l'université d'Artois, peut être complétée au sein même de l'établissement par un des quatre masters offerts par cette faculté, ou donner accès à la licence professionnelle *Activités juridiques*. Elle se distingue par l'existence de deux parcours : le parcours *Droit* et le parcours *Sciences politiques*, permettant une formation renforcée des étudiants en science politique et en droit public. Cette formation comprend au total 1 091 étudiants en 2022-2023, pour 519 h étudiant (L1), 516 h (L2) et 535 h (L3) dans le parcours droit, 513 h étudiant (L1), 528 h (L2) et 559 h (L3) dans le parcours science politique. 19 enseignants permanents et 61 enseignants non permanents interviennent dans la formation.

Analyse globale

La licence *Droit*, très bien insérée dans l'offre de formation de l'établissement, est ouverte à d'autres champs culturels et permet une sensibilisation aux grands enjeux de société, notamment en matière environnementale. Fonctionnant en synergie développée avec d'autres partenaires académiques et des partenaires diversifiés du monde juridique, économique, l'attractivité de la licence en *Droit*, jusqu'ici soutenue, accuse récemment une légère baisse. Intégrant des dispositifs d'initiation à la recherche, elle est toutefois peu ouverte à l'international. La formation se démarque très favorablement par une organisation solide en matière d'accompagnement à la réussite des étudiants et d'évaluation permanente.

La formation s'articule largement avec d'autres formations du même cycle et avec les masters offerts notamment par la faculté : elle permet une poursuite d'études en deuxième année et troisième année du parcours de *CPGE* et *BTS*, et donne des passerelles vers des formations de gestion, d'économie ou d'histoire, par exemple. Elle est accessible à des étudiants provenant de la licence *Lettres et Histoire*. La licence comporte quelques enseignements non juridiques (philosophie, économie, informatique, langues étrangères...). Des cours de théâtre, l'initiative de ciné droit (séances de cinéma à destination du public de la ville et des étudiants, avec un débat animé par un enseignant de la faculté en partenariat avec le cinéma de la ville)... donnent une ouverture culturelle à la licence. Un bonus culture est attribué aux étudiants participant à certaines activités culturelles proposées.

La licence bénéficie de partenariats académiques solides avec des lycées de la région (lycées Gambetta à Arras, Châtelet à Douai...), afin d'intégrer des élèves des classes préparatoires et de certains *BTS*. Une convention avec le lycée Corot de Douai permet l'ouverture d'un double parcours licence en droit-prépa D1. Dans certains cas sont organisés des jurys de sélection communs, l'octroi d'ECTS, des enseignements et des jurys communs.

Différents dispositifs permettent de sensibiliser les étudiants aux enjeux du développement durable, dans le cadre d'activités ponctuelles, telles que la réalisation d'une fresque du climat par les étudiants de licence 2 en 2023, la participation des étudiants au printemps durable... ou de manière pérenne, avec la présence d'éco-délégués, l'existence d'un enseignement optionnel de droit de l'environnement au semestre 6.

La formation est peu ouverte à l'international. Elle dispose de partenariats dont le nombre est assez limité : partenariats Erasmus (Universidad Complutense de Madrid, Universidad de Salamanca, Università degli Studi di Modena e Reggio d'Emilia, Università di Palermo), partenariats hors Erasmus (Universités de Sherbrooke, de Laval). La faculté mentionne l'existence d'équipes pédagogiques communes, d'enseignements et de modalités de pilotage communes, sans autres précisions. Les mobilités entrantes et sortantes sont extrêmement limitées (entre 0 et 2 par an).

La formation intègre plusieurs approches permettant l'initiation et la sensibilisation à la recherche. Elle dispose d'initiations à la méthodologie disciplinaire, à l'intégrité scientifique. Des projets peuvent ponctuellement être organisés avec des étudiants, ou par ces derniers directement, lors de missions ou stages dans des unités de recherche (par exemple le Centre droit éthique et procédure). Il n'existe toutefois pas de modules d'enseignements spécifiques à la recherche ou de dispositif supervisé par la direction de la licence pour associer les étudiants aux centres de recherches. Le nombre d'enseignants-chercheurs titulaires intervenant dans la formation est important (19 pour 1320 heures étudiant), mais la formation a recours à un nombre élevé d'enseignants non titulaires (61).

La licence bénéficie de partenariats relativement variés avec le monde social, économique (cour d'appel, tribunal judiciaire, cour administrative d'appel de Douai, barreaux de Douai et d'Arras, chambre régionale des comptes, chambre régionale des Notaires, École des Mines, École nationale de la Magistrature, Communauté d'agglomération de Douai, Mairie de Douai). Ces partenariats, dont le formalisme n'est pas précisé, se traduit par des stages, conférences, découvertes des métiers... Les professionnels sont de surcroît associés au conseil de perfectionnement et assurent certains enseignements (49 intervenants professionnels interviennent pour 250 heures étudiant). Si la formation n'a pas rendu les stages obligatoires, du fait notamment du nombre d'étudiants, indiquant seulement, sans autre précision qu'« ils sont fortement encouragés » (110 étudiants ayant toutefois suivi des stages), elle consacre 5 UE à la préprofessionnalisation et à l'insertion professionnelle.

La formation bénéficie d'une attractivité entretenue par des dispositifs d'information variés (actions de Cap avenir auprès des lycées, JPO, journées d'immersion...). L'attractivité est confirmée par le nombre assez élevé de candidatures (plus de 3000), mais le nombre d'inscrits néo-bacheliers en L1 est en baisse (311 en 2022-2023 contre 367 l'année précédente).

La formation a développé des dispositifs soutenus d'accompagnement et d'aide à la réussite des étudiants, mais la réussite reste trop faible dans tout le cycle. On trouve des ateliers de remédiation à destination des étudiants admis en « oui si » (S1 et 2), des ateliers de mise à niveau pour les étudiants étrangers ou ceux venant d'autres cursus, du tutorat en L1... Cette formation bénéficie de dispositifs d'accompagnement et de suivi personnalisé des étudiants, par l'intermédiaire notamment du tutorat, du contrat pédagogique de réussite (CONPERE). Les résultats restent cependant trop faibles, en L1 la réussite est en moyenne de 38 % lors de la période d'étude et en L3 elle est seulement de 64 % et dans une dynamique négative (72 % en 2020 et 58 % en 2023), ces résultats suscitent une vive inquiétude. Le projet professionnel s'inscrit dans un dispositif solide (ateliers de préprofessionnalisation, pix-droit, aide à la recherche de stages). La mobilité à l'étranger bénéficie classiquement du programme ERASMUS. La faculté de Droit, contrairement à d'autres formations de l'alliance, n'a pas encore mis en place l'approche par compétences, indiquant que la réflexion est en cours. La formation mentionne comme outils de diversification pédagogique notamment la pédagogie inversée, les études de cas par groupes, la possibilité de l'obtention d'un bonus qualité enseignement, sans autres précisions. La langue étrangère obligatoire au choix tout au long du cursus peut être complétée par l'enseignement facultatif d'une seconde langue ; des enseignements optionnels en langue anglaise en L1 et L2 pouvant être par ailleurs choisis par les étudiants. Un tiers des étudiants obtiennent une certification en langue étrangère. Il n'existe pas d'offre de formation spécifique pour la formation continue

Le processus d'évaluation de la formation est particulièrement élaboré. L'évaluation des formations par les étudiants, faisant l'objet d'un cadrage au niveau de l'établissement (actualisation en décembre 2023 de la charte relative à l'évaluation des formations et des enseignements par les étudiants, adoptée en 2018), s'effectue avec différentes approches internes en ce qui concerne notamment la licence (évaluations via l'intranet, questionnaires initiés par le directeur des études, comme en 2022-2023 pour les étudiants de L3). Les conseils de perfectionnement sont réguliers et leur composition étendue (directeur de la licence, président de jury du diplôme de licence, directeurs de masters, étudiants, responsable administratif et étudiants diplômés de la formation).

Conclusion

Points forts

- Une attractivité soutenue ;
- Des dispositifs solides d'accompagnement à la réussite des étudiants ;
- Une pluridisciplinarité et interdisciplinarité importantes ;

- Une évaluation interne parfaitement organisée.

Points faibles

- Une réussite étudiante trop faible en L1 et particulièrement en L3 ;
- Des mobilités entrantes et sortantes des étudiants très faibles.

Recommandations

- Améliorer la réussite étudiante dans tout le cycle.
- Augmenter les mobilités entrante et sortante en augmentant par exemple les partenariats internationaux.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Une réussite étudiante faible dans tout le cycle.

LICENCE ÉCONOMIE ET GESTION

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence *Économie et gestion* est rattachée à l'unité de formation et recherche (UFR) Économie, gestion administration et sciences sociales (EGASS) d'Arras. Elle se décompose en une première année de tronc commun puis en deuxième année se scinde en deux parcours : *Métiers de l'analyse économique* et *Métiers du management des organisations*. Le nombre d'inscrits pour l'année 2022-2023 est de 333 étudiants sur l'ensemble du cycle ; c'est en baisse comparé à 2020-2021 (-24,15 %) et 2021-2022 (-18,78 %). L'équipe pédagogique est composée de 18 enseignants-chercheurs issus de plusieurs disciplines dont l'économie, la gestion, la sociologie et la communication. Ils sont membres de quatre laboratoires de recherche régionaux.

Le dossier d'autoévaluation (DAE) n'indique ni le nom d'un responsable pédagogique ni le nombre d'heures étudiants de la maquette assurés par les enseignants-chercheurs au sein de la licence *Économie et gestion*.

Analyse globale

La licence *Économie et gestion* répond à une demande d'offre de formation de proximité et offre un des leviers de promotion sociale et de développement territorial souhaité par l'université d'Artois (UA). Toutefois, elle se positionne en doublon avec son parcours management des organisations vis-à-vis des licences AES et GEA. Elle offre un accompagnement individualisé et des pratiques pédagogiques diverses. Elle connaît un regain d'attractivité qui ne se retrouve pas dans le nombre d'inscrits ni le taux de réussite. Son adossement à la recherche est limité en volume horaire et diffus avec une équipe pédagogique issue de plusieurs laboratoires. Son ouverture à l'international, malgré quelques partenariats, est peu visible.

La formation a des pratiques pédagogiques diverses avec une forte utilisation du numérique par les enseignants et des moyens matériels et techniques en cohérence avec les objectifs et modalités d'enseignements en présentiel. 2/3 des enseignements utilisent la plateforme universitaire pour y déposer des ressources auprès des étudiants, certains sont basés sur la ludopédagogie ou l'utilisation de questionnaires ou sondages en ligne facilitant de meilleures interactions et de dynamisme en cours. Aucun enseignement n'est proposé en distanciel, toutefois des moyens techniques disponibles permettent de basculer certains enseignements en cas de situation exceptionnelle. La formation est dispensée dans des espaces en cohérence avec les objectifs et les modalités d'enseignement (amphithéâtres, salles de TD, salle active avec mobilier modulable et salles informatiques). Certains cours peuvent être enregistrés pour une mise à disposition d'une vidéo.

La formation bénéficie d'un regain d'attractivité dont les effets sont limités sur le nombre d'inscrits, la réussite et peu visible sur l'insertion professionnelle et la poursuite d'études. Les dispositifs d'information sur la formation sont diffusés en continu auprès des lycéens et étudiants. Ils contribuent partiellement à améliorer sa connaissance et son attractivité (+8,9 % de candidats) sans effet réel sur le nombre d'inscrits (baisse des effectifs entre 2020-2021 et 2022 et 2023). La baisse d'attractivité est expliquée par le moindre intérêt des BUT2 pour la troisième année de licence et le peu d'étudiants issus des conventions avec les CPGE. L'analyse de l'évolution des candidatures et des inscriptions révèle une stabilité des profils de bacheliers avec 70 % de titulaires d'un baccalauréat général et 30 % d'un baccalauréat technologique. Sur 1049 candidatures admises, 103 s'inscrivent soit un peu moins de 10 %. À l'exception de l'année 2020-2021 où les taux de réussite ont été très élevés (L1 : 54 % ; L2 : 86 % ; L3 : 78 %), le pourcentage d'étudiants ayant validé l'ensemble des ECTS avoisine en 2022-2023, les 34 % en L1 ; 41 % en L2 et 66 % en L3. Les faibles taux s'expliquant par des situations d'enjambement, notamment en deuxième année et des difficultés à valider les semestres manquants. Les mauvais résultats en L3, ainsi que la dynamique négative interroge sur l'efficacité des dispositifs de réussite et la prise en compte de ce phénomène dans la formation. La formation ne dispose d'aucune remontée d'information de l'insertion professionnelle de ses diplômés. Concernant la poursuite d'études, sur les 98

diplômés en 2020-2021 et 79 en 2021-2022, ils sont respectivement 32 et 30 à continuer leurs études en niveau supérieur au sein de l'UA.

La formation entretient des relations avec les acteurs socio-économiques et intègre des éléments de professionnalisation sans réelle sollicitation des demandes de formation continue. La formation bénéficie de plusieurs conventions signées avec des partenaires économiques lui assurant des offres de stage et l'organisation de visite d'entreprise. Elle est dispensée par un grand nombre de professionnels (24, soit plus de 45 % de l'équipe pédagogique) qui délivrent 1216h sur l'ensemble du cycle, soit 75,2 % des heures étudiants des enseignements. Le nombre de semaines d'expérience professionnelle obligatoire est de 6 semaines qui peut être complétées par des semaines optionnelles en première et deuxième année du cycle licence. Cette option rencontre peu de succès, car elle n'a été sollicitée que par 16 étudiants. Chaque étudiant est accompagné dans la préparation de son projet professionnel tout au long du cycle via les modules de projet personnel et professionnel. La formation est très peu sollicitée pour des demandes de formation continue et envisage une ouverture en alternance de la troisième année. La formation n'est pas adaptée aux publics de la formation continue, aucune adaptation de l'emploi du temps pour les stagiaires d'où le faible nombre (1 seul inscrit sur les 3 dernières années). Aucun alternant ni de délivrance de VAE ou VAP via la formation. Sur les 53 enseignants, 22 sont des permanents (soit 42%) et le reste sont majoritairement des intervenants extérieurs.

La formation s'est engagée récemment dans un processus d'évaluation interne qui nécessite une sensibilisation des étudiants et de l'équipe pédagogique pour s'inscrire dans la durée. L'organisation de l'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants n'a débuté sous forme de questionnaire en ligne, qu'en 2022-2023 avec une faible participation des étudiants (24 %) répondant aux questionnaires. Le conseil de perfectionnement évoque de façon très synthétique et générale. Pour autant, l'unique compte rendu (daté du 17 mai 2022) du conseil de perfectionnement permet d'établir un certain nombre de recommandations sur plusieurs aspects de la formation.

Un adossement à la recherche pluridisciplinaire, mais concentrée en économie et peu visible en termes de moyens. La formation bénéficie d'un adossement à la recherche avec une équipe pédagogique majoritairement (61 %) issue de la section disciplinaire en économie (11 enseignants issus de la section CNU 05), la section disciplinaire en gestion n'étant représentée que par 4 enseignants-chercheurs (soit 22 % issus de la section CNU 06). La licence EG affiche un objectif de préparer les étudiants à l'entrée de master en les formant à la recherche sur l'ensemble du cycle licence. Pour autant, l'adossement à la recherche est faible en pourcentage d'heures d'initiation à la recherche (0,25 %) et d'enseignants-chercheurs intervenants dans la formation (30,19 %), soit un total de 18 enseignants-chercheurs (sur 53 enseignants au total) répartis sur quatre disciplines et laboratoires différents. Le taux d'encadrement par rapport au nombre d'étudiant est de 7 %.

L'ouverture à l'international dispose de contenu et dispositifs qui n'ont pas d'effets sur les mobilités. La formation n'a pas de réelle ouverture à l'internationale au regard de la faiblesse des mobilités sortantes (2 soit 0,60 % en 2022-2023) et entrantes (5 soit 1,5 % en 2022-2023). Le pourcentage d'heures d'enseignement de langue étrangère dans la formation est de 6,68 %, ce qui reste supérieur au taux au sein du cycle licence de l'UA. La faculté dont dépend la licence affiche sept partenariats avec des universités européennes et un avec le bureau de coopération interuniversitaire au Canada. Il n'y a aucune offre de formation spécifique à l'international, pour autant, la licence a accueilli en 2021-2022, une étudiante dans le cadre d'un échange Erasmus et trois étudiants dans le cadre d'un double diplôme avec une université italienne. La formation propose des cours de langues (108H) sur l'ensemble des années de la licence et des cours disciplinaires qui représentent 128 heures étudiant de discipline en langue étrangère. Les étudiants bénéficient de programmes de préparation au passage des certifications linguistiques via la maison des langues ; toutefois, le nombre d'étudiants obtenant une certification en langue étrangère est en forte diminution par rapport aux années précédentes et notamment à 2021-2022. Aucune mobilité enseignant depuis février 2020.

Conclusion

Points forts

- Des pratiques pédagogiques diverses et adaptées ;
- Une forte présence des acteurs issus du monde socio-économique ;
- Un processus d'évaluation interne récemment engagé.

Points faibles

- Une baisse des effectifs ;
- Un taux de réussite faible en première et troisième année ;
- Un faible adossement à la recherche ;
- Une faible poursuite d'études en études supérieures à l'issue de la licence ;
- Une inadaptation de l'offre de formation aux publics de la formation continue et en alternance ;
- Une ouverture internationale sans effets sur les mobilités.

Recommandations

- Améliorer l'attractivité de la formation.
- Renforcer la réussite étudiante.
- Apporter un adossement recherche plus important en rééquilibrant le volume d'heures dispensées par des enseignants-chercheurs.
- Rendre plus visibles les possibilités de poursuite d'études au sein de l'établissement à l'issue de la licence.
- Ouvrir la licence à la formation continue et à l'alternance.
- Organiser et communiquer pour susciter plus de mobilités entrantes et sortantes.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une faible attractivité de la formation ;
- Une réussite étudiante faible ;
- Un adossement à la recherche limité ;
- Un continuum avec le 2^e cycle fragile.

LICENCE PROFESSIONNELLE ACTIVITÉS JURIDIQUES : ASSISTANT JURIDIQUE

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Activités juridiques : assistant juridique* s'inscrit en continuité des deux premières années de la licence *Droit* de l'établissement. Également ouverte aux DUT, BTS juridiques, cette LP dispose de deux parcours : *Entreprises et cabinets d'affaires (ECA)* ; *Ingénierie du recouvrement de créances amiable et judiciaire (IRCAJ)*. 28 étudiants étaient inscrits dans cette formation en 2022-2023 : 21 pour le parcours ECA, 7 pour le parcours IRCAJ. 4 enseignants permanents et 15 enseignants non permanents interviennent dans cette licence professionnelle pour un volume global de 426 heures (parcours ECA et IRCAJ).

Analyse globale

La LP *Activités juridiques : assistant juridique* construite sur une pluridisciplinarité et une interdisciplinarité marquées, n'intègre que très partiellement une approche internationale et l'accompagnement à la recherche. Structurée de manière harmonieuse sur le plan pédagogique, elle forme parfaitement les étudiants à la professionnalisation, avec le recours aux stages ou à l'alternance, l'étude de cas concrets... Les liens avec les professionnels sont nombreux, mais pas toujours suffisamment explicités, avec une place minimale laissée à l'enseignement dispensé par des enseignants-chercheurs. Si la formation est fortement attractive et l'insertion professionnelle bonne, le taux de réussite est perfectible, malgré une évaluation interne solide.

La formation se distingue par une pluridisciplinarité et une interdisciplinarité appuyées. Les nombreux enseignements juridiques, théoriques et pratiques, soulignent la pluridisciplinarité de la formation dans ses deux parcours. L'interdisciplinarité, elle, apparaît dans les enseignements de la formation (des modules, portant notamment sur les méthodes de communication ou les nouvelles technologies, complétant les enseignements juridiques) que lors des stages et alternances, qui mobilisent classiquement différentes sciences pour le traitement de cas concrets. La formation intègre des éléments de RSE (enseignement RH pour le parcours RCA, compliance pour le parcours IRCAJ). Elle ne s'appuie pas encore sur le dispositif PIA. Un nombre important d'étudiants de la LP obtient la certification PIX (24 sur 28).

La formation n'est pas spécifiquement organisée en vue d'une ouverture à l'international et ne dispose pas de dispositif spécifique d'accompagnement à la recherche. La mobilité internationale est quasi-inexistante (1 mobilité entrante en 2022-2023) et structurée au niveau de l'établissement. Le cours d'anglais, d'un gabarit correct (30h), peut s'accompagner d'une certification, le CLES, avec un suivi individualisé mis en place par la maison des langues qui dispose d'une antenne à Douai. La formation accueille ponctuellement des intervenants étrangers. La formation à la recherche, nécessaire pour le projet tutoré, n'existe pas, un seul enseignant-chercheur titulaire officiant par ailleurs dans la formation. La LP mentionne toutefois l'existence d'une formation à la déontologie au sein du parcours *IRCAJ*, sans autre précision.

Si la formation précise s'appuyer sur des partenariats et des liens étroits, les formes de ces partenariats ne sont pas explicitées. La formation indique fonctionner en lien avec les acteurs du recouvrement régional (parcours *IRCAJ*), la maison de justice de Douai (parcours *ECA*) et plus globalement avec les acteurs du monde judiciaire local et régional. Le contenu de la maquette de la formation a été façonné en concertation avec les professionnels, comme cela est classique pour les LP. De nombreux professionnels participent aux enseignements de la LP. Leur nombre semble disproportionné par rapport au nombre d'enseignants-chercheurs (EC) titulaires : 13 pour un seul EC titulaire. Les autres enseignants (6) sont composés notamment d'enseignants du second degré. La formation n'indique pas de manière précise le nombre d'heures effectué par les professionnels, ce qui rend impossible le contrôle du seuil de 25 % exigé par la réglementation en la matière.

L'organisation pédagogique de la formation est marquée par une structuration équilibrée des enseignements sur l'année, avec une approche concrète développée. La formation, construite au premier semestre sur une mise à niveau juridique conséquente (80h) et d'enseignements juridiques pratiques plus étoffés (120 h), se poursuit au semestre 2 par des enseignements pratiques de 120 h, accompagnés de modules d'Anglais, de nouvelles technologies, de méthodes de communication, du rapport d'alternance, du projet tutoré. L'ensemble de la maquette totalise 426 heures, parfaitement équilibrées entre les deux semestres (200 h puis 226 h). La formation indique évoluer en blocs de connaissances et compétences pour la rentrée 2025. Orientée classiquement vers la professionnalisation, elle s'appuie sur des stages ou alternances, en relation avec les acteurs professionnels, que l'on retrouve en nombre substantiel parmi les enseignants de cette formation. La mention s'appuie sur des mises en situation concrètes à résoudre par groupes ou individuellement, avec l'utilisation de séances de réflexion sur le support moodle. La formation n'a pas du tout recours à des enseignements dispensés à distance.

L'attractivité de la formation est très forte : le nombre de candidats à la formation est élevé (208 en 2021-2022, 252 en 2022-2023), avec un nombre d'admis augmentant également (110 à 138 sur la même période). Le nombre d'inscrits est particulièrement stable sur les dernières années : 27 (2020-2021), 29 (2021-2022), 28 (2022-2023), avec une répartition déséquilibrée entre les deux parcours proposés (21 pour le parcours ECA pour les années 2021-2022 et 2022-2023, 8 et 7 pour le parcours IRCAJ pour les années 2021-2022 et 2022-2023). La formation est également ouverte à la VAE et à la VAP

Le taux de réussite des étudiants au diplôme semble perfectible : 20 admis sur 27 inscrits en 2020-2021, 18 sur 29 inscrits en 2021-2022, 20 sur 28 inscrits en 2022-2023. Le taux de réussite est constant pour le parcours ECA pour les années 2021-2022 et 2022-2023 : 14 ; il a augmenté pour le parcours IRCAJ (4 en 2020-2021 puis 6 en 2022-2023). La situation à 30 mois après l'obtention de la LP, basée sur des éléments très partiels (10 répondants) montre un taux d'insertion important (7), 3 étudiants continuant leurs études. Les fonctions exercées semblent toutefois parfois éloignées des objectifs de la LP (1 manutentionnaire, 1 assistant scolaire...).

Le processus d'évaluation interne est régulier et bien structuré. On peut toutefois déplorer que les questionnaires d'évaluation, mis à disposition des étudiants, ne sont pas, ou très peu, utilisés par ces derniers (aucune réponse pour les années 2021-2022 et 2022-2023). La formation s'appuie sur des conseils de perfectionnement annuels, parfaitement construits en fonction des éléments majeurs en partie propres à une LP : attractivité de la formation, réussite académique, professionnalisation et insertion professionnelle, évaluation interne et externe. Ces conseils soulignent notamment les points forts et les points faibles, et déterminent des objectifs à atteindre.

Conclusion

Points forts

- Une attractivité soutenue ;
- Une pluridisciplinarité et interdisciplinarité importantes ;
- Une bonne amélioration continue de la formation.

Points faibles

- Un faible suivi des parcours étudiants ;
- Une attractivité faible du parcours *Ingénierie du recouvrement de créances amiable et judiciaire* ;
- Un taux de réussite fragile.

Recommandations

- Renforcer le suivi des étudiants (notamment pour les poursuites d'études).
- Améliorer l'attractivité de la formation.
- Améliorer la réussite étudiante.

LICENCE PROFESSIONNELLE COMMERCE ET DISTRIBUTION

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Commerce et distribution*, parcours *Management du point de vente* (LP C-Distri), est dispensée à Lens. Au travers d'un réseau d'entreprises partenaires, elle vise à former, à partir du niveau L3, des cadres intermédiaires dans les domaines de vente, d'organisation, de gestion, de mise en valeur de produits et dans le management d'équipes de vente dans le secteur de la grande et de la moyenne distribution avec un objectif d'employabilité immédiate des diplômés. Elle s'adresse principalement aux étudiants en sortie de BTS. La formation est assurée par 6 enseignants permanents (dont seulement deux sont des EC) et 15 intervenants non permanents. Elle offre 450 HETD, 100 HETD de projet tutoré et 12 semaines de stage. La formation accueille en moyenne 58 étudiants, principalement des diplômés des BTS de la région.

Analyse globale

La formation s'inscrit dans les engagements de l'établissement visant, entre autres, l'insertion professionnelle à Bac+3 dans un secteur d'activité important dans la région des Hauts-de-France. La formation vise à répondre à des besoins des entreprises de distribution en matière d'animation et de gestion de rayon, compétences qui ne sont pas offertes par le BUT TC. Elle se veut complémentaire avec une sortie à BAC + 3 au master *Vente et distribution* porté par l'unité de formation et de recherche (UFR) Egass. L'interdisciplinarité se décline à travers trois blocs de compétences mises en avant : la gestion, la vente et le management. La formation n'est ouverte qu'au statut apprenti ou formation continue et se veut distincte du parcours BUT.

La formation entretient des relations avec le monde social, économique et culturel, et intègre des éléments de professionnalisation. La formation fait intervenir de nombreux professionnels du monde de la distribution, notamment de la part des entreprises partenaires qui accueillent aussi les étudiants en apprentissage et en stage. Les intervenants professionnels participent au conseil de perfectionnement. Un forum d'insertion professionnelle et des journées de recrutement sont organisés avec la participation des entreprises et intervenants partenaires. Ces derniers interviennent principalement dans les cours des trois blocs de compétences, à savoir les cours de gestion, de droit de la distribution, de Marketing et relation client, vente et relation client, marketing et merchandising, de Leadership et motivation d'équipe, stratégie des enseignes et marketing du distributeur. En plus du projet tuteuré (mémoire et soutenance de 100 heures et 8 ECTS), le stage et l'alternance constituent une UE (UE 5) au semestre 6 de 12 semaines (7 ECTS). La formation est principalement ouverte à la formation continue ou en alternance. Elle accueille un nombre limité de stagiaires en formation continue (14, 3 et 2, sur 2020-2023) et en contrat de professionnalisation (8, 2, 1), au profit des alternants (42, 54, 55). La formation intègre aussi des VAE (7, 4, 8), mais non de VAP. La formation bénéficie d'un partenariat (en apprentissage) avec le Lycée des Métiers Henri Senez à Henin Beaumont (Pas de Calais), ainsi que des coopérations avec les entreprises de distribution locales qui fournissent aussi des intervenants à la formation.

La formation met en œuvre les méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées. La formation s'inscrit dans une démarche d'approche par compétences (APC) au travers de trois blocs (gérer, vendre, manager) sans pour autant comprendre de situation d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ). Toutefois, le projet tuteuré est considéré comme un substitut aux SAÉ. La formation ne contient pas de compétences complémentaires spécifiques, mais envisage de mettre en place des certifications obligatoires (Voltaire et informatiques). Certains enseignements (comme la gestion financière) utilisent des *serious games*, des outils à la fois ludiques et pédagogiques et appliquent la pédagogie inversée. Il n'existe pas de dispositifs particuliers dans la formation concernant les enjeux du développement durable. Toutefois, les étudiants sont sensibilisés aux enjeux de la RS lors de leur apprentissage en entreprise.

La formation reste assez attractive malgré le passage aux BUT et assure un suivi régulier des diplômés. Le nombre d'inscrits reste assez stable (autour de 58 personnes), constitué des diplômés des BTS de la région avec un niveau élevé (moyenne supérieure à 15/20). Le taux de réussite se situe autour de 80-85 % en moyenne sur la période (55/58 ; 51/57 ; 46/58). Toutefois, il n'existe pas de dispositifs particuliers d'aide à la réussite en dehors de l'accompagnement lors de la préparation des projets tuteurés. La formation établit des enquêtes sur le devenir de ses diplômés avec un taux de réponse assez élevé (d'à peu près 70 %). Le suivi par enquête d'insertion, fin 2020, indique une insertion proche de 80 % à 30 mois, une poursuite des études en alternance de 12% et en recherche d'emploi de 8 %. Les diplômés en poursuite d'études sont principalement impliqués dans le master *Marketing - vente* de l'université d'Artois.

La formation fait intervenir peu d'enseignants-chercheurs (EC) et n'a pas de lien avec la recherche. La formation est assurée par 6 enseignants permanents - dont seulement deux sont des EC - et 15 intervenants non permanents. La formation étant orientée exclusivement vers l'insertion professionnelle dans le secteur de distribution locale, aucun lien avec les laboratoires de recherche n'est visible. Dans le cadre de la préparation, des projets tutorés est effectué la sensibilisation à la propriété intellectuelle, au référencement des ressources et à la sensibilisation à la méthodologie informationnelle et documentaire.

La formation reconfigure son processus d'évaluation interne, suite au passage au BUT. Une enquête est effectuée auprès des étudiants, avec un très faible taux de réponse (7 ; 0 ; 0) . Le pilotage de la formation est réalisé par la commission d'évaluation (une par semestre) des enseignements et le conseil de perfectionnement. Le conseil de perfectionnement est actuellement en restructuration suivant le pilotage du BUT TC.

La formation n'a pas de dispositif particulier concernant son ouverture à l'international. La nature professionnalisante et en alternance de la formation réduit les possibilités de mobilité des étudiants. L'anglais est la seule langue obligatoire, dispensée au semestre 6 (40 heures).

Conclusion

Points forts

- Une insertion professionnelle forte ;
- Une bonne attractivité ;
- Un bon suivi des étudiants.

Points faibles

- Un faible taux d'encadrement ;
- Un adossement à la recherche fragile ;
- Une faiblesse des procédures d'évaluation ;
- L'absence d'ouverture à l'international.

Recommandations

- Augmenter le taux d'encadrement de la formation.
- Renforcer l'adossement à la recherche.
- Améliorer les procédures d'évaluation de la formation et/ou des enseignements.
- Renforcer l'ouverture à l'international.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DE LA FORME

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence professionnelle *Métiers de la forme* de l'université d'Artois est une formation de 531 heures portée par la faculté des Sports et de l'éducation physique de Liévin. Elle compte 9 étudiants en 2022-2023 et s'appuie sur 6 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence professionnelle (LP) *Métiers de la forme* s'inscrit de manière cohérente avec les orientations de l'établissement et avec les autres formations de sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) de la faculté des Sports et de l'éducation physique de Liévin. Elle se caractérise par une professionnalisation des étudiants particulièrement bien développée, ce qui représente un élément central pour une licence professionnelle. Les partenariats variés et nombreux laissent une place substantielle aux professionnels intervenant dans la formation. Le taux d'encadrement des personnels permanents est cependant faible, d'autant plus que la formation repose principalement sur l'apport de la seule responsable pédagogique de la formation. La formation est devenue au fil des années relativement peu attractive au regard du nombre de candidatures, ce qui engendre de grandes difficultés pour maintenir un nombre d'inscriptions suffisant en 2022-2023.

La formation intègre de nombreux éléments de professionnalisation en lien avec les professionnels du territoire.

La formation est en adéquation avec les besoins socio-économiques du territoire local en réservant une place importante aux intervenants issus des milieux professionnels (22 intervenants qui dispensent 384 heures d'enseignement). Le recours à un nombre important de professionnels peut également être analysé au prisme du faible taux de couverture assuré par les personnels permanents. Les étudiants en formation initiale classique suivent un stage de 12 semaines, valorisé à hauteur de 20 crédits ECTS. Comme c'est communément le cas dans les licences professionnelles, la formation est ouverte à l'alternance depuis 2022-2023 avec un nombre d'alternants en croissance. Le conseil de perfectionnement, incluant une variété de partenaires (avec malgré tout de nombreuses personnes excusées dans le compte rendu proposé), permet d'orienter les contenus et le pilotage de la formation. Les chiffres de professionnalisation sont particulièrement élevés puisque proches de 100 %. Toutefois, alors même que l'argumentaire met parfois en avant la satisfaction des étudiants à l'égard de l'évaluation des enseignants, le processus d'évaluation des enseignements et de la formation n'a concerné aucun étudiant en 2021-2022 et 2022-2023. Cette affirmation est difficilement compréhensible dans ces conditions.

L'investissement engagé par les équipes pédagogiques pour inscrire la formation dans l'approche par compétences depuis son origine constitue un point fort de la formation. C'est d'autant plus significatif que les équipes pédagogiques continuent à s'investir dans l'approche par compétences mettant en place des situations d'apprentissage et d'évaluation.

La formation a perdu en attractivité au fil des années, entraînant un manque d'inscriptions à même de mettre en péril la soutenabilité de la formation. Le gros effort de communication réalisé pour faire connaître la formation n'a pas suffi à endiguer la chute des candidatures au cours de la période (52 candidatures en 2020-2021, 35 candidatures en 2021-2022 et 24 candidatures en 2022-2023). Ce phénomène s'est mécaniquement répercuté sur une chute des inscriptions, faisant baisser le nombre d'inscriptions de 16 inscrits en 2020-2021 à 12 en 2021-2022 et à 9 en 2022-2023. Cette situation est extrêmement préoccupante, d'autant que l'analyse qu'en fait la formation évoque les conséquences de l'organisation du marché de la forme depuis la crise sanitaire du Covid-19, ne laissant pas entrevoir de solutions.

La formation est très peu ouverte à l'international. Aucune formation spécifique à l'international n'est proposée et la formation n'affiche aucune mobilité entrante ou sortante. De même, aucun étudiant n'a obtenu de certification en langue étrangère au cours des trois dernières années universitaires. Le volume des enseignements dispensés (15 heures étudiant de langue étrangère) est faible.

Conclusion

Points forts

- Un fort taux d'insertion professionnelle ;
- Un solide réseau de professionnels issus du milieu socio-économique intervenant dans la formation ;
- Une approche par compétences largement investie par les équipes pédagogiques.

Points faibles

- Une attractivité insuffisante de la formation ;
- Un taux d'encadrement trop faible ;
- Un processus d'évaluation des enseignements peu investi par les étudiants.

Recommandations

- Améliorer l'attractivité de la formation.
- Renforcer le taux d'encadrement de la formation.
- Augmenter très fortement le nombre d'étudiants répondant aux questionnaires d'évaluation des enseignements et de la formation avec des enquêtes à la fin des UE par exemple.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une qualité insuffisante du recrutement ;
- Un taux d'encadrement trop faible.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DU TOURISME : COMMERCIALISATION DES PRODUITS TOURISTIQUES

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers du tourisme : commercialisation des produits touristiques* (C-Tour), est dispensée à l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Lens depuis septembre 2012. Elle vise à combler le manque de formation dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie dans la région qui connaît une reprise de l'activité depuis la fin de la période Covid. Son principal objectif est, par conséquent, l'insertion professionnelle des diplômés, principalement recrutés parmi les diplômés du BTS Tourisme, à la sortie Bac+3. La formation offre au total l'équivalent de 630 HETD de cours et 12 semaines de stage. La formation est assurée par 17 enseignants dont 5 sont permanents. Le nombre de candidats admis évolue entre 55, 42 et 45 sur la période, pour un nombre d'inscrits stable de 21 étudiants, avec un taux de réussite de 100 %.

Analyse globale

La formation s'inscrit dans les engagements de l'établissement visant à permettre l'insertion de ses diplômés dans un secteur d'activité de niche. L'université d'Artois est membre de l'INRENT (Institut de recherche et d'enseignement en tourisme). La formation vise ainsi à répondre à des besoins qui ne sont pas couverts par les parcours de BUT TC. La formation est en partenariat avec les lycées Voltaire (Wingles) et Gaston Berger (Lille) qui préparent au BTS Tourisme. Dans le cadre des projets tuteurés, la formation développe des compétences pluridisciplinaires qui se déclinent à travers trois blocs de compétences mises en avant : la gestion, la vente et le management. Sensibilisation aux enjeux du développement durable est assurée dans les modules de connaissance du territoire, et économie du tourisme. Le développement durable peut également se retrouver dans le cadre des cours théoriques au travers de la sensibilisation au slow tourisme, tourisme vert et tourisme local. La formation souhaite s'inscrire dans une démarche d'Approche par compétences (APC) et ne propose pas de SAÉ. Toutefois, le projet tuteuré est considéré comme un substitut aux SAÉ. La formation ne contient pas de compétences complémentaires spécifiques, mais propose des certifications volontaires (Voltaire et informatiques).

La formation entretient des relations avec le monde social, économique et culturel, et intègre des éléments de professionnalisation. La formation fait intervenir de nombreux professionnels sur les modules de Connaissance des territoires, économie du tourisme, informatique appliquée, négociation / vente, études de marchés, marketing et distribution des produits touristiques, etc. Les intervenants professionnels font partie participent du conseil de perfectionnement. En plus du projet tuteuré (mémoire et soutenance de 100 heures, le stage et l'alternance constituent une UE (UE 5) au semestre 6 de 12 semaines (7 ECTS). La formation est principalement ouverte à la formation continue ou en alternance. Elle accueille principalement des alternants en contrat de professionnalisation (8, 12, 16). La formation intègre aussi un VAE par an. La formation envisage de s'ouvrir à l'apprentissage à partir de septembre 2024. Liée à des besoins spécifiques du territoire, la formation est en partenariat avec Louvre Lens et le parc d'Ohlain. Les étudiants participent à l'organisation d'événements sur le territoire et se forment ainsi à la promotion culturelle et touristique du territoire.

La formation reste assez attractive malgré le passage aux BUT avec un suivi régulier des diplômés. La formation reste attractive comme une offre rare et ne semble pas souffrir de l'ouverture des BUT. Le nombre de candidats Parcoursup évolue entre 113, 142 et 110 et celui d'admis entre 55, 42 et 45 sur la période, pour un nombre d'inscrits stable de 21 étudiants. Le taux de réussite est de 100% en partie grâce à un accompagnement pédagogique continu. La formation établit des enquêtes sur le devenir de ses diplômés avec un taux de réponse assez élevé (variant entre 79 ; 82 et 67 %). Le suivi par enquête d'insertion à 30 mois, indique une insertion proche de 90 % à 30 mois, une poursuite des études faible (1 à 2 personnes).

La formation fait intervenir peu d'enseignants-chercheurs (EC) et n'a pas des liens avec la recherche. La formation est assurée par 5 E et EC permanents et 12 intervenants non-permanents. La majorité des intervenants sont donc des professionnels ou vacataires. La formation étant orientée exclusivement vers l'insertion professionnelle, aucun lien avec les laboratoires de recherche n'est visible. Un seul EC intervient dans la formation pour effectuer au total 22 heures de cours. Dans le cadre de la préparation des projets tutorés sont effectués la sensibilisation à la propriété intellectuelle, au référencement des ressources et à la sensibilisation à la méthodologie informationnelle et documentaire.

La formation reconfigure son processus d'évaluation interne, suite au passage au BUT. Une enquête est effectuée auprès des étudiants (avec un très faible retour : 4 ; 0 ; 0) taux de réponse. Le pilotage de la formation est réalisé par la commission d'évaluation (une par semestre) des enseignements et le conseil de perfectionnement (peu de participation).. Le conseil de perfectionnement est actuellement en restructuration suivant le pilotage du BUT TC.

La formation a peu de dispositifs particuliers concernant son ouverture à l'international. L'anglais est la seule langue obligatoire, dispensée aux deux semestres (78 heures). Certains enseignements, comme le management interculturel, sont dispensés intégralement en anglais. Toutefois, la formation n'est pas concernée par les différentes actions à l'internationalisation ni par les mobilités entrants-sortants des EC. Une à deux places sont réservées à des étudiants mexicains dans le cadre du programme national universitaire Mexprotec. Les étudiants ont également la possibilité de réaliser des stages à l'étranger (1 seul étudiant en étant concerné).

Conclusion

Points forts

- Une insertion professionnelle forte ;
- Une bonne attractivité ;
- Un fort taux de réussite ;
- Un bon suivi des étudiants.

Points faibles

- Un faible taux d'encadrement ;
- Un adossement à la recherche ;
- Une faiblesse des procédures d'évaluation ;
- Une absence d'ouverture à l'international.

Recommandations

- Augmenter l'encadrement de la formation.
- Améliorer l'adossement à la recherche.
- Renforcer les procédures d'évaluation.
- Construire une ouverture à l'international.

LICENCE GÉOGRAPHIE ET AMÉNAGEMENT

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence de *Géographie et aménagement* de l'université d'Artois est une licence généraliste portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Histoire, géographie, patrimoine. La formation propose une spécialisation progressive dans le domaine de l'aménagement à travers un parcours diplômant unique. L'effectif total d'étudiants inscrits pour l'année 2022-23 est de 97 étudiants (42 en L1, 23 en L2, 32 en L3). L'équipe pédagogique est composée de 44 enseignants (dont 17 enseignants-chercheurs et 14 professionnels) assurant un volume horaire total de 1568 heures.

Analyse globale

La licence de *Géographie et aménagement* de l'université d'Artois propose une offre de formation généraliste et de proximité, conforme à la stratégie de l'établissement, et s'intègre dans le Domaine d'intérêt majeur (DIM) 2 « Patrimoines, territoires et transculturalités ». L'offre de formation est cohérente par rapport aux débouchés, en particulier dans les domaines de l'aménagement du territoire et de l'enseignement. La formation peut s'appuyer sur des conditions d'accueil et d'encadrement de qualité et une équipe pédagogique stable. Elle intègre également des éléments de professionnalisation en s'appuyant sur un réseau de partenaires locaux impliqués. Son adossement à la recherche demeure modeste, mais raisonnable pour une formation généraliste. En revanche, l'ouverture à l'international de la formation est à améliorer. Également, la perte d'attractivité de la formation au cours des dernières années peut s'avérer préoccupante dans un environnement universitaire régional assez concurrentiel.

La licence de *Géographie aménagement* propose une offre de formation cohérente par rapport aux débouchés, en favorisant la diversité des pratiques pédagogiques, et dans des conditions d'accueil de qualité.

La licence de *Géographie et aménagement* propose une offre de formation généraliste en géographie au cours des deux premières années, avec une spécialisation en aménagement en troisième année dans le cadre d'un parcours unique. La formation permet tout d'abord aux étudiants d'acquérir un socle de connaissances et de compétences complet, tant dans les enseignements fondamentaux de la géographie (géographie physique, humaine, de l'environnement...) que sur les méthodes et outils de la géographie (statistiques, cartographie, SIG...). La spécialisation en licence 3 au sein d'un parcours unique *Aménagement* est cohérente par rapport aux principaux débouchés, notamment le master *Développement des territoires, aménagement, environnement* proposé localement, qui forme aux métiers du développement territorial. L'offre de formation intègre également des enseignements d'histoire, permettant aux étudiants de s'orienter vers les métiers de l'enseignement. Dans une discipline traditionnellement marquée par la diversité des pratiques pédagogiques (CM, TD, projets, travail de terrain...), des innovations pédagogiques sont également proposées aux étudiants, comme les Bonus qualité enseignement (BQE) « hors les murs ». La formation peut s'appuyer sur une équipe pédagogique stable, composée de 21 enseignants permanents, et de 23 enseignants non-permanents. Avec ses effectifs d'étudiants limités (environ 45 étudiants en L1, et 35 étudiants en L2 et L3), la formation offre des conditions d'accueil et d'encadrement de qualité, facilitant les interactions entre l'équipe pédagogique et les étudiants, et contribuant à leur réussite.

La formation intègre des éléments de professionnalisation, notamment un stage obligatoire. Le stage obligatoire de licence 3 (de 4 à 6 semaines) constitue un point fort de la formation en termes de professionnalisation. Ces stages sont réalisés sur des sujets variés au sein d'entreprises, de collectivités territoriales, d'associations locales ou régionales, qui ne sont malheureusement pas présentées dans le rapport. Afin d'accompagner les étudiants dans leur recherche de stage, la maquette de la formation intègre au semestre 4 une unité d'enseignement de pré-professionnalisation sur les techniques de recherche de stage et le projet professionnel. Par ailleurs, la formation peut s'appuyer sur un réseau de partenaires bien implantés localement, qui interviennent

régulièrement dans la formation (14 intervenants extérieurs, dont 1 PAST, assurant 391 heures d'enseignement), sous formes de cours ou de séminaires sur l'orientation et les débouchés professionnels.

L'adossement de la formation à la recherche est modeste, mais demeure raisonnable pour une formation généraliste. La licence de *Géographie aménagement* n'est adossée qu'à un seul laboratoire de recherche, à savoir l'unité de recherche (UR) « Discontinuités », dont sont membres les 17 enseignants-chercheurs de la formation. Chaque enseignant-chercheur dispose d'une unité d'enseignement lui permettant de partager ses travaux de recherche. Également, des enseignements d'initiation à la démarche scientifique sont proposés en licence 1 et en licence 2 (pour un volume total de 44h). Par ailleurs, l'UR « Discontinuités » accueille régulièrement des étudiants de Licence 3 en stage au sein du laboratoire (4 étudiants par an), leur permettant de mettre en pratique leurs compétences en techniques d'enquêtes ou en traitement de données. Enfin, les événements de recherche organisés par l'UR « Discontinuités » (colloques, journées d'études) sont ouverts aux étudiants.

L'ouverture à l'international de la formation est à améliorer, en particulier chez les étudiants. Bien que plusieurs accords spécifiques Erasmus+ et une convention de double-diplomation (avec l'Université de Tunis) soient proposés, le nombre de mobilités étudiantes (entrantes et sortantes) demeure très faible (une seule mobilité sortante sur les trois années de référence, qu'il faut modérer du fait de la crise sanitaire). La stratégie d'encouragement par le biais de dispositifs d'accompagnement à la mobilité ne se traduit pas par des mobilités sortantes chez un public étudiant principalement recruté localement. En termes de mobilités étudiantes entrantes, l'impact de l'ouverture d'un double-diplôme avec l'Université de Tunis en 2023 sera néanmoins à surveiller. Chez les enseignants-chercheurs, les mobilités entrantes et sortantes sont plus nombreuses. Quatre enseignants-chercheurs ont bénéficié de mobilités sortantes ces dernières (3 en Europe une en Tunisie) et des professeurs étrangers invités sont accueillis tous les ans.

Les dispositifs d'amélioration doivent être adaptés à l'échelle de la formation. Des dispositifs d'amélioration de la formation ont été mis en place ces dernières années, comme l'évaluation des enseignements par les étudiants ou le conseil de perfectionnement, mais ceux-ci demandent à être consolidés ou adaptés. L'évaluation des enseignements par les étudiants a seulement été initiée en 2023 à l'échelle de l'établissement. Celle-ci doit être poursuivie dans le temps, d'autant plus que le taux de réponse est encore faible. Également, un conseil de perfectionnement a été créé à l'échelle de l'UFR. Afin de s'adapter davantage aux enjeux de la formation, il serait judicieux qu'un conseil de perfectionnement spécifique à la licence de *Géographie aménagement* soit mis en place.

Enfin, face à la baisse des effectifs étudiants, la formation doit renforcer son attractivité. La tendance à la baisse des effectifs sur les trois années de la période d'étude (64 étudiants inscrits en licence 1 en 2020-21, 51 en 2021-22 et 42 en 2022-23) constitue un point de préoccupation sur l'attractivité de la formation. La licence de *Géographie aménagement* de l'université d'Artois puise son vivier d'étudiants dans un bassin de recrutement local, soumis à une forte concurrence régionale (proximité des universités d'Amiens, Valenciennes, Lille, ULCO). Dans ce contexte, une analyse fine de l'évolution des recrutements en Licence 1 pourrait s'avérer judicieuse afin de caractériser ces flux étudiants entrants, et éventuellement mieux cibler les dispositifs de promotion de la formation auprès des lycéens. Également, le développement des partenariats académiques locaux (dans le cadre du projet de Licence compétences en réseau (LCeR) de l'Alliance A2U) offre une opportunité d'élargir le bassin de recrutement des étudiants. En ce qui concerne l'avenir des étudiants, une meilleure connaissance de l'orientation et de l'insertion professionnelle des anciens étudiants serait également à développer.

Conclusion

Points forts

- Une offre de formation cohérente pour les compétences visées ;
- Une qualité d'accueil et d'encadrement des étudiants ;
- Un stage obligatoire en licence 3.

Points faibles

- Une perte d'attractivité ;
- Des dispositifs d'amélioration continue défaillants ;
- Une ouverture à l'international à améliorer, en particulier auprès des étudiants.

Recommandations

- Renforcer l'attractivité en élargissant le bassin de recrutement à l'entrée de la licence.
- Mettre en place un conseil de perfectionnement propre à la formation et poursuivre les évaluations des enseignements.
- Développer l'ouverture à l'international chez les étudiants.

LICENCE HISTOIRE

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence *Histoire* de l'université d'Artois est une formation comprenant deux parcours en troisième année (L3) : *Enseignement et recherche* et *Patrimoine*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Histoire, géographie, patrimoine et contient 1622 heures étudiant. En 2022-2023 elle compte 413 étudiants et 30 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence *Histoire* est portée par l'UFR Histoire, géographie, patrimoines. C'est une formation attractive, qui a le grand mérite d'avoir développé, à partir de la 2^e année, un parcours davantage professionnalisant, qui lui permet d'afficher une vraie spécificité.

La licence en histoire est bien intégrée dans son environnement universitaire local. Elle dispose en tout cas de moyens humains lui permettant d'accomplir ses missions, y compris en ce qui concerne les heures complémentaires. Elle ne dispose en revanche guère de budget pour financer des activités pédagogiques, notamment les sorties sur le terrain, ce qui nuit à la qualité et au dynamisme de la formation. La licence participe aux deux dispositifs de soutien à la formation mis en place dans le cadre du programme d'investissements d'avenir (PIA): les dispositifs LCEr (Licence compétences en réseau) et OSer (s'Orienter vers le supérieur et réussir).

La formation est attractive, avec environ 400 étudiants (environ 230 en première année, 95 en deuxième, 80 en troisième), ce qui en fait une formation relativement importante et légitimée par son succès. Construite essentiellement autour de l'enseignement des grandes périodes de l'histoire, elle se dissocie dès le quatrième semestre, et surtout en troisième année, en deux parcours: l'un, *Enseignement et recherche*, est assez classique; l'autre, intitulé *Patrimoine*, est plus original.

La licence *Histoire* assure une formation fortement cohérente et structurée autour des connaissances fondamentales et des compétences généralement attendues par des étudiants de licence en histoire. Comme c'est généralement le cas, la formation est nettement orientée vers la préparation aux concours de l'enseignement secondaire. La part des travaux dirigés y est importante (60% des heures d'enseignement), de même que la place réservée à la géographie. Les enseignements d'histoire sont tous centrés sur une des quatre grandes périodes classiques de l'histoire, des enseignements diachroniques et thématiques sont proposés seulement dans le cadre des UE libres. La formation s'est également ouverte aux enjeux du développement durable; cependant, ce sont surtout les enseignements de géographie qui sont mobilisés à ce sujet: la création d'un enseignement d'histoire de l'environnement, par exemple, pourrait être intéressant.

Au-delà de la géographie et, dans une plus faible mesure, de l'histoire de l'art, la pluridisciplinarité est faiblement présente: dans le parcours *Enseignement recherche*, il n'y a pas d'autre enseignement obligatoire dans une autre discipline que celles mentionnées. Cependant, une plus grande ouverture est annoncée pour la prochaine offre de formation.

Les taux de réussite sont en nets progrès. En 1^{re} année de licence (ils passent de 24 % en 2020-2021 à 43 % en 2022-2023, sur la base de la réussite aux 60 crédits ECTS): cela récompense les efforts pédagogiques mis en place ("Oui si", tutorat). Les taux de réussite en 2^e année tournent autour de 80 % et en 3^e année autour de 85-90 %, ce qui est bien.

Il est difficile de juger de l'insertion professionnelle. Par son caractère de licence généraliste, la formation est le plus souvent suivie par un master, éventuellement dans un autre champ disciplinaire. L'équipe pédagogique ne dispose pas des moyens de suivre le parcours de ses diplômés.

La formation a mis en place des objectifs d'acquisition de compétences, et même des blocs de compétences. Il n'y a cependant aucune indication sur la validation de l'acquisition des compétences. La valorisation des compétences acquises est organisée de manière minimale : l'obtention du diplôme suffit à en faire foi. On constate donc un vrai effort d'adaptation, qui semble cependant limité; les informations transmises, insuffisantes, ne permettent pas d'évaluer dans quelle mesure l'adaptation aux besoins et aux méthodes actuelles de l'enseignement supérieur est concrète.

La formation pourrait s'ouvrir davantage à l'international. Le nombre des mobilités sortantes en particulier est faible (trois par an en moyenne); il est cependant en progression, ce qui est encourageant. Le nombre d'étudiants internationaux peut lui aussi être considéré comme faible, puisqu'il varie entre 1 et 5 étudiants sur la période de référence. Il ne semble pas y avoir de partenariat international structurant, en dehors des accords Erasmus. Un enseignement de langue vivante représentant 24 heures est prévu chaque semestre, et même, en parcours *Patrimoine*, une seconde langue vivante; rien n'est dit en revanche sur un enseignement disciplinaire en langue étrangère; par ailleurs, le taux de certification est faible.

Le lien avec le monde socio-économique est remarquablement fort pour une licence généraliste en histoire, grâce au parcours *Patrimoine*, une initiative très intéressante qui montre une volonté de préparer à d'autres débouchés que celui, important et traditionnel, de l'enseignement, et qui ne peut agir qu'en partenariat étroit avec les nombreux organismes patrimoniaux de la région. Pour le parcours *Enseignement et recherche*, le lien avec le monde socio-économique est plus faible et passe essentiellement par le stage (obligatoire au S5 ou au S6, ce qui est un peu tard pour éclairer l'orientation en master).

Les enseignants se sont saisis de la question de l'amélioration continue de la formation d'une manière minimale : le conseil de perfectionnement s'est tenu pour la première fois en 2023 en présence de beaucoup d'étudiants (33), mais de peu de représentants du monde socio-économique (4). Surtout, la tenue d'un conseil de perfectionnement unique pour l'ensemble des formations de l'UFR Histoire, géographie, patrimoines (deux mentions de licences, deux de licences professionnelles, quatre masters) n'a pas permis d'approfondir réellement l'analyse de chaque formation. L'évaluation de la formation et des enseignements est organisée au sein de la formation par une commission ad hoc qui se réunit chaque semestre, le retour des questionnaires de l'administration centrale est lui faible (seulement 14 répondants).

La part importante des enseignants-chercheurs (EC) dans la formation assure un bon adossement à la recherche. Ils sont en effet 24 EC à assurer 1314 heures d'enseignement. La maquette prévoit, pour le parcours *Enseignement et recherche* uniquement, une large place à l'initiation à la recherche, mais pour l'essentiel en option et en concurrence avec l'histoire de l'art.

Conclusion

Points forts

- Une formation clairement structurée, qui atteint son objectif de donner une solide formation de base aux étudiants de la discipline ;
- Un parcours *Patrimoine* qui singularise cette licence généraliste propose aux étudiants (en général après une poursuite d'études) des débouchés plus larges ;
- Une formation à et par la recherche de bonne qualité.

Points faibles

- Une réussite étudiante qui reste fragile ;
- Une application minimale des procédures d'amélioration continue (une évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants peu efficace et un conseil de perfectionnement non spécifique à la mention) ;
- Un passage à l'approche par compétences insuffisamment avancé ;
- Un apprentissage insuffisant des langues étrangères ;
- Une ouverture internationale insuffisamment développée.

Recommandations

- Poursuivre les efforts sur la réussite étudiante, notamment à travers les nombreux dispositifs d'aide à la réussite.
- Renforcer la démarche d'amélioration continue en ce qui concerne le conseil de perfectionnement et l'évaluation des formations et des enseignements.
- Développer la formation aux compétences et par les compétences de manière plus concrète.
- Améliorer l'apprentissage des langues étrangères et ouvrir davantage la formation à l'international.

LICENCE SCIENCES ET TECHNIQUES DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES : ACTIVITÉ PHYSIQUE ADAPTÉE ET SANTÉ

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) : Activité physique adaptée et santé (APAS)* de l'université d'Artois est une formation organisée sur trois ans, avec une spécialisation en APAS de plus de 1000 heures d'enseignement sur 4 semestres (à partir de la 2^e année). La formation est portée par la faculté des Sports et de l'éducation physique de Liévin. Elle compte en 2022-2023 300 étudiants et 28 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence STAPS mention APAS a une place cohérente avec les orientations de l'établissement (DIM3 lien social et ancrage territorial) et s'appuie sur les clusters de son territoire (Eurasénior et Vivalley sport santé bien être). Elle bénéficie d'un adossement à la recherche solide, malgré un faible taux d'encadrement. Elle se caractérise par une professionnalisation bien développée et des partenariats variés et nombreux laissant une place importante aux professionnels intervenant dans la formation. De manière surprenante, la composition de son conseil de perfectionnement ne laisse pourtant que peu de place et de diversité aux partenaires. La formation est très attractive à l'entrée du cycle et ses taux de réussite sont particulièrement élevés dès la 1^{re} année, témoignant des efforts des équipes pédagogiques dans l'accompagnement de tous les publics étudiants et le processus d'amélioration mis en place dans la formation.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche, mais son taux d'encadrement reste relativement faible. Elle intègre en effet une solide formation à et par la recherche assurée par 17 enseignants-chercheurs (EC) qui assurent 695 heures maquettes et sont issus de l'unité de recherche de l'établissement (Laboratoire Sherpas-URPSSS). Cette unité accueille, à leur demande, les étudiants lors des séminaires de laboratoire, ce qui est suffisamment rare, à ce niveau de formation, pour être souligné. Le taux de couverture des enseignements de la licence STAPS mention APAS reste faible (49%) avec 28 personnels titulaires permanents pour 67 personnels non permanents (alors que les mêmes titulaires permanents interviennent également dans les autres formations de la faculté).

La formation intègre de nombreux éléments de professionnalisation (dont 250 à 300 heures de stage sur l'ensemble des 3 années représentant 32 ECTS) en lien avec les acteurs socio-économiques du territoire. La formation est en adéquation avec les besoins socio-économiques du territoire local et national et laisse une place importante aux intervenants issus des milieux socio-économique (56 intervenants pour 256 heures). Le recours à un nombre important de professionnels pour assurer les enseignements peut être indirectement lié au faible taux de couverture assuré par le personnel permanent précédemment mentionné. Comme la très grande majorité des licences STAPS, la formation n'est pas ouverte à l'alternance (le choix de la composante étant d'ouvrir l'alternance au niveau master). La formation accueille néanmoins quelques étudiants en reprise d'études (formation continue). Les 3 PAST/MAST APAS représentent une force de la formation et enrichissent les liens avec le territoire. Le conseil de perfectionnement, réuni une fois par an, permet d'ajuster l'identification des besoins sociaux, économiques et culturels du Territoire. Cependant, alors qu'un large réseau de partenaires est mentionné dans la formation, la composition du conseil de perfectionnement laissant une place restreinte et relativement peu fournie aux partenaires extérieures interroge (tout autant que le nombre important de partenaires excusés sur le compte-rendu transmis).

Sur la base de chiffres malheureusement très partiels et dont le commentaire n'est pas clair, il semble que près des deux tiers des diplômés (64 %) cherchent (et trouvent) un travail après la licence, sans poursuivre en master; près de la moitié des emplois obtenus, cependant, ne sont pas en lien avec la formation.

L'investissement engagé par les équipes pédagogiques pour inscrire la formation dans l'approche par compétences est un point fort à consolider à moyen et long termes. Au travers du projet LCeR (Licence compétence en réseau), les équipes pédagogiques ont largement œuvré pour faire basculer la L1 dans l'approche par compétence en 2023. Cet effort mérite d'être souligné, soutenu et poursuivi pour atteindre les objectifs affichés de faire basculer la L2 et la L3 dans l'approche par compétences à l'horizon 2024-2025 et 2025-2026 respectivement.

La formation jouit d'une bonne attractivité qu'elle entretient auprès de son public de formation initiale en investissant un effort important et efficace pour la réussite des étudiants. Comme pour la majorité des licences STAPS, la formation est très attractive (près de 1900 candidats pour une capacité d'accueil de 238 places en L1 pour les néos-bacheliers). Si elle est « en tension » pendant le recrutement, les taux de réussite observés sur les trois années sont largement supérieurs à la majorité des autres établissements. Le taux de réussite moyen de 83 % sur les trois années (72 % pour la L1) est un point fort qui témoigne de l'efficacité des différents dispositifs d'aide à la réussite et de l'investissement des équipes pédagogiques (e.g., dispositif oui si, licence en 4 ans), tutorat pédagogique, suivi des directeurs d'études, contrat pédagogique de réussite, accompagnement des sportifs de haut niveau). Les effectifs encore raisonnables témoignant de la taille humaine de l'Unité de formation et de recherche (UFR) semblent propices à la réussite. L'outil Parcousup et l'optimisation de l'algorithme de classement pourraient également expliquer en partie l'amélioration et les hauts taux de réussite observés. Toutefois, bien que le processus d'évaluation des enseignements et de la formation semble avoir été optimisé par l'élaboration d'une nouvelle charte des enseignements, il est très surprenant d'observer que peu d'étudiants répondent aux questionnaires d'évaluation qui ne sont d'ailleurs pas généralisés aux trois années de formation.

Enfin, la formation est très peu ouverte à l'international. Ne mentionnant pas de formation spécifique à l'international, la formation ne compte aucune mobilité entrante et sortante sur les trois années universitaires mentionnées (2020-2021 à 2022-2023). Si la situation sanitaire peut très largement expliquer cet état de fait, des efforts méritent néanmoins d'être entrepris pour favoriser l'ouverture à l'international et rendre effectives les conventions de partenariats mentionnées avec des universités européennes dans le cadre d'une alliance d'universités européennes. L'enseignement des langues étrangères est restreint à l'anglais, ce qui est habituel en STAPS compte tenu de la littérature scientifique quasi exclusivement anglophone. Le volume des enseignements présents (54 heures étudiants de langue étrangère) est relativement faible, mais reste comparable à ce qui se fait dans les autres établissements français pour cette formation.

Conclusion

Points forts

- Un taux de réussite élevé (notamment en L1) ;
- Une formation à et par la recherche de bonne qualité ;
- Un réseau de professionnels du milieu socio-économique intervenant dans la formation.

Points faibles

- Un taux d'encadrement beaucoup trop faible ;
- Un conseil de perfectionnement à diversifier, élargir et dynamiser ;
- Un processus d'évaluation interne à optimiser et investir davantage ;
- Une ouverture à l'international à dynamiser.

Recommandations

- Renforcer la part des enseignants permanents au sein des équipes pédagogiques.
- Inclure davantage de partenaires du milieu socio-professionnel dans le conseil de perfectionnement de la formation.
- Augmenter sensiblement le nombre d'étudiants répondant aux questionnaires d'évaluation de la formation sur les trois années de formation.
- Développer l'ouverture à l'international.

LICENCE SCIENCES ET TECHNIQUES DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES : ÉDUCATION ET MOTRICITÉ

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) Éducation et motricité (EM)* de l'université d'Artois est une formation organisée sur trois ans de 1500 heures de formation avec une spécialisation en EM sur 4 semestres (à partir de la 2^e année). La formation est portée par la faculté des Sports et de l'éducation physique de Liévin. Elle compte en 2022-2023 300 étudiants et 27 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence STAPS mention EM a une place cohérente avec les orientations de l'établissement (DIM3 lien social et ancrage territorial). Elle bénéficie d'un adossement à la recherche satisfaisant avec un taux d'enseignants permanents intervenant dans la formation élevé pour une filière en tension. La formation est très attractive à l'entrée du cycle et ses taux de réussite sont particulièrement élevés sur les trois années, témoignant des efforts des équipes pédagogiques dans l'accompagnement de tous les publics étudiants et le processus d'amélioration mis en place dans la formation. Si une majorité d'étudiants se dirige vers le master MEEF, les taux de professionnalisation sont plus que satisfaisants. Cependant le pourcentage élevé d'insertion hors des secteurs des sports et loisirs questionne.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche avec un taux d'encadrement plus que satisfaisant pour une filière en tension. Elle intègre ainsi une solide formation à et par la recherche assurée par 15 enseignants-chercheurs qui assurent 707 heures maquettes. L'unité de recherche accueille notamment, à leur demande, les étudiants lors des séminaires de laboratoire, ce qui est suffisamment rare, à ce niveau de formation, pour être souligné. Le taux de couverture des enseignements de la licence STAPS mention EM est plus que satisfaisant (74 %) pour une filière en tension avec 27 personnels titulaires permanents pour 59 personnels non permanents.

La formation intègre de nombreux éléments de professionnalisation en lien avec des professionnels intervenants dans la formation. La formation est en adéquation avec les besoins socio-économiques du territoire local et national et laisse une place importante aux professionnels de terrain (50 intervenants pour 190 heures). Les partenariats se focalisent essentiellement auprès d'enseignants intervenant en réseaux d'éducation prioritaire (collèges et écoles primaires) ce qui est cohérent avec le territoire local. Cependant, il pourrait être utile d'élargir les partenariats avec le milieu socio-éducatif. Comme la très grande majorité des licences STAPS, la formation accueille essentiellement des étudiants en formation initiale avec néanmoins quelques étudiants en reprise d'études (formation continue). Si le conseil de perfectionnement, réuni une fois par an, permet d'ajuster les contenus de formation et les pratiques d'enseignements aux besoins du territoire, il serait plus que souhaitable que la composition du conseil de perfectionnement soit clairement explicitée (à la lumière du compte-rendu fourni, il n'est pas possible d'identifier qui sont les extérieurs et quelles structures extérieures sont parties prenantes dans le conseil de perfectionnement).

L'investissement engagé par les équipes pédagogiques pour inscrire la formation dans l'approche par compétences est un point fort à consolider à moyen et long termes. Au travers du projet LCeR (Licence compétence en réseau), les équipes pédagogiques se sont largement investies pour faire basculer la L1 et la L2 dans l'approche par compétences, comme en témoignent les maquettes fournies et l'utilisation de situations d'apprentissage et d'évaluation. Cet effort mérite d'être continué pour faire basculer également la L3 dans l'approche par compétences.

La formation jouit d'une très bonne attractivité auprès des étudiants en formation initiale en investissant un effort important qui porte ses fruits à destination de la réussite des étudiants. Comme pour la majorité des licences STAPS, la formation est très attractive (près de 1900 candidats pour une capacité d'accueil de 238 places en L1 pour les néos-bacheliers). Si elle est « en tension » pendant le recrutement, les taux de réussite observés sont largement supérieurs à la majorité des autres établissements assurant ce niveau de formation. Le taux de réussite élevé est un point fort qui témoigne de l'efficacité des différents dispositifs d'aide à la réussite tout autant que de l'investissement des équipes pédagogiques (e.g., dispositif oui si, licence en 4 ans), tutorat pédagogique, suivi des directeurs d'études, contrat pédagogique de réussite, accompagnement des sportifs de haut niveau). L'outil Parcousup et l'optimisation de l'algorithme de classement pourraient également expliquer en partie l'amélioration et les hauts taux de réussite observés. Toutefois, bien que le processus d'évaluation des enseignements et de la formation semble avoir été optimisé par l'élaboration d'une nouvelle charte des enseignements, il est très surprenant d'observer que peu d'étudiants répondent aux questionnaires d'évaluation (seulement 14 étudiants ont renseigné les questionnaires d'évaluation en 2022-2023). Il semble donc important de faire des efforts pour généraliser à l'ensemble des trois années de la formation le processus d'évaluation des enseignements et de la formation.

Enfin, la formation est très peu ouverte à l'international. Ne mentionnant pas de formation spécifique à l'international, la formation ne compte aucune mobilité entrante et très peu de mobilité sortante (2 en 2022-2023). Si la situation sanitaire peut en partie expliquer cet état de fait, des efforts méritent néanmoins d'être entrepris pour favoriser l'ouverture à l'international et rendre effectives les conventions de partenariats mentionnées avec des universités européenne et canadienne. L'enseignement des langues étrangères est restreint à l'anglais, ce qui est habituel en STAPS compte tenu de la littérature scientifique quasi exclusivement anglophone. Le volume des enseignements présents (44 heures/étudiant de langue étrangère) reste globalement assez faible.

Conclusion

Points forts

- Un taux de réussite élevé et en augmentation sur les 3 années de formation ;
- Un fort investissement des équipes pédagogiques dans le développement de l'approche par compétences ;
- Un taux d'encadrement très satisfaisant pour une filière en tension.

Points faibles

- Un processus d'évaluation des enseignements à optimiser, avec un plus grand investissement des étudiants ;
- Un conseil de perfectionnement à expliciter et dynamiser ;
- Une ouverture à l'international à dynamiser auprès des étudiants.

Recommandations

- Augmenter sensiblement le nombre d'étudiants répondant aux questionnaires d'évaluation des enseignements et de la formation sur les trois années de formation.
- Clarifier et dynamiser le conseil de perfectionnement, et en particulier la participation d'extérieurs.
- Augmenter le nombre de mobilités internationales entrantes et sortantes.

LICENCE SCIENCES ET TECHNIQUES DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES : ENTRAÎNEMENT SPORTIF

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) Entraînement sportif (ES)* de l'université d'Artois est une formation de 1500 heures organisée sur 3 ans avec une spécialisation en *ES* sur 4 semestres (à partir de la 2^e année). La formation est portée par la faculté des Sports et de l'éducation physique de Liévin. Elle compte en 2022-2023 300 étudiants et 27 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence *STAPS* mention *ES* occupe une place cohérente avec les orientations de l'établissement (DIM3 lien social et ancrage territorial). Elle bénéficie d'un solide adossement à la recherche même si le taux d'encadrement est relativement faible. Elle se caractérise par une professionnalisation bien développée, des partenariats variés et nombreux laissant une place importante aux professionnels intervenant dans la formation et une pluridisciplinarité affirmée en sciences humaines et sociales et sciences de la vie. La formation est très attractive à l'entrée du cycle et ses taux de réussite sont particulièrement élevés dès la 1^{re} année, témoignant des efforts des équipes pédagogiques dans l'accompagnement de tous les publics étudiants et le processus d'amélioration mis en place dans la formation.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche bien que son taux d'encadrement reste relativement faible. Elle intègre ainsi une solide formation à et par la recherche avec 15 enseignants-chercheurs issus de l'unité de recherche de l'établissement (Laboratoire Sherpas-URePSSS) qui assurent 736 heures maquettes. Deux stages (2x10h) sont au programme de la L2 pour faire découvrir et vivre des protocoles de recherche menés au sein de laboratoire STAPS, ce qui est suffisamment rare, à ce niveau de formation, pour être souligné. Le taux de couverture des enseignements de la licence *STAPS* mention *ES* reste faible (48.50 %) avec 27 personnels titulaires permanents pour 59 personnels non permanents (alors même que les titulaires permanents interviennent également dans les autres mentions de la licence *STAPS* dispensées dans la faculté).

La formation intègre de nombreux éléments de professionnalisation (dont 9 semaines de stage représentant 29 ECTS) en lien avec les acteurs socio-économiques du territoire. La formation est en adéquation avec les besoins socio-économiques du territoire local en proposant une place importante aux intervenants issus des milieux socio-économique (48 intervenants pour 298 heures). Toutefois, Le recours à un nombre important de professionnels pourrait être également analysé comme le témoin du relativement faible taux de couverture assuré par les personnels permanents. Comme c'est communément le cas dans les licences *STAPS* au niveau national, la formation n'est pas ouverte à l'alternance. La formation accueille néanmoins quelques étudiants en reprise d'études (4 et 2 étudiants en formation continue respectivement pour 2021-2022 et 2022-2023). Le conseil de perfectionnement, réuni une fois par an, permet d'ajuster l'identification des besoins sociaux, économiques et culturels du territoire. Cependant, alors qu'un large réseau de partenaires est mentionné dans la formation, la composition du conseil de perfectionnement n'est pas spécifiée dans le compte-rendu proposé, ce qui empêche l'identification des professionnels extérieurs et des structures représentées. Sur la base de chiffres malheureusement partiels, il semble qu'une grosse moitié des diplômés (55 %) cherchent (et trouvent) un travail après la licence, sans poursuivre en master. Les emplois sont obtenus dans des domaines d'insertion qui sont clairement en prise directe avec la formation (63% domaine du sport et de l'entraînement, 25 % sport privé marchand, 13 % sport et éducation).

L'investissement engagé par les équipes pédagogiques pour inscrire la formation dans l'approche par compétences est un point fort à consolider à moyen et à long terme. Au travers du projet LCeR (Licence

compétence en réseau), les équipes pédagogiques se sont largement investies pour faire basculer la L1 et la L2 dans l'approche par compétence. Cet effort mérite d'être souligné, soutenu et encouragé pour atteindre l'objectif affiché de faire basculer la L3 dans l'approche par compétences.

La formation jouit d'une bonne attractivité qu'elle entretient auprès de son public de formation initiale en investissant un effort important et efficace pour la réussite des étudiants. Comme pour la majorité des licences STAPS sur le plan national, la formation est très attractive (près de 1900 candidats pour une capacité d'accueil de 238 places en L1 pour les néos-bacheliers). Si elle est « en tension » pendant le recrutement, les taux de réussite observés sur les trois années sont largement supérieurs à la majorité des autres établissements au niveau national. Le taux de réussite moyen supérieur à 80 % sur les trois années (et aux alentours de 70 % concernant la L1) est un point fort qui témoigne de l'efficacité des différents dispositifs d'aide à la réussite mis en place et de l'investissement soutenu et continu des équipes pédagogiques (e.g., dispositif oui si (Licence en 4 ans), tutorat pédagogique, suivi des directeurs d'études, contrat pédagogique de réussite, accompagnement des sportifs de haut niveau). La taille humaine de l'UFR engendrant des effectifs raisonnables semble propice à la réussite des étudiants. L'outil Parcoursup combiné à l'optimisation de l'algorithme de classement pourrait également expliquer en partie l'amélioration des hauts taux de réussite observée sur les dernières années. Toutefois, bien que le processus d'évaluation des enseignements et de la formation semble avoir été optimisé par l'élaboration d'une nouvelle charte des enseignements, le très faible nombre d'étudiants répondant aux questionnaires d'évaluation (5 étudiants seulement pour 2022-2023) interroge fortement.

Enfin, la formation est très peu ouverte à l'international. Sans aucune proposition de formation spécifique à l'international, la formation affiche un nombre de mobilités entrantes et sortantes très faible sur les 3 années universitaires mentionnées (0 entrante et 1 sortante en 2022-2023). Si la situation sanitaire peut très largement expliquer cet état de fait sur les 2 premières années analysées, des efforts méritent d'être entrepris pour favoriser l'ouverture à l'international et rendre effectives les conventions de partenariats mentionnées avec des universités espagnoles et canadiennes. L'enseignement des langues étrangères est restreint à l'anglais, ce qui est habituel en licence STAPS compte tenu de la littérature scientifique quasi exclusivement anglophone. Le volume des enseignements présents (28 heures étudiants de langue étrangère) est faible.

Conclusion

Points forts

- Un taux de réussite élevé sur l'ensemble des 3 années de la licence ;
- Une formation à et par la recherche de bonne qualité ;
- Un solide réseau de professionnels du milieu socio-économique intervenant dans la formation ;
- Des enseignements pluridisciplinaires en sciences humaines et sociales et en sciences de la vie.

Points faibles

- Un taux d'encadrement trop faible ;
- Un processus d'évaluation des enseignants et de la formation par les étudiants à optimiser et à investir davantage ;
- Une ouverture à l'international à dynamiser.

Recommandations

- Renforcer la part des enseignants permanents au sein des équipes pédagogiques.
- Augmenter très fortement le nombre d'étudiants répondant aux questionnaires d'évaluation des enseignements et de la formation sur les trois années de formation.
- Développer l'ouverture à l'international en rendant effectives les conventions de partenariats internationaux par exemple.

LICENCE PROFESSIONNELLE GUIDE CONFÉRENCIER

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence professionnelle *Guide conférencier* de l'université d'Artois est une formation comprenant un parcours : *Monuments, musées et sites*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Histoire, géographie et patrimoine et contient 508 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 15 étudiants et 5 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence professionnelle *Guide conférencier* de l'université d'Artois propose un parcours unique *Monuments, musées et sites*. Cette formation s'inscrit dans la continuité de la licence d'*Histoire* proposée localement. Il s'agit d'une formation professionnalisante, qui permet à ses diplômés d'obtenir une carte professionnelle de guide conférencier. La formation permet à ses étudiants d'acquérir les compétences nécessaires au métier, en mobilisant notamment des pratiques pédagogiques innovantes. La formation puise son vivier d'étudiants dans un bassin de recrutement principalement local, et favorise leur réussite et leur insertion professionnelle. En revanche, la formation mériterait d'adapter ses dispositifs d'amélioration continue, et de développer son adossement à la recherche, encore très limité. Enfin, la formation devrait davantage développer son ouverture à l'international.

La licence professionnelle s'inscrit dans une démarche claire de professionnalisation, en formant au métier de guide conférencier. La formation permet à ses diplômés d'obtenir une carte professionnelle de guide conférencier, qui leur permettra d'exercer leur métier comme salarié ou travailleur indépendant. Afin d'atteindre ces objectifs, la formation intègre de nombreux éléments de professionnalisation au sein de ses enseignements, à travers la réalisation de stages, de projets tutorés, de cours d'insertion professionnelle, ou d'ateliers de créativité entrepreneuriale. Également, la formation entretient de nombreux partenariats institutionnels, notamment avec les villes d'art et d'histoire, ainsi que les offices du tourisme du territoire. Ces partenaires participent aux instances, comme le conseil de perfectionnement, afin d'adapter la formation aux besoins du monde professionnel. La formation repose sur l'implication d'intervenants professionnels, qui assurent un volume de 245 h d'enseignement, et qui accueillent régulièrement les étudiants au sein de leur structure. Si aucune offre spécifique à la formation continue n'est proposée, la licence professionnelle offre l'opportunité à des étudiants salariés ou sans emploi de se reconverter afin d'obtenir une carte de guide conférencier. Ces dernières années, 14 étudiants en formation continue, issus principalement du milieu de l'enseignement ou de la culture, ont suivi la formation. Dans un territoire en reconversion, la licence professionnelle forme des professionnels de la promotion et de la valorisation du patrimoine. En ce sens, la formation s'inscrit particulièrement dans le Domaine d'intérêt majeur (DIM) 2 « Patrimoines, territoires et transculturalités » de l'établissement.

La formation propose des pratiques pédagogiques innovantes, favorisant la mise en situation professionnelle des étudiants. Malgré des enseignements principalement orientés vers l'histoire, l'histoire de l'art et les langues, la Licence professionnelle propose différentes pratiques pédagogiques innovantes, comme l'apprentissage par projets, la pédagogie inversée, ou encore les jeux de rôle... Ces pratiques pédagogiques visent à développer la mise en situation professionnelle des étudiants (comme par exemple la gestion d'un groupe lors d'une visite). La formation repose également sur deux enseignements obligatoires de langues étrangères (pour un volume de 95h). Les langues dispensées dans la formation sont principalement l'anglais, mais également l'allemand, l'espagnol et le néerlandais (en cohérence avec les origines des visiteurs sur le territoire). Aucune certification obligatoire en langue n'est demandée au terme de la formation (même si trois étudiants l'ont obtenue ces dernières années). L'enseignement est uniquement dispensé en présentiel. La formation bénéficie de locaux de l'université adaptés à l'effectif étudiant et aux différentes pratiques pédagogiques. Elle bénéficie d'une équipe pédagogique stable (5 enseignants-chercheurs et 12 intervenants professionnels). Également, la

proximité du campus avec le centre-ville d'Arras favorise le travail de terrain sur le patrimoine historique et artistique. Enfin, la formation développe depuis l'année 2022-23 des échanges avec la licence professionnelle homologue de l'ULCO à Boulogne-sur-mer. Ces échanges prennent la forme d'une journée d'accueil des étudiants de l'ULCO à Arras, où une visite est organisée afin de faire découvrir le patrimoine historique de la ville, ainsi que d'une journée où les étudiants de l'université d'Artois sont reçus à Boulogne. Ces nouvelles coopérations s'inscrivent dans le rapprochement initié par l'Alliance A2U.

Avec un bassin de recrutement principalement local, la licence professionnelle doit veiller à assurer davantage la réussite de ses étudiants. Malgré la présence d'une licence professionnelle homologue à Boulogne-sur-mer au sein de l'ULCO, la formation puise principalement son vivier d'étudiants localement. Les quelques étudiants de la formation sont recrutés au sein de l'Université d'Artois. Ils proviennent principalement de formation de licence d'*Histoire*, d'*Histoire de l'art*, ou encore de BTS Tourisme. Pour sa visibilité, la formation communique via le site internet de l'université, les réseaux sociaux (page facebook), des journées d'immersion des lycéens, ou des journées portes ouvertes. Les effectifs de la formation sont compris entre 15 et 21 étudiants sur les années de référence (pour 40 à 50 candidatures). Sur les trois années de référence, le taux de réussite des étudiants est d'environ 75 %, ce qui masque un taux d'échec encore trop élevé pour une licence professionnelle (environ 25 %). Concernant le suivi des diplômés, la formation n'effectue pas d'enquêtes sur l'insertion professionnelle à 12 mois, seules des enquêtes à 30 mois sont effectuées au niveau de l'établissement. Malgré des taux de réponses faibles, l'insertion professionnelle est jugée satisfaisante (62 % à 30 mois). Par ailleurs, très peu de cas de poursuites d'études sont observés suite à la formation.

Les dispositifs d'amélioration continue de la formation mériteraient d'être consolidés et adaptés. Actuellement, les évaluations des enseignements sont seulement effectuées au niveau de l'université. Également, le conseil de perfectionnement n'est pour le moment réalisé qu'à l'échelle de l'UFR. Afin de favoriser une amélioration continue plus proche des enjeux de la formation, il paraîtrait pertinent d'effectuer des évaluations des enseignements par le biais des représentants étudiants de chaque promotion. Également, un conseil de perfectionnement propre à la licence professionnelle mériterait d'être mis en place, ce qui permettrait de favoriser des échanges sur les spécificités de la formation, en impliquant notamment ses partenaires institutionnels et les représentants étudiants.

Derrière sa vocation professionnelle, l'adossement à la recherche de la formation demeure très limité, et pourrait être davantage développé. L'adossement à la recherche de la licence professionnelle demeure très faible, ce qui est classique pour une formation de licence professionnelle à visée très opérationnelle. Malgré l'implication de 5 enseignants-chercheurs au sein de la formation, aucune unité d'enseignement spécifique à la recherche n'est proposée, mis à part le cours de rédaction d'un mémoire dans le cadre du projet tuteuré, qui fait appel à la recherche documentaire. Un cours sur la sensibilisation au plagiat est proposé. Également, il est proposé aux étudiants de participer aux séminaires du CREHS (Centre de recherche et d'études histoires et sociétés).

Enfin, l'ouverture à l'international de la formation mériterait d'être développée. Bien que la licence professionnelle vise au métier de guide conférencier bilingue, aucune offre spécifique à l'international n'est proposée. Ainsi, ces dernières années, aucune mobilité étudiante entrante ou sortante n'a été effectuée (même si quelques étudiants étrangers ont suivi la formation). Bien que les objectifs de cette licence professionnelle demeurent très spécifiques au contexte français, il est regrettable que des échanges avec des formations partenaires à l'étranger, favorisant les interactions dans des langues étrangères, ne soient davantage développés.

Conclusion

Points forts

- Une formation professionnalisante, délivrant une carte de guide conférencier professionnel ;
- Une pédagogie basée sur des pratiques innovantes, favorisant la mise en situation professionnelle.

Points faibles

- Un taux de réussite à améliorer ;
- Un adossement très limité à la recherche ;
- Une amélioration continue non spécifique à la formation ;
- Une ouverture à l'international qui mériterait d'être développée.

Recommandations

- Améliorer le taux de réussite de la formation.
- Renforcer l'adossement à la recherche, notamment en initiant des projets intégrant des relations avec le monde de la recherche.
- Adapter l'évaluation des enseignements par les étudiants et le conseil de perfectionnement à l'échelle de la formation.
- Développer les relations internationales de la formation.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) CHIMIE

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Chimie* de l'université d'Artois est une formation comprenant trois parcours en deuxième et troisième année : *Chimie analytique et de synthèse* ; *Chimie des matériaux* et *Chimie industrielle*. La formation est portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Béthune et contient 2 600 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 127 étudiants et 24 enseignants permanents.

Analyse globale

Le BUT *Chimie* de l'université d'Artois, proposé en apprentissage au cours des trois années, est en cohérence avec les axes de professionnalisation et d'ancrage territorial de l'établissement, la formation recrutant majoritairement localement. Ce BUT développe également de nombreuses actions pour favoriser l'internationalisation de ses diplômés, que ce soit au travers de la certification en langue ou grâce à des projets interculturels. L'attention que l'équipe pédagogique accorde à la réussite porte ses fruits, puisque les résultats annuels de réussite sont bons. Toutefois, l'équipe pédagogique devra être attentive au pilotage de la formation, car les dispositifs d'amélioration continue ne sont pas appropriés alors que la formation a été récemment ouverte, et mérite donc d'être suivie.

La formation bénéficie de dispositifs de professionnalisation très développés (alternance, actions de formation continue) malgré une part insuffisante de professionnels dans l'enseignement. L'apprentissage se retrouve sur les trois années du diplôme, ce qui est remarquable, et garantit la professionnalisation des étudiants. En complément des relations avec l'environnement économique apportées par l'alternance, les étudiants bénéficient de nombreuses interventions de professionnels à l'occasion de simulations d'entretiens d'embauche, de *job dating*, des soutenances, des jurys et du conseil de perfectionnement. Le département met également en place des actions de formation continue occasionnelles pour différentes entreprises (Inéos Styrolution, Croda, Roquette Frères) ainsi qu'un diplôme universitaire (DU) et un certificat de qualification professionnelle (CQP) qui ouvrent tous les ans. Les étudiants bénéficient d'un environnement propice avec deux directeurs des études dédiés aux étudiants en alternance, d'un partenariat avec le centre de formation d'apprentis (CFA) Afi24 pour la gestion des contrats et la recherche de contrat pour les étudiants. Un chargé de mission à l'IUT est dédié à la formation continue. En revanche, la proportion d'heures d'enseignement assurées par des intervenants professionnels est très faible : huit intervenants assurent seulement 46 heures sur les 2 600 heures que compte la formation. L'équipe pédagogique en a conscience mais ne propose pas d'action pour y remédier, alors même que les situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) pourraient être mobilisées à cet effet. Cet élément avait déjà été relevé lors de la précédente évaluation de la licence professionnelle (LP) *Chimie analytique, contrôle, qualité, environnement*, qui a précédé au BUT. D'autre part, ces liens avec l'environnement professionnel ne sont pas formalisés par des partenariats plus étroits. La formation fait état de son ancrage territorial en matière de lien avec le monde économique mais, si le dossier d'autoévaluation mentionne l'adaptation locale que permettent les programmes de BUT, il ne précise pas laquelle.

L'insertion professionnelle après l'ancienne LP *Chimie analytique, contrôle, qualité, environnement* est excellente, ce qui constitue un signal encourageant pour le BUT, ces deux formations de même domaine ayant fortement développé l'alternance. L'université, qui réalise le suivi de l'insertion professionnelle, obtient de très bons taux de réponse (74 % en moyenne) aux enquêtes post LP, ce qui permet de constater un très fort taux d'insertion professionnelle puisque seulement 2 à 4 diplômés poursuivent leurs études après la LP et entre 0 et 4 sont en recherche d'emploi à 30 mois après le diplôme. Quant à l'enquête post DUT, les chiffres ne sont pas

lisibles par manque de cohérence, ce qui est regrettable pour apprécier totalement la qualité des enquêtes menées par l'établissement.

La formation dispose d'une très bonne ouverture à l'international. En complément des 30 heures d'anglais semestriel (sauf au quatrième semestre, qui en compte 20, et au sixième semestre, qui en compte 10), les étudiants peuvent passer le *Test of English for International Communication* (TOEIC) en BUT3, le coût de la certification étant pris en charge par le département. Cet apport linguistique est complété par une politique volontariste de mobilité avec le projet "Green Chemistry & Process" (programme Erasmus Study) favorisant l'interculturalité en permettant à la moitié de la promotion de BUT2 de réaliser une mobilité dans une université européenne partenaire pendant que l'autre moitié accueille des étudiants de ces universités partenaires. Le service des relations internationales (RI) de l'université et une chargée de mission RI à l'IUT contribuent également à favoriser l'ouverture à l'international de la formation. L'IUT apporte un soutien financier ainsi qu'un accompagnement aux procédures administratives et à l'obtention de bourses, qui se traduit par 7 à 25 étudiants en mobilité sortante, en plus du programme Erasmus Study. Par ailleurs, la mobilité enseignante est encouragée et effective (environ 2 par an) au travers de visites de stagiaires, de missions de prospection ou de projets de recherche.

L'adossement à la recherche du BUT Chimie s'appuie sur un nombre d'enseignants-chercheurs (EC) élevé et une certaine proximité avec les laboratoires de recherche. Sur un total de 24 enseignants permanents, 19 sont des EC : ils assurent 60 % des heures d'enseignement. Les étudiants ont la possibilité de côtoyer davantage les laboratoires de recherche en y effectuant leur stage (4 à 6 étudiants choisissent cette possibilité chaque année). L'équipe pédagogique a la volonté de proposer des appareils de haut niveau pour les travaux pratiques (chromatographie à perméation de gel, chromatographie en phase gazeuse couplée à la spectrométrie de masse). En revanche, si des journées thématiques sont accessibles aux étudiants, aucune formation à la recherche n'est dispensée.

La mise en place de l'approche par compétences manque de formalisation concrète. On mesure seulement cette mise en œuvre au travers du portfolio, détenu par tous les étudiants du BUT. La formation indique souhaiter déposer au moins un projet d'innovation pédagogique par an dans le cadre de l'appel à projets "Bonus qualité enseignement" de l'université, ce qui est remarquable. La formation bénéficie aussi de travaux pratiques labellisés "Innovation pédagogique". Le département soutient également les formations des enseignants en finançant la moitié du coût, l'université finançant l'autre partie. En revanche, les modalités pédagogiques sont classiques, si ce n'est l'utilisation d'*escape game*. Les plateformes Moodle et Uniciell sont peu utilisées dans les enseignements sauf pour du soutien.

L'équipe pédagogique est engagée dans une dynamique d'innovation pédagogique et porte une attention particulière à la réussite étudiante qui est bonne, voire excellente lorsqu'il s'agit de l'alternance. Concernant la réussite en BUT1, les étudiants bénéficient d'un dispositif financé par la région, comprenant du tutorat individualisé ainsi que des ateliers méthodologiques. Un DU Tremplin, accompagnant les réorientations, complète ces actions. Seuls 2 à 5 étudiants ne valident aucun crédit ECTS alors qu'environ la moitié (38 étudiants sur 66 en 2022-2023) valide la totalité de l'année. Quant aux alternants qui ont un double suivi par le maître d'apprentissage et le tuteur universitaire, leur taux de réussite s'élève à 100 %.

L'équipe pédagogique est investie dans de nombreuses actions avec les lycées locaux afin de maintenir l'attractivité de la formation, qui tend à baisser en formation initiale. La concertation avec les autres formations du même domaine, comme les brevets de technicien supérieur (BTS), pourrait permettre de travailler la complémentarité et d'élaborer des passerelles entre les formations. Le nombre de candidatures sur la plateforme Parcoursup augmente légèrement au cours des deux années observées (un peu plus de 400 dossiers) alors que les effectifs en formation initiale sont en baisse. En parallèle, les effectifs en apprentissage sont stables. La proportion de bacheliers technologiques n'atteint pas les 50 % préconisés, ce qui est classique pour ce type de formation qui recrute sur un vivier, majoritairement issu des sciences et technologies de laboratoire, insuffisant pour atteindre cet objectif. La concurrence avec d'autres formations de la région Hauts-de-France (BTS Chimie, BUT Chimie) recrutant à partir du même vivier devrait faire l'objet d'une concertation entre établissements et avec le rectorat pour évaluer l'offre sur le continuum bac-3/bac+3, d'autant que 80 % des inscrits en BUT1 sont issus du territoire. Les actions avec les lycées sont nombreuses et variées, allant de la communication (salon, forum) au partenariat (Cordées de la réussite), en bénéficiant de l'appui des services de communication et d'orientation de l'IUT et de l'université, témoignant du dynamisme de l'équipe et de l'établissement. On peut regretter que ces actions avec les lycées ne permettent pas de mettre en place des passerelles entrantes ou sortantes avec les BTS. Une passerelle avec les licences *Chimie, Physique, chimie et Sciences de la vie* est possible (accès en BUT2 après une L1 validée) mais, à ce jour, les étudiants ne l'ont pas saisie.

Les dispositifs d'amélioration continue (évaluation de la formation, conseil de perfectionnement) sont bien mis en œuvre, mais ils sont largement perfectibles. L'université pilote les enquêtes de suivi des diplômés et coordonne les questionnaires d'évaluation de la formation, relayés par l'IUT. Le taux de réponse, d'environ 50

%, est limité. Le dossier d'autoévaluation ne communique pas les résultats de ces questionnaires ni les actions correctives qui en découlent. Le conseil de perfectionnement (qui comprend des enseignants, des étudiants et des professionnels) s'est bien tenu, mais le compte rendu fourni est très lacunaire, ne permettant pas d'apprécier ses effets : ni la qualité des participants ni une analyse plus détaillée de l'environnement socio-économique ne sont mentionnées. En l'état, le conseil de perfectionnement s'apparente davantage à une commission pédagogique. Sur ce registre du pilotage, l'IUT et l'université se sont dotés d'un outil d'aide au pilotage de l'offre de formation. On n'en mesure pas les effets sur ce BUT, ce que l'on peut regretter, car le dossier d'autoévaluation est bien renseigné à ce sujet.

Conclusion

Points forts

- Un volontarisme dans les actions de communication auprès des lycéens ;
- Une alternance et des actions de formation continue très développées ;
- Une forte internationalisation.

Points faibles

- Un taux d'intervention insuffisant des professionnels dans les enseignements ;
- Un conseil de perfectionnement insuffisamment tourné vers le monde socio-économique ;
- Une faible concertation avec les autres formations du territoire relevant du même domaine.

Recommandations

- Augmenter la participation des intervenants professionnels dans les enseignements.
- Mettre en place un conseil de perfectionnement tourné vers le monde socio-économique.
- Renforcer les liens avec les formations géographiquement et disciplinairement proches, notamment afin d'élaborer des passerelles avec les BTS des lycées locaux.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Une participation des intervenants professionnels dans les enseignements insuffisante.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) GÉNIE CIVIL - CONSTRUCTION DURABLE

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie civil - construction durable* de l'université d'Artois est une formation comprenant trois parcours en deuxième et troisième année : Travaux bâtiment, Travaux publics et Bureaux d'études conception. La formation est portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Béthune et contient 2600 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 306 étudiants et 22 enseignants permanents.

Analyse globale

Le BUT *Génie civil - construction durable*, ouvert en 2021 en remplacement de trois licences professionnelles est attractif et attentif à la réussite des étudiants. La diversité des modalités pédagogiques, les nombreux dispositifs de lutte contre l'échec et la professionnalisation très développée assurent un bon taux de réussite. Les nombreux partenariats avec l'environnement socio-économique devraient toutefois être aussi orientés vers des entreprises internationales, afin de développer des collaborations favorisant la mobilité (entrante et sortante) des étudiants. L'adossement à la recherche est un point d'amélioration pour renforcer le caractère universitaire de cette formation. Ces éléments seront à analyser et à suivre dans le cadre du conseil de perfectionnement intégrant enseignants, étudiants et professionnels, dans un objectif d'amélioration continue.

Ce BUT présente une professionnalisation très bien développée tant par l'alternance dès la première année, que par de nombreux partenariats. Cependant la participation des professionnels dans les enseignements est insuffisante, ainsi que le développement des actions de formation continue. Comme tout BUT, cette formation est naturellement professionnalisante intégrant des éléments de projet personnel et professionnel, des projets tutorés, un projet de fin d'études et des stages (26 semaines). En complément, ce BUT affiche un réel investissement dans la professionnalisation des étudiants en proposant l'alternance dès la première année avec un nombre important de contrats d'apprentissage - 56 sur les 176 inscrits dans la formation en 2021-2022 et 100 sur un effectif de 306 l'année suivante -, les étudiants ayant la possibilité de passer du statut de formation initiale à celui d'alternance au cours du cursus. Cela résulte de très nombreux partenariats que la formation a mis en place tant avec des regroupements (Fédération régionale des travaux publics, Campus métiers qualifications - Travaux publics (CMQ TP), Communauté d'agglomération), qu'avec des entreprises, telles qu'EDF, Cathelain et Descamps Lombardo. Ces partenariats font d'ailleurs l'objet d'une signature, ce qui témoigne de l'engagement solide des partenaires. Un échange de compétences est également prévu, toutefois les informations parcellaires à ce sujet ne permettent malheureusement pas d'apprécier au mieux la plus-value de ce dispositif. Les professionnels sont bien impliqués dans la mise en œuvre de la formation (situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ), projets tutorés, stage, alternance), ainsi qu'aux événements organisés par la formation (forum métiers, job dating) tout comme à la vie institutionnelle (jurys, conseils de perfectionnement). Néanmoins, dix professionnels assurent 89 heures d'enseignement (sur les 1460 heures des deux premières années) ce qui est très insuffisant, au regard des 25 % que doit comporter la formation. Enfin, bien qu'un chargé de mission "Formation continue", nommé à l'IUT, accompagne les demandes de formation continue, le BUT n'a pour l'instant pas accueilli de public de la formation continue, interrogeant quant à la visibilité et à l'attrait de l'offre. L'équipe pédagogique, consciente de la situation, réfléchit à accroître sa communication autour des possibilités qu'offre la formation.

Les modalités pédagogiques sont variées mais l'approche par compétences ne fait pas l'objet d'innovation spécifique. Dans le but de renforcer la réussite étudiante, les enseignants favorisent des approches pédagogiques variées avec la traditionnelle plate-forme Moodle, mais également avec des jeux sérieux, des concours, la fresque du climat ou bien encore le renforcement des techniques d'apprentissage. La formation propose aussi des certifications de compétence dans de nombreux domaines (orthographe, habilitation

électrique, langue, numérique, reconnaissance de l'engagement étudiant). L'équipe pédagogique souhaite renforcer cette diversité en troisième année de BUT, ayant des projets de formation des enseignants sur l'éco-construction et le logiciel professionnel Revit. On notera cependant que, si ce BUT est bien décrit dans une approche par compétences (maquette présentée par bloc de compétences, SAÉ et projets tutorés, e-portfolio), le dossier ne mentionne pas concrètement comment cela est mis en œuvre.

La formation est attentive au parcours des étudiants, de la candidature à l'insertion professionnelle. Le taux de réussite est bon et les enquêtes de suivi des diplômés des licences professionnelles (LP) qui ont précédé le BUT sont de grande qualité. L'équipe suit le nombre de candidatures qui est légèrement en baisse, exception faite de l'alternance, assurant correctement un remplissage de la capacité d'accueil à 90 % environ. Le taux de 50 % de bacheliers technologiques est respecté quand le vivier le permet. Cette question du vivier, ainsi que celle des formations proches de ce BUT mériteraient d'être traitées avec le rectorat afin d'harmoniser l'offre de formation dans le *continuum*, y compris avec des passerelles entre les formations. Concernant les bacheliers généraux, le BUT est en cohérence avec la licence *Sciences pour l'ingénieur* de l'université, qui ne propose de spécialisation en génie civil qu'en troisième année, tout en n'étant qu'en formation initiale uniquement. Une attention sera à apporter à la cohérence avec la LP *Métiers du BTP : performance énergétique et environnementale des bâtiments* parcours *Construction durable, comportement et performance énergétiques* lors de la mise en place du BUT3. D'autre part, l'équipe pédagogique est investie dans des actions du type "Cordées de la réussite" favorisant l'ambition de jeunes et les incitant à se tourner vers ce type de formation. Elle est aussi investie dans des actions de communication vers les lycéens (forum, salon d'orientation) en concertation avec le service communication de l'IUT et le service d'orientation de l'université. Le taux de réussite en BUT1 est en hausse : alors qu'en 2021 seulement 40 % des étudiants valident tous les crédits ECTS, ils atteignent les 70 % en 2022. Toutefois, moins de 10% des étudiants ne valident aucun crédit ECTS en BUT1. Les étudiants bénéficient par ailleurs de dispositifs d'aide à la réussite financés par la région (tutorat, ateliers méthodologiques, DU facilitant la réorientation). Il n'est toutefois rien indiqué sur des passerelles vers des brevets de technicien supérieur (BTS). Il existe bien une passerelle permettant d'intégrer le BUT2, puisque 9 étudiants arrivent en BUT à ce niveau, sans que l'on sache de quelle formation ces étudiants sont issus. Enfin, concernant le suivi des diplômés, seules les enquêtes des 3 licences professionnelles intégrées par le BUT donnent des résultats exploitables. Les données de ces enquêtes sont de très bonne qualité, l'IUT ayant mis en place des relances téléphoniques à cet effet, assurant ainsi un taux de retour très élevé (entre 80 et 90 %). Ces enquêtes montrent un taux d'insertion professionnelle très bon, puisqu'il y a très peu de poursuite d'études (entre 0 et 23 %) et peu de diplômés sont en recherche d'emploi (entre 0 et 2) 30 mois après leur diplôme. L'investissement de l'équipe pédagogique dans ces enquêtes est à maintenir pour obtenir des résultats analogues sur le BUT.

Les processus garantissant le pilotage et l'amélioration continue de la formation sont bien établis, leur application n'est cependant pas encore aboutie. L'évaluation de la formation se fait grâce à un questionnaire élaboré au niveau de l'université, impliquant également l'IUT. Alors que ces questionnaires devraient être traités en conseil de perfectionnement, le compte-rendu de ce conseil, compris dans le dossier d'autoévaluation, n'en fait pas état. On peut apprécier un taux de réponse sur l'évaluation du semestre 1 en hausse avec 40 répondants sur 176 inscrits en 2021 (22 %) et 89 répondants sur 159 étudiants (55 %) en 2022. Quant au conseil de perfectionnement, il est bien structuré selon des thématiques à aborder qui sont bien dans son périmètre : attractivité de la formation, enseignements et évaluations, réussite des étudiants, scolarité, professionnalisation de la formation. Toutefois, les aspects liés aux partenariats avec l'environnement professionnel ne sont pas abordés dans le compte-rendu fourni. On ne peut d'ailleurs pas évaluer la composition, notamment la présence d'étudiants et de professionnels, le compte-rendu ne le mentionnant pas. Ce conseil n'aborde toutefois pas le positionnement global de la formation dans son environnement académique et socio-économique, s'apparentant ainsi davantage à une commission pédagogique.

L'ouverture à l'international est faible, malgré un environnement favorable alliant des moyens dédiés à la mobilité et une politique active en langues étrangères. L'université et l'IUT conjointement incitent fortement les étudiants à la mobilité. Plus précisément, l'université d'Artois prévoit une aide à la mobilité sortante de 130 000 euros sur cinq ans concernant l'établissement, tandis que l'IUT dispose d'un service relations internationales, ainsi que d'un chargé de mission accompagnant les étudiants dans leur projet de mobilité et des séjours. Malgré cela, seuls deux étudiants sont partis au Japon en 2023. L'équipe pédagogique a bien conscience de la faible mobilité au sein de sa formation et l'on peut espérer que le partenariat de double diplôme établi avec l'université de Calabre, en Italie changera quelque peu la donne. L'équipe pourrait aussi profiter de ses nombreuses collaborations avec des entreprises, notamment internationales pour développer des projets d'internationalisation, favorisant également l'interculturalité. Concernant les langues, les étudiants bénéficient d'une offre développée : il y a en effet des enseignements d'anglais obligatoires, représentant entre 22 et 24 heures par semestre (jusqu'au semestre 5) et l'IUT prend en charge le financement du TOEIC, ce qui permet à une dizaine d'étudiants d'avoir une certification en langue facultative en 2021 et 2022 (CLES ou TOEIC). Les étudiants ont aussi la possibilité, par l'intermédiaire de l'université, d'étudier d'autres langues avec un panel très large dont l'allemand, l'espagnol, l'arabe, le chinois, le tchèque. On ne sait toutefois pas si les étudiants se saisissent de cette opportunité. L'équipe pourrait aussi développer les enseignements de spécialité en langue étrangère, comme elle le propose en perspective.

L'adossement à la recherche est très modeste, se matérialisant uniquement par la présence d'enseignants-chercheurs dans la formation. Leur proportion est d'ailleurs assez faible, puisqu'ils ne sont que 9 sur une équipe pédagogique de 22 enseignants permanents et qu'ils n'assurent que 206 heures sur les 1460 heures des deux premières années de la formation, représentant ainsi environ 14 % des heures d'enseignement. Les étudiants sont toutefois sensibilisés au plagiat, aux questions de propriété intellectuelle et de confidentialité et l'initiation à la recherche documentaire est effectuée en cours de communication sans intervention des documentalistes, ce que l'on peut regretter. L'équipe pédagogique a conscience de ce manque d'appui à la recherche mais ne propose pas de réelle piste d'évolution.

Conclusion

Points forts

- Des partenariats forts avec l'environnement professionnel ;
- Des taux de réussite bons ;
- Une alternance bien développée sur les trois années de la formation.

Points faibles

- Une proportion insuffisante d'intervention de professionnels dans la formation ;
- Un adossement à la recherche faible ;
- Un conseil de perfectionnement insuffisamment tourné vers le monde socio-économique ;
- Une internationalisation modeste.

Recommandations

- Augmenter le nombre d'intervenants professionnels dans les enseignements.
- Renforcer l'adossement à la recherche de la formation en augmentant la part d'enseignements par des enseignants-chercheurs.
- Mettre en place un conseil de perfectionnement avec une forte présence de professionnel.
- Développer des actions d'internationalisation de la formation en s'appuyant notamment sur les dispositifs existants.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une participation des intervenants professionnels aux enseignements trop faible ;
- Un adossement à la recherche limité.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) GÉNIE ÉLECTRIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie électrique et informatique industrielle (GEII)* de l'université d'Artois est porté par l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Béthune et propose deux parcours : *Électricité et maîtrise de l'énergie (EME)* et *Automatisme et informatique industrielle (AI)*. Le BUT *GEII* forme des techniciens supérieurs dans le domaine de l'électricité, de l'électronique et de l'informatique industrielle. L'enseignement est dispensé à l'IUT de Béthune et le BUT peut se préparer en formation initiale classique ou en alternance en apprentissage essentiellement, mais également en contrat de professionnalisation. La capacité d'accueil en première année est de 52 étudiants en formation initiale classique et de 13 étudiants en alternance. La formation initiale classique contient 2 600 heures étudiant. Le BUT compte en 2022-2023 115 étudiants et 19 enseignants permanents.

Analyse globale

Le BUT *GEII* vient bien compléter l'offre de formation de l'université d'Artois et répond à un besoin du territoire. La formation bénéficie d'excellentes interactions avec le monde socio-économique et la professionnalisation de la formation est bien développée, notamment par l'ouverture à l'alternance. En revanche, la part d'intervenants professionnels extérieurs reste trop faible. Un conseil de perfectionnement est bien en place, mais aucun professionnel extérieur n'y assiste. Enfin, l'évaluation de la formation par les étudiants est réalisée uniquement au premier semestre.

Le BUT bénéficie d'un bon adossement à la recherche avec une proportion élevée d'enseignants-chercheurs intervenant dans la formation. La majorité des enseignants (16) sont chercheurs au sein du Laboratoire de génie informatique et d'automatique de l'Artois (LGI2A) et du Laboratoire systèmes électrotechniques et environnement (LSEE). Des visites de laboratoires de l'université sont organisées pour les étudiants de troisième année de BUT (BUT3) souhaitant s'orienter vers une poursuite d'études en master et des sujets de projets sont proposés par ces mêmes laboratoires. Il n'y a pas de formation à la recherche, ce qui est classique pour un BUT.

La formation entretient d'excellentes relations avec le monde socio-économique et intègre des éléments de professionnalisation. Le BUT est ouvert à l'alternance dès la première année (en apprentissage majoritairement) et plus de la moitié de l'effectif du BUT est constituée d'apprentis. Quelques étudiants suivent également la formation en contrat de professionnalisation. Les partenaires du monde socio-économique sont très bien impliqués et proposent des projets, des stages, participent aux soutenances et à différentes réunions liées à l'apprentissage. L'IUT organise également chaque année un *job dating* permettant aux étudiants de trouver des contrats d'apprentissage ou des emplois. Les étudiants non-alternants doivent suivre deux stages obligatoires (d'une durée de 8 semaines en deuxième année et de 14 semaines en troisième année). Seuls cinq professionnels extérieurs interviennent dans la formation (ils dispensent 150 heures d'enseignement, soit 5 % du total des heures), ce qui est insuffisant et bien en dessous de l'exigence légale de 25 %. L'équipe pédagogique mentionne qu'il est difficile d'augmenter le volume, sans donner plus d'explications. Le BUT *GEII* bénéficie d'un projet programme d'investissements d'avenir (PIA) 3 OSER qui permet le déploiement de dispositifs relatifs à la réussite et à l'orientation des étudiants, en collaboration avec des partenaires éducatifs et du monde socio-économique. L'IUT de Béthune est également intégré dans une fiche action du projet PIA 4 Electromob, visant à soutenir l'implantation de gigafactories dans la région. Le BUT étant récent, il n'y a pas eu de demande de validation des acquis de l'expérience (VAE) ou de stagiaire de la formation continue au cours de la période de référence.

L'ouverture à l'international est bien présente, mais elle reste globalement limitée. La formation compte environ 4 % d'étudiants internationaux, tandis que la mobilité sortante représente entre 0 et 2 étudiants par an. L'enseignement de l'anglais représente 128 heures au total au cours des trois années de BUT, mais aucun enseignement disciplinaire n'est dispensé en anglais. Des stages à l'étranger ont lieu dans le cadre des programmes Erasmus Training et Erasmus Study, sans que soit précisé le nombre d'étudiants concernés. Le département accueille également des étudiants japonais dans le cadre d'un programme d'échange d'étudiants, sans donner davantage de détails. La responsable des relations internationales de l'IUT prend en charge la préparation et le suivi des candidatures pour la mobilité internationale, mais aucun chiffre ne permet d'en estimer le volume.

La formation met en œuvre les méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées via les situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ), mais la façon dont la formation s'empare de l'approche par compétences n'est pas abordée. Les connaissances et les compétences visées par la formation sont clairement définies. Le programme de la formation est cohérent avec les objectifs pédagogiques visés et la fiche du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). La valorisation des compétences acquises et l'évaluation de ces dernières dans le cursus ou en dehors de celui-ci sont insuffisamment détaillées. L'utilisation d'un e-portfolio est en place et chaque étudiant dispose d'un compte. La diversification des méthodes pédagogiques se veut assez classique. La plateforme Moodle et l'application Wooclap sont utilisées et des vidéos sont déposées par les enseignants sur la webTV. Les étudiants peuvent aussi utiliser IUT en ligne.

La formation développe et suit son attractivité auprès de ses différents publics. Le BUT bénéficie d'un nombre de candidatures relativement stables en BUT pour les deux premières années d'existence (325 et 332).

La formation suit la réussite de ses étudiants. Plus de 70 % des étudiants de BUT1 sont admis en BUT2. En revanche, aucune analyse n'est faite quant aux étudiants ne validant pas la première année de BUT.

La formation définit un processus d'évaluation interne, mais il est incomplet. Il existe bien une évaluation de la formation par un questionnaire, mais seules les données du premier semestre sont disponibles. Le taux de réponse est limité pour les deux années d'existence du BUT (34 réponses pour 70 étudiants et 31 réponses pour 63 étudiants). Le dossier d'autoévaluation ne précise pas s'il existe un questionnaire pour les autres semestres. Il existe bien un conseil de perfectionnement, mais celui-ci ressemble à un point intermédiaire avec les étudiants et aucun indicateur n'y est présenté. De plus, ce dernier n'est pas conforme, car il n'est composé d'aucun professionnel extérieur. L'IUT en a bien conscience et mène une réflexion à ce sujet.

Conclusion

Points forts

- D'excellentes interactions avec le monde socio-économique ;
- Des effets des projets PIA visibles sur la réussite étudiante et les liens socio-économiques ;
- Un solide adossement à la recherche.

Points faibles

- Un faible taux d'intervention de professionnels extérieurs dans la formation ;
- Une évaluation de la formation par les étudiants limitée au premier semestre ;
- Une absence de professionnels extérieurs au conseil de perfectionnement.

Recommandations

- Augmenter la participation des professionnels dans la formation.
- Mettre en place un processus plus efficace d'évaluation des enseignements de la formation en l'étendant à tous les semestres du BUT, afin de pouvoir mieux s'inscrire dans une démarche d'amélioration continue.
- Intégrer des professionnels extérieurs dans le conseil de perfectionnement.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Une trop faible participation des professionnels dans la formation.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) GÉNIE MÉCANIQUE ET PRODUCTIQUE

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie mécanique et productique* de l'université d'Artois est une formation comprenant deux parcours en deuxième et troisième année : *Management de process industriel* et *Innovation pour l'industrie*. La formation est portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Béthune et contient 2600 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 123 étudiants et 21 enseignants permanents.

Analyse globale

Le BUT *Génie mécanique et productique* s'insère de façon cohérente dans l'offre de formation de l'université en complément des formations scientifiques incluant le domaine de la mécanique. Il répond à un besoin local du tissu économique qui est en évolution. Pour cela, il intègre des éléments de professionnalisation dans son contenu, renforcés par la possibilité de suivre la formation en apprentissage. Les pratiques pédagogiques variées sont adaptées aux objectifs d'une telle formation avec un adossement à la recherche satisfaisant. En revanche, elle devra se doter d'un conseil de perfectionnement composé de professionnels dont le fonctionnement doit être en accord avec un tel conseil. Il devra en particulier s'intéresser à la réussite des étudiants et à leur devenir. Il pourra également appuyer une réflexion sur l'ouverture internationale.

La formation intègre des éléments de professionnalisation de façon importante. Elle est ouverte à l'apprentissage sur trois années pour le parcours *Management de process industriel* et sur une année BUT3 pour le parcours *Innovation pour l'industrie*. Elle vise à répondre à la volonté de réindustrialisation locale en satisfaisant les besoins socio-économiques. Pour cela, les liens avec les professionnels sont nombreux et variés. Ils peuvent s'établir via les stages et apprentissages, la participation des professionnelles aux jurys et conseils, l'organisation de *jobs dating*, la participation aux actions organisées par la CABBALR, les contacts réguliers avec l'UIMM (Camion la fabrique, JPO, Mécalive, Course en cours). Sur cet aspect, il n'est pas précisé si l'adaptation locale dans le contenu de la formation a été exploitée. L'IUT de Béthune est également associé à un projet AMI CMA Electromob pour le soutien de l'implantation de gigafactories dans la région. Enfin, des conventions ou partenariats (l'Institut Aéronautique Amaury Lagrange) sont également établis. Mais, le nombre et les opportunités qu'ils engendrent ne sont malheureusement pas précisés. En dépit de tous ces éléments positifs et du contexte favorable, la part des intervenants professionnels dans la formation reste limitée (6 pour 68h en FI et 183h en FA pour BUT1 et BUT2), et devra se renforcer. Elle pourra l'être avec l'ouverture du BUT3, mais aucune tendance n'est évoquée dans le dossier. Il n'est pas non plus proposé de dispositifs particuliers pour la formation continue, alors que le cadre pourrait y contribuer. Néanmoins, la validation d'acquis et de l'expérience (VAE) sera ouverte prochainement.

Les pratiques pédagogiques sont variées et cohérentes en rapport les objectifs de la formation. Les outils utilisés en témoignent (Moodle, Wooclap, IUT en ligne, Web TV). Ils sont annoncés en fort développement, plus de détails auraient pu être fournis afin d'étayer cette affirmation. Différents types d'espaces en adéquation avec un BUT GMP sont exploités : Salles de TP, Salles informatiques, atelier composé d'équipements importants (usinage conventionnel ou à commande numérique, robotique, soudure, laser...). L'approche par compétences accompagnée par le déploiement de l'e-portfolio est mise en place. La formation bénéficie également de l'AMI CMA « Electromob » qui permettra de renforcer ces équipements et d'adapter la formation aux évolutions socio-économiques. Un bonus qualité enseignement (BQE) a également permis l'investissement dans le domaine de la robotique pour des enseignements innovants. Mais, un point de vigilance est soulevé quant au maintien et à la modernisation de ces moyens qui sont coûteux. Un support constant est nécessaire.

L'adossement à la recherche est satisfaisant pour une formation BUT. La participation des enseignants-chercheurs, majoritairement de la 60^e section, est significative, représentant 50 % des permanents pour un enseignement total de 620h. Le laboratoire associé (LGCgE) accueille régulièrement des stagiaires BUT2 et BUT3, mais le nombre n'est pas spécifié. Le rapprochement de la recherche s'effectue via des projets de recherche dans les domaines tels que biomatériaux, biomédical, usinage, mécanique des fluides. Par ailleurs, un enseignement porte sur la veille technologique et des conférences spécifiques sont données (protection des données dispensées par DGSJ).

Les taux d'étudiants ayant validé tous les crédits ECTS est faible. Il s'élève à 55 % et 44 % pour le BUT1, et 54 % pour le BUT2. L'équipe pédagogique affirme être attentive à la réussite des étudiants, et en particulier ceux issus de la filière technologique, publics présentant en effet des taux plus faibles pour une telle formation. Mais, aucune donnée n'est fournie à ce sujet, et aucun commentaire n'est formulé. Pour surmonter ces difficultés, un dispositif particulier "étudiants fragiles" destiné à accompagner les étudiants de 1^{re} année est proposé, mais, de nouveau, le dossier ne permet pas de savoir si le département le met en œuvre et dans quelle mesure. Il en est de même pour le projet OSER (PIA 3), qui vise le même objectif. Une attention doit aussi être portée sur l'attractivité de la formation qui mérite d'être renforcée en prenant en compte la présence de formation similaire à l'université voisine de Lille (environ 400 dossiers pour 280 admis et 56 inscrits en moyenne). L'objectif fixé des 50 % d'étudiants issus du Bac STI2D est tenu la dernière année, mais il est mentionné que le nombre de candidats est en baisse malgré les actions entreprises pour favoriser l'attractivité du BUT (cordée de la réussite, journées d'immersion avec l'appui du service de communication de l'IUT). Les passerelles BTS / BUT2 sont également peu exploitées. Enfin, le nombre d'abandons est en revanche très faible (3 sur 2 années), témoignant d'une attention portée au recrutement et au suivi.

La mise en œuvre des dispositifs d'amélioration continue est perfectible. Le conseil de perfectionnement est organisé annuellement depuis la création du BUT, mais la composition doit être revue et formalisée comme il est mentionné dans le dossier (absence des professionnels). La qualité des personnes le composant doit être bien précisée. Le compte-rendu fourni est très succinct et montre que le conseil actuel ne remplit pas pleinement sa fonction. Celui-ci doit notamment s'appuyer sur une évaluation des enseignements qui nécessitera un suivi régulier, ce qui permettra d'exploiter des retours représentatifs. La mise en œuvre du suivi des diplômés s'appuyant sur un outil centralisé mérite aussi une attention pour analyser le devenir des étudiants en se basant sur des données exploitables. Le conseil devra également initier une réflexion pour améliorer le taux de réussite. Enfin, les atouts de la formation liés à la professionnalisation pourront y être consolidés. En outre, concernant le pilotage de la formation, le contenu du dossier d'autoévaluation est insuffisant et ne permet pas de le comprendre.

L'ouverture à l'international de la formation est à renforcer. Les mobilités sont rares (2 au total sur la période). Un accueil d'étudiants japonais est mentionné dans le dossier, mais il n'est pas précisé le nombre, la fréquence et le cadre. Bien qu'un accompagnement existe au niveau de l'université (Service relations internationales) et de l'IUT (chargé de mission), ces opportunités ne sont pas saisies. En outre, une difficulté relative au niveau des étudiants en langue est mentionnée, ce qui ne facilite pas ces échanges. Une certification est possible, mais seulement 5 étudiants sur les 2 ans l'ont obtenue, ce qui confirme le point précédemment évoqué. Une réflexion est à mener pour pallier ces difficultés, une piste pourrait s'orienter vers l'introduction de cours dispensés en anglais.

Conclusion

Points forts

- Une professionnalisation très bonne ;
- Un bon adossement à la recherche ;
- Une approche par compétences bien mise en œuvre.

Points faibles

- Les taux d'étudiants ayant validé tous les crédits ECTS est faible ;
- Une attractivité de la formation faible ;

- Un conseil de perfectionnement à la composition et au fonctionnement non satisfaisants ;
- Une ouverture à l'international à renforcer.

Recommandations

- Renforcer les taux d'étudiants ayant validé tous les crédits ECTS est faible, en exploitant notamment les dispositifs de l'université.
- Renforcer l'attractivité de la formation.
- Formaliser un conseil de perfectionnement avec un fonctionnement adapté.
- Développer les relations internationales.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Le taux d'étudiants ayant validé tous les crédits ECTS en BUT1 et BUT2 faible.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) INFORMATIQUE

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Informatique* de l'université d'Artois est une formation comprenant un parcours : *Réalisation d'applications : conception, développement et validation*. La formation est portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Lens et contient 1861 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 138 étudiants et 16 enseignants permanents.

Analyse globale

Le BUT *Informatique*, dispensé à l'IUT de Lens, est une formation professionnalisante focalisée sur un seul parcours du programme national des BUT : *Réalisation d'applications : conception, développement, validation*.

Il s'intègre très bien dans l'offre de formation en informatique de l'établissement. Son positionnement est complémentaire à la licence d'informatique, en visant principalement une insertion professionnelle directe. Le BUT *Informatique* tisse des liens avec le BUT *Métiers du multimédia et de l'internet* à travers des activités communes. Notons également son ouverture à l'international, notamment à travers le double diplôme avec l'Université du Québec à Chicoutimi, et les 5 mobilités sortantes sur la période analysée.

La formation offre de nombreux éléments de professionnalisation, malgré quelques difficultés à recruter des intervenants extérieurs induites par une rémunération peu attractive. La mise en place des situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ), les projets professionnels et personnels (PPP), les plus de 20 semaines de stage, le *job dating* proposé préparent les étudiants à des situations professionnelles. Quinze intervenants du monde de l'entreprise dispensent environ 680h (environ 23% du nombre d'heures total) sur des sujets variés : méthodes de modélisation et conception, transport et logistique, droit du numérique, impact écologique du numérique. L'alternance complète ce dispositif. Possible à partir du quatrième semestre, elle est en forte progression, avec 23 alternants en 3e année et 15 en 2e année au moment de la rédaction de l'autoévaluation, en 2023-2024, contre 10 alternants de 2e année en 2022-2023.

La pédagogie de la formation est en cohérence avec ses objectifs, l'innovation pédagogique étant soutenue par des bonus qualité enseignement (BQE). Si les situations d'apprentissage et d'évaluation s'imposent à tous les BUT, la formation lensoise a su proposer des formats attractifs tels que le marathon de développement sur deux jours et demi, pour des équipes interdisciplinaires entre le BUT *Informatique* et le BUT *Métiers du multimédia et de l'internet*, ou des apprentissages par des jeux sérieux.

La formation à l'anglais est bonne, avec 110h les deux premières années et des facilités pour passer le TOEIC (plateforme de préparation, participation aux frais non chiffrée).

L'encadrement de la formation est assuré par une équipe solide et dynamique. Avec 16 personnels permanents dont 11 enseignants-chercheurs, majoritairement du laboratoire CRIL (UMR Université d'Artois - CNRS), et 21 non-permanents dont 15 professionnels extérieurs, l'équilibre entre enseignants chevronnés et intervenants professionnels (77% - 23%) est relativement satisfaisant. L'équipe a su proposer des innovations pédagogiques attractives, elle permet aux étudiants d'être au contact de chercheurs même si ce n'est pas l'objectif premier du BUT, et les vacataires professionnels apportent la culture d'entreprise.

Indéniablement attractif, le BUT *Informatique* éprouve toutefois des difficultés face à l'hétérogénéité du vivier. La formation atteint sa capacité d'accueil (un peu plus de 80 inscrits en première année pour une capacité de

78, avec une pression à l'entrée. Ainsi en 2022-2023 on compte 1270 demandes de néobacheliers, 346 admis, 78 propositions acceptées et in fine 74 inscrits en BUT1. Les recrutements en 1re année se font pour les trois quarts dans les Hauts de France, complétés par des recrutements en France et, dans une moindre mesure, à l'étranger. L'IUT est porteur d'un dispositif "Cordées de la réussite" en interaction avec des lycées, favorisant une meilleure connaissance des attendus des BUT auprès des enseignants de lycée et des élèves. Toutefois, face à la contrainte de recruter une moitié de bacheliers des filières techniques, et au faible nombre de filières STI2D en région. Ces flux entrants sont complétés par quelques recrutements en 2e et 3e année en provenance de CPGE, BTS voire licences.

Malgré des efforts d'accompagnement des étudiants en difficulté, Les taux d'étudiants ayant validé tous les crédits ECTS est faible, de l'ordre de 60% avec 20 à 25% d'étudiants ne validant aucun crédit. La formation met en place une détection des étudiants fragiles après un mois de formation, et des séances de soutien. Toutefois, un taux important de démission et de réorientation est constaté 4 à 6 semaines après le début de la formation. Le comité estime que le manque de prérequis d'une partie des bacheliers ne pourra pas être gommé par ce type de soutien ponctuel, ou même les tutorats par d'autres étudiants prévus à l'avenir. Seules des actions fortes - et plus coûteuses - d'adaptation du premier semestre à ce public seraient en mesure d'inverser la tendance. Le taux de réussite en deuxième année est indiqué comme meilleur, mais non chiffré (hors période couverte par l'autoévaluation).

La qualité de l'insertion professionnelle, et des éventuelles poursuites d'études, n'est pas mesurable en l'absence des premières cohortes de diplômés. Les données de la licence professionnelle *Développement informatique et outils collaboratifs* (LP DIOC), ancêtre du BUT *Informatique*, sont encourageantes, avec une poursuite d'études de l'ordre de 30% et une insertion professionnelle proche de 100% à 30 mois, sur la base d'un taux de réponse d'environ 70%.

Le pilotage et l'amélioration continue s'appuient sur le conseil de département de l'IUT, en attendant la mise en place du conseil de perfectionnement. Bien que le conseil de département comporte des professionnels et des représentants des étudiants, la mise en place d'un véritable Conseil de perfectionnement est nécessaire. D'après le dossier d'autoévaluation, les premiers travaux de ce dernier étaient programmés en juin 2024, à la sortie de la première promotion de diplômés.

Conclusion

Points forts

- Une bonne professionnalisation dans la formation ;
- Une bonne attractivité.

Points faibles

- Un taux de réussite trop faible en première année ;
- Un conseil de perfectionnement non fonctionnel.

Recommandations

- Améliorer le taux de réussite en première année, en proposant par exemple au premier semestre des formations adaptées aux néobacheliers n'ayant pas les prérequis suffisants.
- Mettre en place le conseil de perfectionnement propre au BUT informatique.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) MÉTIERES DU MULTIMÉDIA ET DE L'INTERNET

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Métiers du multimédia et de l'internet (MMI)* de l'université d'Artois est porté par l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Lens et propose 3 parcours : *Stratégie de communication et design d'expérience*, *Création numérique* et *Développement web et dispositif interactifs*. Le BUT MMI est une formation pluridisciplinaire qui forme des cadres intermédiaires dans les domaines allant de la conception de sites Internet à la gestion de communautés sur les réseaux sociaux, en passant par la production de produits multimédias. L'enseignement est dispensé à l'IUT de Lens et le BUT peut se préparer en formation initiale classique ou en alternance (apprentissage) à partir de la 3^e année. La capacité d'accueil en première année est de 98 étudiants.

Analyse globale

Le BUT MMI vient bien compléter l'offre de formation de l'université d'Artois et répond aux besoins du territoire. La formation a une bonne attractivité et entretient d'excellents liens avec le monde socio-économique. La professionnalisation de la formation est bien développée et les dispositifs pédagogiques sont innovants. L'ouverture à l'international est excellente et l'adossement à la recherche est présent. Les taux d'étudiants ayant validé tous les crédits ECTS est relativement faible et il n'existe pas d'évaluation formelle de la formation par les étudiants lors de la période d'évaluation, elle devrait avoir lieu en BUT3 en 2023-2024.

Le BUT MMI bénéficie d'un bon adossement à la recherche. Cela se traduit par l'intervention de 6 enseignants-chercheurs dans la formation (900h de formation au total), d'heures de sensibilisation à la recherche (initiation à la recherche documentaire, sensibilisation aux *Fake News*, analyse d'images détournées, vérification des sources, cours de droit spécifique, sensibilisation à l'IA) ou encore par certains projets ou stages d'étudiants effectués au sein du laboratoire CRIL UMR CNRS dont l'université d'Artois est cotutelle. Des stages sont également possibles dans une unité de recherche au Japon.

La formation entretient d'excellents liens avec le monde socio-économique et intègre des éléments de professionnalisation. Les partenaires prennent part à la formation en proposant des stages, des alternances, en participant aux soutenances, mais également à plusieurs réunions annuelles liées à l'apprentissage. Les échanges permettent d'adapter les contenus de formation aux réalités économiques du territoire. Les compétences attendues sont clairement décrites et en adéquation avec les besoins socio-économiques du territoire. La part d'intervenants professionnels extérieurs dans la formation est de 30% environ ce qui est tout à fait correct. Le BUT MMI est proposé en formation initiale classique sur les 2 premières années et en contrat d'apprentissage (pour le parcours web sur la période de référence) exclusivement sur la 3^e année. La formation continue est également proposée, mais il n'y a eu aucune personne concernée sur la période évaluée. L'ouverture à l'alternance du parcours *Stratégie de communication et design d'expérience* est prévue pour la rentrée 2024. Les stages représentent 26 semaines au total en BUT2 et BUT3. Le BUT étant récent, il n'y a pas eu de validation des acquis de l'expérience (VAE) et de demande de formation continue sur la période de référence.

La formation bénéficie d'une excellente ouverture à l'international : double diplomation (l'UQAC Québec), échanges avec de nombreux pays dans le cadre de projets pédagogiques (Irlande, Pologne et Portugal), cours à l'étranger (Porto, Dundalk) pour certains étudiants, mobilités entrantes (21/an) et sortantes (12/an). Le département MMI a mis en place une très bonne dynamique et d'autres actions avec d'autres partenaires sont en projets.

La formation a mis en place l'approche par compétences. Les documents fournis concernant la structuration en blocs de compétences sont très clairs et pertinents. Cependant, peu d'informations sont fournies sur les modalités concrètes de mise en œuvre de l'approche par compétences. Le programme de la formation est cohérent avec les objectifs pédagogiques visés et la fiche RNCP (Répertoire national des certifications professionnelles). La valorisation des compétences acquises dans le cursus ou en dehors de celui-ci est en place via l'outil « le book ».

La formation développe et diversifie ses pratiques pédagogiques notamment à travers les situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ). On retrouve également de la pédagogie inversée, des supports de cours en asynchrone, des ressources Moodle, de la création de tutoriels, des questionnaires en ligne (jeu par niveau), ... Chaque année, les étudiants de 2^e année participent au "marathon du web".

La formation développe et suit son attractivité auprès de ses différents publics. Le BUT MMI recrute essentiellement des baccalauréats généraux et technologiques. Le taux de pression est plutôt bon (1 place pour 13 candidats en bac général, 1 place pour 7 candidats en bac technologique). La formation mesure son attractivité en suivant et en analysant l'évolution des candidatures et des inscriptions des différents types de publics.

La formation suit la réussite de ses étudiants qui reste cependant trop faible. le taux d'étudiants ayant validé tous les crédits ECTS du BUT1 est respectivement de 47/91 (51%) et de 51/92 (55%), ce qui est faible au regard de la sélectivité de la formation. Concernant le passage du BUT2 au BUT3, le taux de réussite est de 60%, ce qui est également faible. Aucune analyse n'est faite quant aux étudiants ne validant pas la première année de BUT.

La mise en place récente du BUT ne permet pas de faire d'analyses sur l'insertion professionnelle et la poursuite d'études de ses diplômés au regard de ses objectifs et du marché de l'emploi. Cependant, les documents de preuve relatifs la LP *Métiers du numérique : conception, rédaction et réalisation web* montrent une très bonne insertion professionnelle à 30 mois avec un pourcentage de réponses très bon.

le BUT n'a pas mis en place de processus interne d'évaluation formelle lors de la période d'étude, mais devrait mettre en place ces processus en BUT3. Le conseil de département tient lieu de conseil de perfectionnement, mais le département MMI compte faire évoluer la structure de pilotage du département en lien avec la réforme du BUT.

Conclusion

Points forts

- Des excellentes interactions avec le monde socio-économique ;
- Un bon adossement à la recherche ;
- Une bonne attractivité de la formation ;
- Des dispositifs pédagogiques innovants ;
- Une excellente ouverture à l'international.

Points faibles

- Les taux d'étudiants ayant validé tous les crédits ECTS très bas ;
- Une absence d'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants.

Recommandations

- Améliorer le taux d'étudiants ayant validé tous les crédits ECTS.
- Mettre en place un processus efficace sur l'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants afin de pouvoir mieux s'inscrire dans une démarche d'amélioration continue.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Le taux d'étudiants ayant validé tous les crédits ECTS en BUT1 et BUT2 faible.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) QUALITÉ, LOGISTIQUE INDUSTRIELLE ET ORGANISATION

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Qualité, logistique industrielle et organisation* de l'université d'Artois est une formation comprenant un parcours : *Management de la production*. La formation est portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Béthune et contient 2600 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 88 étudiants et 11 enseignants permanents.

Analyse globale

Le BUT *Qualité logistique industrielle et organisation* (QLIO) s'insère parfaitement dans l'offre de formation de l'université, et répond aux besoins du tissu socio-économique local en intégrant de nombreux éléments de professionnalisation, en particulier une ouverture à l'apprentissage. Les pratiques pédagogiques y contribuent également. La réussite des étudiants est satisfaisante, mais elle peut encore s'améliorer, exploitant les dispositifs déjà existants. Malheureusement, malgré ces points positifs, l'attractivité de la formation reste à consolider, et l'équipe pédagogique entreprend de multiples actions pour cela. Elle est également motivée par mettre en place les conditions et une dynamique pour développer les relations internationales. Néanmoins, il est nécessaire de faire évoluer le conseil de perfectionnement actuel pour qu'il assume pleinement son rôle dans l'amélioration continue de la formation.

La formation est largement tournée vers la professionnalisation et intègre de nombreux éléments dans ce sens, ce qui en fait un atout majeur. Les liens avec le tissu socio-économique local sont importants, profitant de nombreuses plateformes logistiques dans la région. Ils sont entretenus via de multiples moyens, et en particulier l'association des anciens diplômés (res'ogp), le job dating annuel, une convention entre l'université et la CABBALR (communauté d'agglomération), la participation des professionnels aux jurys, conseil d'administration, conseil de perfectionnement. Des visites en entreprise sont organisées par ces différents biais. La formation exploite ces liens étroits (apprentissage, stages, visites, échanges). Ces liens sont renforcés par la participation significative des professionnels dans la formation (9 pour 382 h par étudiant, soit 19 % du volume horaire). Ils représentent 50 % des enseignements en BUT3, 30 % en BUT2 et 20 % en BUT1. De plus, il faut souligner l'ouverture de l'apprentissage dès la 1^{re} année. La dynamique est bonne, comme en témoigne la part croissante des apprentis au fil des années du cursus (de 14 à 33). Par ailleurs, la validation des acquis de l'expérience (VAE) sera proposée en 2024.

Les pratiques pédagogiques sont variées et répondent aux objectifs de la formation, notamment en matière de professionnalisation. L'approche par compétences est mise en place. Le e-portfolio est déployé pour tous les étudiants. Les méthodes pédagogiques sont diversifiées : moodle, emploi de *serious game* (SMART le jeu des indicateurs, QHSE, qualité de vie au travail, gestion de projet agile), journées internationales, participation au concours 24h QLIO, semaine OGPLAY. Il faut noter que cette dernière est dispensée dans plusieurs départements QLIO de France par le département de Béthune et fait une synthèse de ressources transversales pour la gestion d'une unité de production. Outre les salles informatiques pour les situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ), la formation dispose d'un espace dédié hall de production.

La réussite des étudiants est bonne. Elle est de 78 % en BUT1 et 82 % en BUT2, avec environ 60 % des étudiants validant tous les ECTS. Pour favoriser la réussite, un dispositif « Bacheliers fragiles » (tutorat et participation à des ateliers pédagogiques) est suivi par environ 10 étudiants, principalement les bacheliers technologiques. Par ailleurs, ceux en difficulté peuvent poursuivre leur année en DU tremplin. Il aurait été intéressant de fournir les taux de réussite par provenance des étudiants, et une mesure de l'efficacité de ces dispositifs.

L'ouverture à l'international est modérée, mais l'équipe pédagogique affiche la volonté d'y remédier par des actions multiples en cours ou à venir, concernant à la fois les étudiants et les enseignants. Les échanges entrants-sortants sont actuellement inexistant. Il faut noter tout de même le recrutement de 6 à 8 étudiants étrangers par an via études en France. Néanmoins, un certain nombre d'initiatives sont actuellement mises en place. Une collaboration avec la Finlande est effective par la participation d'étudiants et enseignants des 2 pays dans une SAE en BUT2. Cette démarche d'internationalisation se traduit également par la mise en œuvre d'une semaine dédiée à la culture anglo-saxonne soutenue par l'obtention d'un bonus qualité enseignements (BQE) : modules d'enseignement de spécialité en langue anglaise, ateliers ludiques (jeux en anglais, sorties cinéma / débats sur des films en VO). Outre les 96h d'anglais du programme national, cette démarche est renforcée par 35h d'enseignement ou SAE dispensés en langue anglaise. Il faut noter que la passation du CLES 1 sera intégrée aux MCC pour les BUT2. Une préparation à la mobilité existe également en BUT2 (rédaction du CV et de la lettre de motivation en anglais, simulation d'entretien d'embauche) et en BUT3 (sensibilisation à l'interculturel). L'équipe met aussi en place des collaborations internationales pour l'avenir via notamment des programmes intensifs hybrides PIH (Roumanie, Finlande, Irlande, Pologne) ou bien des voyages d'études (Roumanie). Ces multiples actions sont à saluer et à encourager, ce qui devrait favoriser les mobilités étudiantes et également l'attractivité de la formation. En outre, une mobilité enseignante a eu lieu, et l'équipe manifeste également une volonté de développer cet aspect.

Malgré les points positifs décrits, l'attractivité de la formation est moyenne et fragile. Le flux en 1^{re} année est en baisse (60 à 41). Il est notifié que le nombre de candidatures est également en baisse. Elle provient majoritairement du bassin local. Pourtant, l'équipe pédagogique met en œuvre de multiples actions pour améliorer l'attractivité de la formation : immersion, JPO, présentation dans les lycées, ateliers avec les 14 établissements encordés, salon de l'étudiant. De plus, un recrutement via RéoSup (plateforme pour réorienter les étudiants en difficulté en début de cursus) est possible (nombre non précisé). Ces actions semblent donner des résultats sur l'année à venir (chiffre non précisé), mais cela demande à être consolidé sur la durée. Au cours du cursus, les étudiants suivent le continuum BUT1 à BUT3, et 3 à 5 étudiants sont recrutés en BUT2 et BUT3. Concernant la répartition de l'origine des étudiants, la part des 50 % de Bac technologique ne peut être constamment respectée, notamment du fait de la concurrence avec les BTS locaux, mais une nouvelle fois, les actions mises en place permettent de l'atteindre certaines années. Il est donc préconisé de poursuivre les efforts fournis, la place de la professionnalisation dans la formation devrait aussi constituer un argument convaincant. Par ailleurs, une concertation avec le rectorat sur la filière technologique, sa cohérence et son attractivité pourrait aussi aider à travailler ces aspects.

Le conseil de perfectionnement ne présente pas actuellement un bon fonctionnement, les dispositifs d'amélioration continue de la formation devant être consolidés. Le compte-rendu de la réunion du 11 mai 2023 révèle certaines limites et, en l'état, montre qu'il s'apparente à une commission pédagogique. En effet, il n'est pas fait mention de la qualité des personnes présentes, de sa composition théorique et de sa fréquence. Les discussions ont porté uniquement sur le fonctionnement global par groupe et par année. Néanmoins, il est bien mentionné dans le dossier l'importance de la présence des professionnels, ce qui permet de faire évoluer la formation pour répondre au besoin local, notamment. De plus, d'autres thèmes devront être abordés, et en particulier, le devenir des étudiants, que ce soit pour l'insertion professionnelle ou la poursuite d'études, leur réussite avec la mesure de l'efficacité des dispositifs de soutien par exemple. Il devra également s'appuyer sur les évaluations des enseignements dans sa réflexion, processus associé en cours d'évolution au niveau de l'université. Il est souhaitable que ces évolutions conduisent à un meilleur taux de réponse (environ 50% actuellement). La réflexion qui est en cours au niveau de l'IUT pour faire évoluer les CP est donc à encourager. Enfin, un point de vigilance concerne la taille de l'équipe pédagogique dont le nombre de permanents est faible (10). Pour maintenir et améliorer la qualité de la formation, il est nécessaire de la renforcer.

L'adossement de la formation à la recherche est faible. L'implication des enseignants-chercheurs (EC) est insuffisante. Seuls 5 EC appartenant majoritairement aux sections 27 et 61, interviennent dans la formation pour un total de 1472h. Une sous-dotation est signalée dans le dossier et ce chiffre peut être mis en regard de la taille de l'équipe pédagogique (11 permanents et 10 vacataires). Un recrutement est néanmoins prévu en 2025. Les projets et SAÉ permettent une initiation minimale aux méthodologies de recherche. Aucun étudiant n'a été accueilli dans les laboratoires de recherche d'attache des EC. Il est donc nécessaire d'impliquer davantage les enseignants-chercheurs dans la formation de l'IUT.

Conclusion

Points forts

- Une place de la professionnalisation très bonne ;
- Une approche par compétences mise en œuvre ;
- Des pratiques pédagogiques variées.

Points faibles

- Une attractivité de la formation fragile ;
- Un adossement à la recherche faible ;
- Un conseil de perfectionnement au fonctionnement inadéquat avec des dispositifs d'amélioration continue à consolider.

Recommandations

- Renforcer l'attractivité en poursuivant les actions déjà engagées.
- Renforcer l'adossement à la recherche en augmentant notamment l'implication des enseignants-chercheurs et en augmentant les heures dédiées à la recherche.
- Formaliser un conseil de perfectionnement s'appuyant sur des dispositifs d'amélioration continue solides.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) RÉSEAUX ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Réseaux et télécommunications* de l'université d'Artois est porté par l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Béthune et propose deux parcours : *Cybersécurité (Cyber)* et *Réseaux d'opérateurs et multimédia (ROM)*. Le BUT RT est une formation pluridisciplinaire qui forme des techniciens supérieurs spécialisés dans le déploiement, la maintenance et la sécurisation des réseaux informatiques. L'enseignement est dispensé à l'IUT de Béthune et le BUT peut se préparer en formation initiale classique ou en alternance (apprentissage) à partir de la 2^e année. La capacité d'accueil en première année est de 52 étudiants.

Analyse globale

Le BUT RT vient bien compléter l'offre de formation de l'université d'Artois et est en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement. La formation est attractive et répond à un besoin du territoire. Elle entretient de très bons liens avec le monde socio-économique et bénéficie d'un bon adossement à la recherche. Un conseil de perfectionnement est bien en place, mais aucun professionnel extérieur n'y assiste. L'ouverture à l'international est peu développée et le taux de réussite relevé d'après les tableaux fournis est relativement faible.

Le BUT RT bénéficie d'un bon adossement à la recherche. Cela se traduit par l'intervention de 7 enseignants-chercheurs dans la formation (650h de formation au total), un cours en BUT3 de veille technologique et une introduction à la recherche ainsi que des visites de laboratoires (facultatif) de l'université d'Artois.

La formation entretient de très bons liens avec le monde socio-économique et intègre des éléments de professionnalisation. Les partenaires prennent part à la formation en proposant des stages, des alternances, en participant aux soutenances, mais également à plusieurs réunions annuelles liées à l'apprentissage. Les échanges permettent d'adapter les contenus de formation aux réalités économiques du territoire. Les compétences attendues sont clairement décrites et en adéquation avec les besoins socio-économiques du territoire. La part d'intervenants professionnels extérieurs dans la formation est de 22 % environ, ce qui est correct. Le BUT RT est proposé en formation initiale classique et en contrat d'apprentissage à partir de la 2^e année. La formation continue est également proposée, mais il n'y a eu aucune personne concernée sur la période évaluée. La durée des stages est de 24 semaines au total sur les 3 années. Les étudiants ont la possibilité de passer des certifications professionnelles (Cisco, Stormshield). Le BUT étant récent, il n'y a pas eu de validation des acquis de l'expérience (VAE) et de demande de formation continue sur la période de référence.

L'ouverture à l'international est très peu développée dans le BUT RT. Le nombre de mobilités entrantes ou sortantes est quasi inexistant (1 mobilité sortante en 2022/2023). L'équipe pédagogique en a bien conscience et compte bien, avec l'appui de l'Université d'Artois, développer les aspects internationaux de la formation.

La formation a mis en place l'approche par compétences. Les documents fournis concernant la structuration en blocs de compétences sont clairs. Cependant, peu d'informations sont fournies sur les modalités concrètes de mise en œuvre de l'approche par compétences. Le programme de la formation est cohérent avec les objectifs pédagogiques visés et la fiche RNCP (Répertoire national des certifications professionnelles). La valorisation des compétences acquises dans le cursus ou en dehors de celui-ci est en place via un e-portfolio où chaque étudiant dispose d'un compte.

La diversification des méthodes pédagogiques se veut assez classique. La plateforme Moodle et l'application Wooclap sont utilisées et des vidéos sont déposées par les enseignants sur la webTV. Les étudiants peuvent aussi utiliser IUT en ligne.

La formation développe et suit son attractivité auprès de ses différents publics. Le BUT RT recrute essentiellement des baccalauréats généraux et technologiques. Le taux de pression est plutôt bon (1 place pour 10 candidats environ). La formation est attractive et suit et analyse l'évolution des candidatures et des inscriptions des différents types de publics.

La formation suit la réussite de ses étudiants. D'après le tableau, le taux de réussite du BUT1 vers le BUT 2 est de 56 % pour 2022/2023, ce qui est plutôt faible au regard de la sélectivité de la formation. Concernant le passage du BUT2 au BUT3, le taux de réussite est de 60 %, ce qui est également faible. Aucune analyse n'est faite quant aux étudiants ne validant pas la première année de BUT.

La mise en place récente du BUT ne permet pas de faire d'analyses sur l'insertion professionnelle et la poursuite d'études de ses diplômés au regard de ses objectifs et du marché de l'emploi. Cependant, les documents de preuve relatifs à la LP *Réseaux informatiques* montrent une très bonne insertion professionnelle à 30 mois avec un pourcentage de réponses très bon (69 %).

Le BUT a mis en place un processus interne d'évaluation formelle de la formation. L'évaluation par questionnaire de la formation est effective avec un taux de réponse de réponse de 70 % (37/52) en 2022/2023, ce qui est bien. Le conseil de perfectionnement est en place, mais d'après la composition de ce dernier, aucun représentant professionnel extérieur n'est présent. L'IUT compte faire évoluer et uniformiser ses modalités, afin d'accroître l'implication de tous les acteurs et d'assurer que les objectifs du conseil de perfectionnement soient clairs et bien compris au sein du département.

Conclusion

Points forts

- Un très bon lien avec le monde socio-économique ;
- Une bonne attractivité de la formation ;
- Un bon adossement à la recherche.

Points faibles

- Des taux de réussite relativement bas ;
- Une absence de professionnels extérieurs au conseil de perfectionnement ;
- Une ouverture à l'international peu développée.

Recommandations

- Améliorer les taux de réussite de la formation.
- Intégrer des professionnels extérieurs dans le conseil de perfectionnement.
- Développer davantage l'ouverture à l'international en créant des partenariats internationaux par exemple.

LICENCE CHIMIE

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence *Chimie* de l'université d'Artois est une formation comprenant deux parcours en troisième année (L3) : *Chimie* et *Métiers de l'éducation scientifique*. La formation est portée par la faculté des Sciences Jean Perrin et contient 1585 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 99 étudiants et 34 enseignants permanents. Par ailleurs, la licence prévoit un accès santé, pour les étudiants qui souhaitent intégrer la deuxième année des formations en médecine, maïeutique, odontologie, pharmacie, kinésithérapie (MMOPK).

Analyse globale

La licence *Chimie* de l'université d'Artois est une formation en cohérence avec les axes stratégiques de l'établissement. Bénéficiant de l'écosystème développé par l'alliance A2U (financement d'innovations pédagogiques, mise en place de certification à l'IA, accompagnement à l'approche par compétence), cette licence propose une formation par la recherche où la professionnalisation et les innovations pédagogiques sont bien développées. Elle répond aux enjeux d'ancrage territorial et de démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur avec plus de 80 % des nouveaux inscrits qui sont issus du territoire local et un taux de boursiers très important, entre 60 et 70 %. De plus, les diplômés poursuivent majoritairement vers le niveau master, souvent dans des établissements de l'académie. Toutefois la stratégie d'internationalisation reste à définir, les partenariats et les mobilités sont à développer. Cette question, de même que celles des relations avec l'environnement socio-économique seraient à aborder dans le conseil de perfectionnement, afin que l'instance se saisisse pleinement de ces prérogatives.

L'adossment à la recherche de cette licence est pertinent avec les dispositifs de formation par la recherche tout au long du cursus. 29 enseignants-chercheurs (EC) assurent environ 75 % des heures d'enseignement et sont pour la plupart issus du laboratoire de recherche Unité de Catalyse et Chimie du Solide (UCCS) UMR CNRS 8181. Par ailleurs, la formation décline tout au long des six semestres des actions de formation par la recherche : du semestre 1 avec la présentation des métiers de la recherche au semestre 6 avec des situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) où l'étudiant élabore un protocole scientifique en autonomie ou encore une UE d'initiation à la recherche de 20 heures dans le parcours *Chimie*. En complément, 68 heures sont consacrées à la sensibilisation à la recherche; bien qu'assez faible, ce volume reste classique en licence. En outre, le stage obligatoire de six semaines en licence 3 peut également se faire en laboratoire de recherche ou en service recherche et développement, ce qui est le cas pour 5 à 7 étudiants par an. La recherche bibliographique fait aussi partie des objectifs de la formation, en semestre 3 notamment ; les étudiants bénéficient d'ailleurs d'un accompagnement à la recherche documentaire et à la e-réputation par les personnels du service de documentation de la faculté des sciences, intervenant en concertation étroite avec l'équipe pédagogique. L'intégrité scientifique et la déontologie sont également intégrées dans les UE et les projets ; on notera enfin la signature d'une charte anti-plagiat à l'occasion du stage de semestre 6.

Faisant partie des objectifs de la formation, la professionnalisation est très bien développée, malgré des relations peu formalisées avec l'environnement professionnel. Les étudiants bénéficient de réels éléments de professionnalisation durant l'ensemble du cycle. Ainsi, la maquette comporte des ateliers de construction de projet professionnel en S1, S3 et S5 ainsi qu'un stage obligatoire au S6 de 6 semaines qui est préparé au S5, notamment grâce à des conférences aux techniques de recherche d'emploi. La formation comporte aussi des UE dans le domaine de la qualité au S4. Elle s'est engagée dans l'approche par compétences, de la description en blocs de compétences jusqu'à la mise en œuvre, rendant plus visible la formation pour les jeunes et les professionnels. Ainsi une SAÉ est assurée par un professionnel en insertion professionnelle. On regrette que davantage de SAÉ ne soient pas construites avec des professionnels de la chimie. La formation entretient également des relations avec le monde économique grâce aux stages, à la participation des professionnels au conseil de perfectionnement et à la participation de la formation à des comités Écoles-Entreprises comme

Rassemblons nos forces avec l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM), le Medef et la Chambre de commerce et d'industrie. Sur ces deux derniers points, le dossier apporte peu de précisions, en particulier concernant les entreprises avec lesquelles la formation collabore. Il serait judicieux de formaliser les relations avec les entreprises afin de les pérenniser et d'impliquer davantage les professionnels dans les enseignements. Actuellement on dénombre six professionnels, qui n'assurent que 58 heures sur les trois années de formation (sur un total de 1585 heures), ce qui est très peu. Cette évolution serait cohérente avec celles déjà engagées, visant à rendre obligatoire une UE sur la qualité en S4 et à mettre en place une certification en intelligence artificielle à partir de 2023-2024. Ces partenariats pourraient également contribuer à renforcer l'intégration des enjeux de transition écologique et sociétale dans la formation. À ce jour, les initiatives sont soit ponctuelles - telles que la Fresque du climat rendue obligatoire en L2 et une SAÉ en L3 "Conception d'un protocole expérimental autour de la notion de chimie durable" -, soit très générales - notion de chimie verte, gestion du matériel de travaux pratiques dans le respect de l'environnement. L'équipe pédagogique en a d'ailleurs conscience et souhaite mettre en place le socle commun de connaissance et évolution des UE pour s'aligner avec le cadre national.

La dynamique de transformation pédagogique de l'équipe est remarquable. La formation est très active dans le domaine de l'innovation pédagogique, proposant des modalités pédagogiques très variées, et est fortement engagée dans l'approche par compétences. Tout au long de la formation, l'équipe pédagogique est investie dans des approches pédagogiques diversifiées dans plusieurs disciplines. Ainsi, en complément de la traditionnelle plateforme numérique Moodle, la pédagogie inversée est utilisée en L1 et en L3 dans les domaines de la chimie, de la physique et des mathématiques. Les travaux de groupe et de co-apprentissage sont utilisés sur les trois années, ainsi que des jeux de rôle et un tournoi dans le cadre de l'alliance A2U. Pour cela l'équipe pédagogique est accompagnée par le service universitaire de pédagogie Centre de transformations et d'innovations pédagogiques (CETIP) de l'université. Tous les ans, elle a pu bénéficier de financements dans le cadre de bonus qualité enseignement de l'université d'Artois et de bonus qualité enseignement en Réseau de l'alliance A2U pour des projets en L1, L2 ou L3 dans différentes disciplines (chimie, physique, mathématiques). Elle a valorisé ces expériences pédagogiques dans deux articles de revue de pédagogie, ainsi que dans des communications associées. La formation a par ailleurs obtenu quatre labels d'innovation pédagogique et un prix d'excellence innovation pédagogique sur la période 2020-2022. Les étudiants et l'équipe ont à leur disposition de nombreux équipements comme une salle de pédagogie active et des salles d'équipes en vidéo et captation.

À cela s'ajoute la transformation de la maquette pédagogique en approche par compétences. La formation a intégré le projet Nouveaux cursus à l'université (NCU) Licence compétences en réseau (LCeR), porté par l'alliance A2U, qui a accompagné les équipes pédagogiques des licences à la définition des blocs de compétences et à leur mise en œuvre. L'établissement a également soutenu la démarche en prenant le relais sur les financements du projet NCU. Des SAÉ ont été élaborées dans les trois années de formation. Le e-portfolio n'a pas encore mis en place et fait partie des projets de l'équipe pédagogique. En complément la formation propose des certifications aux compétences numériques (Pix) pour les étudiants du parcours *Métiers de l'éducation scientifique*, et va la rendre obligatoire pour tous les étudiants de la licence. L'équipe a aussi comme projet la certification en orthographe. Un bilan en conseil de perfectionnement serait le bienvenu par la suite.

L'équipe pédagogique suit avec une grande attention le parcours des étudiants depuis la candidature jusqu'à l'insertion professionnelle, ce qui en fait une formation attractive, dont les taux de réussite sont bons et qui permet à ses diplômés de poursuivre majoritairement vers le niveau master. L'analyse statistique des candidatures en S1 fait apparaître une légère baisse passant 462 en 2021 à 385 en 2022, ce qui se traduit par une baisse des effectifs néoentrants passant de 43 à 37 sur la même période. L'attractivité reste tout de même très bonne (environ 10 candidatures pour 1 place), avec un recrutement majoritairement local (plus de 80 % des inscrits). On observera que les effectifs de L.AS sont en très nette baisse avec 10 inscrits en 2020-2021, 11 en 2021-2022, puis 4 en 2022-2023. Ils sont d'ailleurs deux en 2020-2021 et 2022-2023 a intégré la deuxième année de formation médicale ou paramédicale (diplôme de formation générale [DFG] 2). La formation établit bien un constat dans la baisse des inscriptions en L.AS lié au processus de la plateforme Parcoursup mais ne propose pas de solution. Pourtant la politique de communication auprès des lycées est active avec la participation aux forums et salons d'orientation, aux journées portes ouvertes, mais aussi aux journées d'immersion des lycéens à l'université. Ces actions pourraient être renforcées par des collaborations avec les lycées autour de projets pédagogiques en profitant de la dynamique de l'équipe sur ces questions. Concernant les passerelles, la formation en propose, entrantes et sortantes avec la classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE), les brevets de technicien supérieur (BTS) et les bachelors universitaires de technologie (BUT). Concernant les étudiants intégrant la formation en cours de cursus, leur nombre est réduit (seulement 8 arrivent en L2 en 2021) sans que la formation ne précise de quelle formation sont issus ces étudiants ni n'analyse pourquoi cette passerelle fonctionne peu.

Pour ce qui est de la réussite, la formation suit avec attention les taux de réussite et porte une analyse fine sur ces taux. Ces analyses et la politique d'innovation pédagogique de l'équipe permettent à la formation d'avoir de bons taux de réussite : environ 50 % en L1 (hors période COVID de 2020-2021), environ 66% en L2 et entre 71%

et 87% (hors période COVID) en L3. En complément la formation a effectué le suivi de cohorte sur les étudiants entrants en formation en 2020, ce qui permet d'avoir des données objectives sur le parcours des étudiants sur la totalité de cycle et d'en améliorer le pilotage.

Enfin , le responsable de la formation effectue également le suivi du devenir des diplômés. Les taux de retour aux enquêtes sont excellents (entre 82 et 100 %). Comme dans de nombreuses licences générales, il y a peu d'insertion professionnelle (environ deux par an), la majorité des diplômés poursuivent les études notamment dans l'établissement (environ 50 %), les autres vont vers l'université de Lille, sauf en 2022 où environ un tiers a continué ses études en dehors de la région.

La formation bénéficie de processus de pilotage des moyens clairs et associant tous les niveaux de décision : l'établissement, la composante et la formation. Le pilotage pédagogique de la formation demande à être renforcé afin de jouer pleinement son rôle d'amélioration continue. La subsidiarité est bien déployée afin que la formation dispose des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. Ainsi, la L1 est mutualisée avec la L1 *Physique, chimie (PC)* et *Sciences de la vie (SV)* et les maquettes pédagogiques sont construites avec un cadrage horaire maximum permettant la maîtrise des coûts de formation. Ces maquettes sont votées en commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU). Le nombre de groupe de travaux dirigés (TD) est défini en concertation entre l'équipe pédagogique et la composante, avec une adaptation possible en cours d'année selon les effectifs, afin de gérer au plus juste les effectifs, tout en tenant compte des impératifs pédagogiques.

Concernant les dispositifs d'amélioration continue, la formation procède bien au questionnaire d'évaluation de la formation par les étudiants élaboré par l'établissement. Toutefois le taux de retour est faible (10 répondants sur 32 inscrits) compte tenu des effectifs. Les résultats sont bien donnés dans le dossier, mais le conseil de perfectionnement ne les examine pas. Ce dernier est d'ailleurs opérationnel. Commun aux licences *Chimie, Physique, chimie* et *Sciences de la vie*, il va être scindé en deux en 2023-2024 avec un conseil pour la licence *SV* et un conseil regroupant les deux autres licences. Il comporte bien des enseignants et enseignants-chercheurs, des étudiants et des professionnels dont on ne connaît cependant pas la proximité avec la formation. Il est bien structuré pour analyser la formation (attractivité de la formation, enseignements et évaluations, réussite des étudiants, scolarité, professionnalisation de la formation). Dans le compte-rendu du conseil inclus dans le dossier d'autoévaluation, il n'est pas évoqué les partenariats avec l'environnement académique et professionnel, ni le processus d'auto-évaluation, pourtant dans ses prérogatives. À ce jour, il s'apparente davantage à une commission pédagogique. La future structuration du conseil de perfectionnement, commun uniquement à la licence *Physique, chimie* devrait permettre de conforter un pilotage de la formation déjà bien engagé, comme en témoigne la très grande qualité du dossier d'autoévaluation.

L'ouverture à l'international est très modeste malgré un environnement favorable. La politique des langues est classique et vise peu d'interculturalité : les étudiants ont des enseignements d'anglais chaque semestre de la formation, ce qui représente un volume total de 78 heures qui va passer à 90 heures en 2023-2024 avec la nouvelle maquette déclinée en compétences. À cela s'ajoute la possibilité de passer une certification, le CLES (obligatoire pour le parcours *Métiers de l'éducation scientifique*, facultative pour l'autre), 1 à 4 étudiants par an la passent. Les étudiants ont aussi la possibilité sur la base du volontariat de participer à un espace de dialogue à l'institut Confucius de l'Artois pour s'initier à la culture chinoise. Le dossier ne précise toutefois pas comment les étudiants s'approprient ce dispositif.

Concernant la mobilité des étudiants, elle est très faible, puisqu'on ne dénombre que deux mobilités entrantes avec le Maroc en 2021. Malgré un coordonnateur de relations internationales dans la composante et un service administratif dédié, la formation a très peu de collaborations à l'international, avec des universités ou des entreprises. Un accord Erasmus vient d'être signé avec l'université de Calabre en Italie et pourrait donner des perspectives d'évolution. L'équipe pédagogique a conscience de ces lacunes et cherche à développer des mobilités virtuelles, sans donner plus de précisions toutefois. Développer l'interculturalité au niveau de la licence serait cohérent avec les collaborations internationales qui se mettent en place au niveau du master, dont un double diplôme avec l'université de Calabre et deux projets d'université européenne dans lesquels l'université d'Artois est engagée.

Conclusion

Points forts

- Une formation à et par la recherche développée ;
- Des dispositifs de professionnalisation nombreux ;
- Une dynamique très forte autour de l'innovation pédagogique ;
- Une formation impliquée dans le pilotage des moyens.

Points faibles

- Un parcours en manque d'attractivité ;
- Une participation des professionnels dans les enseignements trop faible ;
- Un processus d'amélioration continue insuffisamment approprié par l'équipe pédagogique ;
- Une internationalisation balbutiante.

Recommandations

- Améliorer l'attractivité du parcours *Métiers de l'éducation* ;
- Intégrer davantage d'interventions de professionnels dans la licence.
- Renforcer les processus d'amélioration continue en augmentant le taux de réponse aux enquêtes.
- Élaborer une stratégie d'internationalisation.

LICENCE INFORMATIQUE

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence *Informatique* de l'université d'Artois est une formation comprenant deux parcours en troisième année (L3) : *Informatique* et *Métiers de l'éducation scientifique*. La formation est portée par la faculté des Sciences Jean Perrin à Lens et contient 1500 heures étudiant en moyenne. Elle compte en 2022-2023 273 étudiants et 20 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence *Informatique* s'inscrit dans une offre complète de formation en informatique, au sein du domaine d'intérêt majeur « *IA au service des autres disciplines* » de l'université d'Artois. Elle bénéficie de l'adossement au CRIL (Centre de recherche en informatique de Lens, UMR 8188), unité de recherche de grande qualité. Grâce au programme PIA NCU « Licence compétences en réseau » de l'alliance A2U, la formation a déjà mis en place l'approche par compétences. Avec des effectifs stables et une bonne poursuite des études en master, la licence doit néanmoins faire face à des taux de réussite faibles en L1 et à une certaine fragilité des moyens humains.

La formation jouit de la très bonne visibilité de l'informatique au sein de l'établissement, mais doit s'appuyer sur un nombre important de vacataires. Articulée au premier semestre avec la licence de mathématiques et en sortie avec les masters d'informatique, cette licence est très bien intégrée dans l'offre de l'établissement. La proximité des enseignants-chercheurs, voire des chercheurs du CRIL intervenant dans la formation facilite le contact des étudiants avec la recherche. Toutefois, 46 % des heures sont effectuées par des vacataires non-permanents (ATER, doctorants contractuels, CDD d'enseignement), surtout pour couvrir les nombreux groupes de TD et TP en L1.

La professionnalisation est très forte à travers des stages, l'enseignement par projets et l'intervention des professionnels des entreprises. Un stage de minimum 8 semaines est exigé en fin de licence, et de nombreux projets sont proposés sous forme de situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ), qui représentent 14 modules au total, allant des projets disciplinaires (bases de données, réseaux-web) aux "soft skills" (communication et techniques de recrutement). L'intervention des professionnels extérieurs se fait dans quelques unités d'enseignement et à travers des présentations hebdomadaires d'entreprises, notamment régionales. La formation n'est pas ouverte à l'alternance et ne propose pas de dispositifs adaptés pour la formation continue.

L'organisation pédagogique a permis la mise en place de l'approche par compétences et des SAÉ, menant à une refonte des modalités de contrôle. L'approche par compétences a été travaillée au sein de l'alliance A2U et du programme PIA NCU « Licence compétences en réseau », avec l'établissement d'un référentiel et son implémentation, d'abord en L1 et L2 (2022) puis en L3 (2023). La construction des blocs de compétences et la déclinaison en compétences des unités d'enseignement sont lisibles et convaincantes. L'équipe pédagogique a fourni un effort considérable pour la mise en place des SAÉ et des modalités de contrôle adaptées. Cette transformation est trop récente pour en mesurer les conséquences (professionnalisation, autonomie des étudiants, attractivité), qui restent à analyser dans les prochaines années. Un autre pas encore à franchir est l'ouverture de certaines unités d'enseignement à l'ensemble de l'alliance A2U, avec des modalités d'enseignement asynchrone et hybride (présentiel/à distance).

La formation à l'anglais est bien intégrée au cursus, avec des résultats à améliorer. Avec 116h d'enseignement d'anglais et un outil de certification (LinguaSkill) l'offre paraît suffisamment étoffée. Néanmoins, en 2023, seuls 42 % des 55 étudiants de L3 ayant passé la certification B2 l'ont obtenue.

Le recrutement se fait majoritairement auprès des lycées alentour via ParcoursSup, complété par des recrutements à l'étranger. La formation a des effectifs globalement stables sur la période, avec autour de 270 étudiants sur tout le cycle (120 à 130 en L1, 71-93 en L2, 60-66 en L3). Le flux principal venant des lycées de proximité, la communication se concentre sur les portes ouvertes de l'université et sur des interventions dans les lycées. Le nombre de bacheliers technologiques est faible (de 14 à 6 étudiants), la moitié des étudiants de L1 sont boursiers. La licence recrute 10 à 20 étudiants par année et par niveau d'études, notamment via Études en France. Des recrutements d'étudiants de BUT et BTS sont faits au niveau de la L2 et la L3. L'équipe suit de près ce flux d'étudiants entrants, et l'attractivité apparaît en adéquation avec les capacités d'accueil. L'autoévaluation ne fait pas apparaître de démarche particulière pour élargir le périmètre des recrutements.

Malgré le suivi précis des cohortes, le taux de réussite en L1 reste faible. Ce taux est de 25 % en L1 en 2022-2023, et environ 20 % d'étudiants ne valident aucun ECTS. Il existe bien un "module renfort" en L1, suivi notamment par les étudiants ayant obtenu une admission "oui si", mais il semble insuffisant pour combler les lacunes en mathématiques. Les taux de réussite en L2 et L3 sont autour de 50 % et 70 %, ce qui reste trop faible.

La poursuite des études est bonne, avec une majorité des diplômés poursuivant en master au sein de l'établissement. La plupart des diplômés poursuivent par le master d'informatique de l'université d'Artois, en choisissant surtout les parcours *Ingénierie logicielle pour l'internet* et *Intelligence artificielle* (28/44 en 2020-2021, 27/50 en 2021-2022, 36/42 en 2022-2023), de par leur qualité et leur cohérence avec la licence, la possibilité de faire tout le master en alternance (pour le parcours ILI), et le besoin de cadres en informatique dans les entreprises régionales. L'autoévaluation ne détaille pas les autres choix de poursuite d'études, si ce n'est qu'ils sont motivés par des spécialisations qui n'existent pas sur place.

La formation est encadrée pour la moitié par des permanents, avec des fragilités malgré un soutien de l'établissement. Elle s'appuie sur 20 enseignants et enseignants-chercheurs permanents, et 23 vacataires. Sur la durée du contrat, elle a bénéficié du recrutement d'un professeur et d'un enseignant en CDI, plus un repyramidage. L'université soutient avec des ATER et des doctorants contractuels, voire avec des CDD enseignants voire, de façon surprenante, avec des autorisations de dépassement pour les enseignants-chercheurs bénéficiant de primes RIPEC (20h en plus des 50h réglementaires). Cela dénote un turn-over important et une quantité conséquente d'heures complémentaires. Les vacataires professionnels interviennent au niveau de certaines SAÉ et de modules très techniques.

La licence Informatique ne pratique pas l'évaluation formelle des enseignements par les étudiants, mais son conseil de perfectionnement se réunit annuellement. Ce conseil regroupe des responsables pédagogiques, représentants BIATSS et étudiants, représentants des entreprises. Il analyse l'offre de formation, l'impact des facteurs externes (par exemple, de la spécialité NSI au lycée) et internes (approche par compétences, SAÉ), l'adéquation avec le monde professionnel, l'articulation avec le BUT, la question de l'alternance.

Conclusion

Points forts

- Une formation bien intégrée de l'offre de l'université et dans le domaine d'intérêt majeur « *IA au service des autres disciplines* » ;
- Une approche par compétences déjà en place et des possibilités de collaboration dans le programme "Licence compétences en réseau" de l'alliance A2U ;
- Une poursuite des études de qualité.

Points faibles

- Des taux de réussite faibles ;
- Un taux d'encadrement d'enseignants permanents faible ;
- Un processus d'amélioration continue à renforcer.

Recommandations

- Améliorer le taux de réussite en 1re année par une communication plus précise envers les bacheliers et une adaptation des parcours en début de licence.
- Renforcer la part d'enseignants et enseignants-chercheurs permanents.
- Renforcer le processus d'amélioration continue par la mise en place d'une évaluation des enseignements et un suivi plus précis de la poursuite des études hors établissement.

LICENCE MATHÉMATIQUES

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence *Mathématiques* de l'université d'Artois est une formation comprenant deux parcours en troisième année (L3) : *Mathématiques* et *Métiers de l'éducation scientifique*. La formation est portée par la faculté des Sciences Jean Perrin à Lens et contient 1 569 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 139 étudiants et 15 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence *Mathématiques* occupe une place cohérente dans l'offre de formation de l'université d'Artois et répond à un besoin du territoire. La formation est convenablement adossée à la recherche et intègre des éléments de professionnalisation pour les étudiants. L'approche par compétences est initiée, mais la formation propose une approche pédagogique assez classique, et son ouverture à l'international est limitée. L'attractivité est en baisse et le taux de réussite assez faible. La formation est en difficulté pour obtenir des indicateurs de suivi des étudiants, et, plus globalement, manque d'un processus d'amélioration continue.

L'adossement à la recherche de la formation est modeste, malgré l'implication de nombreux enseignants-chercheurs, et la présence d'un laboratoire de recherche en mathématiques sur le site est peu exploitée. Les enseignants-chercheurs représentent la quasi-totalité des enseignants permanents (14 sur 15) et la moitié d'entre eux sont des professeurs des universités ou habilités à diriger des recherches. Les enseignants-chercheurs dispensent environ les deux tiers des heures de la formation. Le laboratoire de mathématiques auquel ils sont rattachés est implanté sur le même site. Si certains cours sont dispensés par des attachés temporaires d'enseignement et de recherche ou des doctorants, la formation reconnaît qu'elle entretient peu d'interactions avec le laboratoire au niveau licence. Il n'y a pas de formation à l'intégrité ou à la déontologie, ni d'initiation à la recherche en dehors du stage de L3. Les étudiants ont accès à une bibliothèque universitaire qu'ils peuvent exploiter pour les stages orientés spécifiquement vers la recherche.

La formation intègre quelques éléments de professionnalisation pour le parcours *Mathématiques* et entretient des relations avec le monde de l'éducation, utiles pour le parcours orienté vers les métiers de l'enseignement. La formation continue de collaborer avec l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPE) malgré son rattachement à l'université de Lille. Cinq enseignants-chercheurs de l'INSPE dispensent un total de 30 heures dans la formation, et contribuent à l'élaboration du programme. La formation entretient également des relations avec les lycées locaux pour le parcours *Métiers de l'éducation scientifique*. Un stage de L3, valorisé à hauteur de 4 crédits ECTS (dont la durée n'est pas précisée), est présenté comme obligatoire, mais seuls 14 étudiants sur 25 l'ont effectué en 2022-2023. La formation n'envisage pas la modalité de l'alternance et n'a accueilli aucun stagiaire de la formation continue au cours de la période de référence. Une ressource créditée de 3 crédits ECTS, correspondant à seulement 14 heures d'enseignement et présente uniquement au premier semestre, est dédiée au projet professionnel de l'étudiant.

La formation propose un enseignement de langue vivante cohérent, mais son ouverture à l'international est limitée. L'anglais est enseigné à tous les semestres (30 heures par année en moyenne). La taille des groupes est adaptée en première année (quatre groupes d'anglais pour une soixantaine d'étudiants) et les étudiants sont encouragés à passer une certification, prise en charge par l'université (en moyenne, un peu plus de 10 % des étudiants le font). La formation accueille des étudiants internationaux, principalement africains (entre 3 % et 30 % de l'effectif). Ces étudiants sont parfois en difficulté pour trouver un stage, mais la formation ne présente pas de dispositif spécifique d'accompagnement. La formation n'a pas de partenariats internationaux et ne propose pas de mobilité sortante.

L'approche par compétences est initiée, mais la formation semble n'avoir ni les moyens ni la volonté de diversifier ses pratiques pédagogiques. La formation présente une matrice de correspondance entre la maquette et les blocs de compétences, mais l'approche par compétences n'est pas entièrement finalisée. La maquette est construite avec une répartition classique entre cours magistraux (CM), travaux dirigés (TD) et travaux pratiques (TP), avec seulement huit crédits ECTS affectés aux situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) pour l'ensemble des trois années (dont quatre pour le stage). Les étudiants n'utilisent pas de e-portefolio. Les enseignants ne souhaitent pas bénéficier de formations et la formation revendique une approche pédagogique classique « à la craie », complétée par l'utilisation de l'outil informatique pour certaines ressources, et la possibilité d'utiliser des salles modulables pour des travaux de groupes. Cependant, les moyens alloués à la formation sont limités, avec par exemple un seul groupe de TD en deuxième année pour une cinquantaine d'étudiants dans certains enseignements.

La formation, dont l'attractivité est en baisse, suit peu les parcours des étudiants et présente peu d'outils pour améliorer le recrutement ou suivre la réussite des étudiants et le devenir des diplômés. L'attractivité de la formation est limitée et en baisse, avec au cours de la période de référence 69, 58 et 46 étudiants recrutés sur Parcoursup pour 70 places. Environ 90 % des étudiants recrutés disposent d'un baccalauréat général et 10 % d'un baccalauréat technologique. La formation estime que les journées portes ouvertes sont le principal outil d'information : elle ne présente pas d'autres dispositifs de communication auprès des lycéens. Elle est néanmoins en relation avec des lycées locaux pour le recrutement d'étudiants issus de classes préparatoires. Le taux de réussite dans les deux premières années de la formation varie entre 30 % et 50 % selon les années et atteint seulement 70 % en L3, ce qui est faible. Tous les étudiants de première année bénéficient d'un contrat de réussite pédagogique. Un dispositif d'aide à la réussite est mis en place pour les étudiants recrutés avec la mention « oui si » sur Parcoursup, mais celui-ci est peu efficace, car en moyenne seulement 5 % des étudiants concernés valident tous les crédits ECTS. La formation reconnaît ne pas pouvoir suivre correctement le devenir des diplômés. Ce manque de suivi avait déjà été signalé lors des deux précédentes évaluations. Une enquête informelle est présentée, qui indique 100 % de poursuite en master, mais elle concerne, au cours de la période de référence, seulement 17 diplômés sur les 52 du parcours Mathématiques et les 19 du parcours PE-MES.

La formation n'est pas entrée dans une démarche d'amélioration continue, formalisée, malgré les recommandations formulées lors de la précédente évaluation. L'évaluation des enseignements par les étudiants n'est pas mise en place de manière systématique. Des réunions avec les étudiants sont organisées, mais il n'y a pas d'enquête dédiée. Malgré les recommandations formulées en ce sens lors de la précédente évaluation, la formation n'a pas mis en place de conseil de perfectionnement. Elle reconnaît le problème, mais l'explique en disant avoir attendu d'avoir un enseignant volontaire pour s'en charger.

Conclusion

Points forts

- Une formation qui répond à un besoin du territoire pour le métier d'enseignant ;
- Une forte professionnalisation dans le parcours *Métiers de l'éducation scientifique*.

Points faibles

- Une absence récurrente de processus d'amélioration continue ;
- Un taux de réussite faible ;
- Un manque de suivi exploitable des étudiants diplômés (déjà pointé lors des deux précédentes évaluations) ;
- Une attractivité en baisse ;
- Une formation peu ouverte à l'international.

Recommandations

- Mettre en place un réel processus d'amélioration continue, notamment l'évaluation des enseignements par les étudiants et l'organisation d'un conseil de perfectionnement.
- Améliorer la réussite en mettant notamment en place des actions et des dispositifs de remédiation.
- Se doter d'indicateurs fiables concernant la poursuite d'études et l'insertion professionnelle des diplômés.
- Améliorer l'attractivité avec par exemple des actions de communication.
- Améliorer l'ouverture à l'international de la formation en encourageant les mobilités sortantes.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une qualité de la réussite faible au cours du cycle (taux de réussite faible et manque de dispositifs de remédiation) ;
- Une absence de processus d'amélioration continue (conseil de perfectionnement et évaluation des enseignements par les étudiants).

LICENCE PHYSIQUE, CHIMIE

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence *Physique, chimie* de l'université d'Artois est une formation comprenant deux parcours en troisième année (L3) : *Physique, chimie* et *Métiers de l'éducation scientifique*. La formation est portée par la Faculté des sciences Jean Perrin à Lens et contient 1550 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 79 étudiants et 27 enseignants permanents. Par ailleurs, la licence prévoit un accès santé (L.AS), pour les étudiants qui souhaitent intégrer la deuxième année des formations en Médecine, Maïeutique, Odontologie, Pharmacie, Kinésithérapie (MMOPK).

Analyse globale

La licence *Physique, chimie (PC)* de l'université d'Artois s'inscrit dans les axes stratégiques de l'université en favorisant l'accès à l'enseignement supérieur du territoire. Les bons taux de réussite, liés à la préoccupation de l'équipe pédagogique à la réussite étudiante, permettent majoritairement à ces étudiants de poursuivre ensuite les études vers un niveau master. La formation offre des dispositifs de professionnalisation qui pourraient être renforcés par davantage de partenariats avec l'environnement professionnel. De la même manière, la formation par la recherche mériterait d'être développée en élargissant les collaborations avec d'autres laboratoires de recherche, dans le domaine de la physique. Ces interactions pourraient contribuer à améliorer l'attractivité de la formation qui amorce une baisse, notamment sur le parcours *Métiers de l'éducation scientifique (MES)*. Les lycées sont aussi des partenaires qu'il convient de mobiliser afin d'étudier avec eux l'attractivité de la formation. L'ensemble de ces partenariats sont à travailler dans le cadre du conseil de perfectionnement, afin de préciser la stratégie de la formation, que l'on peine à comprendre dans le dossier d'autoévaluation (DAE).

La formation est bien engagée dans l'approche par compétences. Elle est aussi investie dans des dispositifs pédagogiques et outils numériques au bénéfice de la réussite étudiante. En s'appuyant sur le projet Nouveaux cursus à l'université (NCU) Licence Compétences en Réseau (LCeR), la licence *PC* s'est engagée dans l'approche par compétences. Les blocs de compétences sont bien identifiés, quatre situations d'apprentissage et d'évaluation (SAé) sont construites, favorisant l'interdisciplinarité, d'autres sont en projet. Le e-portfolio est mis en place, sans plus de détail sur l'évaluation par compétences. Des ingénieurs pédagogiques ont accompagné les enseignants-chercheurs dans la démarche. L'équipe pédagogique a bien analysé cette première phase et est dans un processus d'amélioration avec une réflexion sur les ressources. Elle propose aussi la certification Pix qui n'a été obtenue par les étudiants qu'en 2021 sans explication sur cette situation. En complément des traditionnels cours, travaux dirigés et travaux pratiques, l'équipe pédagogique s'est investie fortement dans les outils numériques pour la pédagogie. Elle a à sa disposition des salles toutes équipées en tableau numérique interactif. Elle expérimente aussi la réalité virtuelle qu'elle souhaite développer en partenariat avec le département informatique de la composante. La plateforme pédagogique Moodle fait aussi partie des outils utilisés par l'équipe, sans plus de précision dans le dossier. Enfin elle teste des applets, des vidéos scientifiques et des logiciels auprès des étudiants. L'évaluation de l'ensemble de ces actions sera à porter à la connaissance du conseil de perfectionnement. La formation reste cependant en présentiel, les enseignants ne favorisant les modalités à distance que pour des situations exceptionnelles. La formation est également attentive à la réussite des étudiants de L1 en leur proposant du tutorat disciplinaire en physique, chimie et mathématiques en première année. Ils ont aussi

la possibilité de réfléchir à leur orientation/réorientation grâce à un DU Tremplin de l'université. De plus, tous les étudiants ont un contrat de réussite pédagogique. L'ensemble de ces dispositifs amène à de bons taux de réussite puisque 45% des inscrits de L1, en moyenne sur les années 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023 valident leur première année en totalité. Peu ne valide aucune crédit ECTS (entre 4 et 9 étudiants). En deuxième année, les taux de réussite sont moins bons, notamment en 2022-2023 où seulement 9 étudiants sur les 32 inscrits valident

la totalité des crédits ECTS. Il convient de préciser qu'il n'y a pas d'analyse à ce sujet. Enfin les taux de réussite s'améliorent nettement en L3 avec un taux moyen de 86% de validation totale des crédits ECTS sur la période observée.

La formation propose des dispositifs pertinents favorisant la professionnalisation des étudiants comme une UE de projet professionnel en S1 et en S3 et une SAé construite avec des professionnels. Les relations avec l'environnement socio-économique mériteraient d'être élargies au domaine de la licence en prévision d'un passage à l'alternance. La poursuite d'étude qui se fait essentiellement vers le master serait à observer finement pour renforcer ces interactions. 10 professionnels interviennent pour environ 17% des heures d'enseignement (257 heures sur un volume total de 1550 heures) ce qui est un volume conséquent pour une licence généraliste. Les deux UE de projet professionnel font intervenir des professionnels dans le domaine des techniques de recherche d'emploi. D'autres interviennent pour la formation aux outils numériques (casques de réalité virtuelle, impression 3D, DAO). Toutefois aucun n'est dans le domaine de la physique ou de la chimie. Cela constitue un axe de progrès dont l'équipe pédagogique a conscience ; elle souhaite d'ailleurs collaborer avec les professionnels sur des SAé comme elle le fait sur l'une d'entre elles avec l'incubateur Louvre Lens Vallée, sans plus de précision. Des professionnels sont également membres du conseil de perfectionnement commun aux mentions *Chimie*, *Physique-chimie* et *Sciences de la vie*, sans que l'on puisse mesurer leur degré de proximité avec cette mention. De plus, des enseignants ont pu bénéficier d'une immersion en entreprise dans le cadre d'une collaboration avec l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) contribuant à une meilleure connaissance de l'environnement industriel. Enfin les étudiants ont la possibilité de faire un stage optionnel en L3. Comme il a été relevé en conseil de perfectionnement, la durée mériterait d'être allongée pour permettre aux étudiants d'acquérir une véritable expérience professionnelle dans le domaine de la licence. L'équipe pédagogique souhaite d'ailleurs aller plus loin avec l'ouverture de la formation à l'alternance. L'approche par compétences devrait être un moyen à mobiliser pour accompagner ce projet. La formation constate une poursuite d'études majoritairement vers le master, notamment en chimie. Il y a cependant peu de données chiffrées dans le dossier, bien que l'université ait en charge les enquêtes de suivi des diplômés. L'analyse du suivi des diplômés est succincte et le conseil de perfectionnement n'est pas saisi de cette question.

L'adossment à la recherche est modeste, se faisant essentiellement par les interventions des enseignants-chercheurs, la formation par et à la recherche pourrait être renforcée dans les SAé par exemple. La grande majorité des heures d'enseignement est assurée par les 22 enseignants-chercheurs de la formation (1300 heures sur les 1550 heures que compte la maquette pédagogique). Ils sont essentiellement du domaine de la licence, c'est-à-dire chimie, physique, matériaux et sont majoritairement rattachés au laboratoire d'Unité de Catalyse et Chimie du Solide (UCCS) (UMR CNRS 8181). L'ouverture vers d'autres laboratoires de recherche, notamment de physique, préconisée lors de la précédente évaluation n'a pas été suivie et à l'heure actuelle, l'adossment à la recherche se fait pour une grande partie par la chimie. Ceci peut expliquer en partie la poursuite d'étude massive vers le master de chimie. Le dossier ne mentionne d'ailleurs pas l'intervention d'enseignants-chercheurs dans d'autres disciplines, comme les mathématiques ou les langues. Les étudiants bénéficient aussi de visites de laboratoires, d'opérations de vulgarisation et d'une UE optionnelle d'initiation à la recherche en L3, sans que l'on puisse en apprécier davantage la mise en œuvre. L'équipe prévoit cependant de les développer davantage, sans plus de précisions. De même, les étudiants sont sensibilisés au plagiat en L1 dans l'UE de projet professionnel et l'équipe souhaite aller plus en avant, sans plus d'élément concret également. L'UE de projet professionnel est aussi l'occasion de faire intervenir les personnels de la bibliothèque universitaire sur les outils de recherche de documentaire. On peut regretter qu'il n'y ait pas plus de collaboration avec la recherche avec les UE du cœur de métier. La formation en a conscience et a prévu de former davantage des étudiants aux enjeux et aux méthodes de la recherche grâce aux SAé.

L'ouverture à l'international est modeste, ne se traduisant que par l'enseignement de l'anglais, dont les étudiants bénéficient à tous les semestres. Malgré une politique active de l'établissement, il n'y a eu aucune mobilité sur la période observée. L'anglais est bien dispensé chaque semestre avec un volume qui augmente au fur et à mesure des années de 24 heures en L1 à 36 heures en L3, pour un total de 90 heures. Ceci est accompagné d'équipements numériques dans la Maison des langues de l'UFR. L'ouverture au plurilinguisme est possible dans cette structure en autoformation, mais le dossier ne précise pas si les étudiants l'utilisent réellement. Deux à sept étudiants ont obtenu une certification en langue, mais on ne sait pas laquelle. Ce dispositif vise à préparer les étudiants à la mobilité, dispositif représentatif de la politique dynamique de l'université dont ne se saisissent pas les étudiants puisqu'il n'y a pas de mobilité sortante. Des accords Erasmus sont signés, des campagnes d'information sont organisées, un service relations internationales accompagne pourtant les étudiants. L'équipe pédagogique ne fournit pas d'élément d'analyse à ce sujet. Elle propose cependant d'améliorer la situation en mettant en place des enseignements en anglais dans les cours de spécialité et ainsi qu'une SAé sur la mobilité. Ce projet mériterait d'ailleurs d'être précisé. On notera que le nombre d'étudiants internationaux inscrits dans la mention est en augmentation en passant de 2 en 2020-2021 à 7 en 2022-2023 sans être inscrit dans des programmes de coopération internationale. Cette mobilité entrante ne s'inscrit donc pas dans une stratégie internationale.

L'attractivité de la formation est en diminution, ce qui doit inciter l'équipe pédagogique à davantage travailler ses partenariats académiques en interne avec les autres mentions de licence, mais aussi en externe avec les lycées et les autres établissements pour renforcer la visibilité de la formation parmi les bacheliers et les étudiants.

Les effectifs de la formation amorcent une chute inquiétante du nombre de néobacheliers inscrits qu'il est urgent d'analyser. Si les candidatures sur Parcoursup sont en augmentation passant de 737 à 908 candidatures entre 2020 et 2022, le nombre d'appelés augmente aussi de 472 à 593 de manière cohérente ; le nombre de lycéens qui s'inscrivent ensuite en L1 varie de 40 en 2020 à 18 en 2022. Ce recrutement est local, mais le dossier manque de données chiffrées sur ce point. Plus globalement il n'y a pas d'éléments d'analyse dans le dossier sur cette baisse alors que la communication avec les lycées est classique (participation aux salons d'orientation et journées portes ouvertes). Un travail pourrait aussi être engagé avec le rectorat et des partenariats avec des lycées pourraient être construits pour renforcer l'attractivité vers les filières scientifiques par exemple, dans un contexte de baisse démographique. La formation espère que la mise en place de parcours L.AS en partenariat avec l'université de Picardie Jules-Verne (UPJV) améliore la visibilité de la formation. Ce point sera à observer attentivement dans les années à venir. Des passerelles avec des brevets de technicien supérieur (BTS), des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) et des licences permettent également à des étudiants d'intégrer la licence en cours de cycle. Le dossier apporte peu de précisions sur ces passerelles, notamment sur les mentions et spécialités concernées. Elles sont peu mobilisées, puisque seuls 3 ou 4 inscrits en sont issus. Les effectifs de L3 sont également en baisse passant de 27 en 2020-2021 à 18 en 2022-2023. La question du positionnement de cette mention par rapport à celle de *Chimie* de l'université et son positionnement dans l'offre académique globale est à étudier, notamment à l'occasion du conseil de perfectionnement. Ce point est d'autant plus important qu'il était déjà soulevé lors de la précédente évaluation.

Le pilotage des moyens de la formation fait l'objet d'une réelle subsidiarité entre le niveau central de l'université, la composante et la formation. Le pilotage pédagogique est à renforcer en mettant en place l'évaluation de la formation en lien avec les services centraux et un conseil de perfectionnement intégrant davantage la stratégie partenariale de la formation avec son environnement.

La gestion des heures d'enseignement est bien répartie entre les compétences de chaque niveau de décision (central, composante, formation) : les maquettes d'enseignement et leurs modifications sont votées par la commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU) après avis de la composante, tandis que le nombre de groupes qui conditionne le coût réel de la formation est proposé par la composante en concertation avec le responsable de la mention. Il est ajusté dans l'année en fonction des effectifs du semestre. Pour cela, l'établissement dispose d'un outil d'aide au pilotage et il serait intéressant de voir par ailleurs s'il est effectivement partagé par les composantes. Concernant le pilotage pédagogique, l'établissement a en charge les enquêtes de suivi des diplômés et les enquêtes d'évaluation de la formation. Cela n'est cependant pas relayé par la formation. Dans le dossier, il y a peu de retours d'enquête de suivi des diplômés et l'enquête d'évaluation de la formation n'a été passée qu'en 2022 avec un taux de retour très faible (3 répondants sur 18 diplômés) ne permettant pas la fiabilité des résultats. D'autre part, le conseil de perfectionnement, commun aux mentions *Sciences de la vie*, *Chimie* et *Physique-chimie* qui comprend bien des enseignants, des étudiants et des professionnels ne s'intéresse pas aux résultats de ces deux types d'enquête. Bien structuré sur les thématiques pédagogiques (attractivité de la formation, enseignements et évaluations, réussite des étudiants, scolarité, professionnalisation de la formation), il ne traite pas des questions de positionnement de la formation dans son environnement et ses relations avec cet environnement. Il est mentionné une information à faire auprès des étudiants sur les métiers de l'instrumentation, sans que l'on sache si cette proposition relève d'une orientation de la licence vers cette thématique ou une ouverture vers ces métiers au regard de la poursuite d'étude vers la chimie. Le projet de séparer les conseils de perfectionnement de la mention *Sciences de la vie* et des deux autres mentions permettra de davantage évoquer les perspectives de chacune des mentions et notamment leurs relations partenariales.

Conclusion

Points forts

- Des très bons taux de réussite ;
- Un bon engagement de la formation dans l'approche par compétences ;
- Des pratiques pédagogiques diversifiées utilisant le numérique.

Points faibles

- Des effectifs en baisse ;
- Un adossement à la recherche modeste ;
- Un manque de vision stratégique du conseil de perfectionnement ;
- Un faible volume horaire d'enseignement des et en langue étrangère pour certaines années ;
- Une internationalisation faible.

Recommandations

- Renforcer les effectifs de la formation.
- Renforcer l'initiation à la recherche.
- Donner une dimension plus stratégique au conseil de perfectionnement en l'ouvrant aux partenaires professionnels.
- Améliorer l'ouverture à l'international.
- Renforcer l'enseignement des langues ou en langues étrangères dans tous le cursus.

LICENCE SCIENCES DE LA VIE

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence *Sciences de la vie* de l'université d'Artois est une formation comprenant quatre parcours en troisième année (L3) : *Biologie, biochimie*; *Sciences de la vie et de la terre*; *Sciences de la vie et de l'environnement* et *Métiers de l'éducation scientifique*. La formation est portée par la faculté des Sciences Jean Perrin et contient 1530 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 611 étudiants et 43 enseignants permanents.

Analyse globale

Ouverte depuis 1995 au sein de l'Unité de formation et de recherche (UFR) des Sciences, la licence *Sciences de la Vie (SV)* propose 4 parcours, un tronc commun pour les semestres 1, 2 et 3 puis une différenciation des parcours sur quelques ressources et SAÉ : parcours *Biologie-biochimie (BB)* ; parcours *Sciences de la vie et de la terre (SVT)*, parcours *Professorat des écoles et métiers de l'éducation scientifique (PE-MES)*, commun aux cinq mentions de licence de la faculté des Sciences Jean Perrin, devenu en 2022 Parcours préparatoire au professorat des écoles (3PE) rattaché à la mention SV ; parcours *Sciences de la vie et environnement (SVE)* en L2 et L3 complété par la création d'un master mention *Toxicologie-ecotoxicologie (MENACE)* ouvert en 2021. Depuis 2022, la maquette de licence SV est déclinée en 3 blocs de compétences, en L1 et en L2 et appliquée en L3 depuis la rentrée 2023, c'est une formation « Pilote » de cette démarche pour l'Université d'Artois (Livrets LCeR-APC-A2U), exemplaire pour la démarche approche par compétences (APC). La formation présente une équipe dynamique et volontaire sur l'évolution des pratiques en termes d'approche pédagogique et a su s'adapter aux évolutions sociétales et institutionnelles (mise en place de L.AS, création d'un parcours associé à un master, démarche pédagogique suivant l'APC effective).

L'adossement à la recherche de la licence SV est de bonne qualité, 33 enseignants-chercheurs (EC) des sections 31-32-64-65-66 interviennent dans la formation, à hauteur de 54 % des enseignements, tous parcours confondus, pour une équipe pédagogique de 106 intervenants. Le nombre d'EC est différent selon le niveau du cycle allant de 37 % en L1 à 77 % parcours en L3. La formation intègre une formation à et par la recherche adaptée à la finalité de chacun des parcours proposés, avec 130h lors des situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) pour les parcours BB et SVE, 83h pour le parcours SVT et 24h pour le parcours 3PE. La formation inclut des enseignements incluant le respect des principes déontologiques et l'intégrité scientifique dans différentes unités sur les 3 années et une des composantes essentielles de la compétence C2 "Exploiter des données scientifiques" correspond à cet aspect "en respectant les principes déontologiques". Des enseignements à la méthodologie informationnelle et documentaire par les personnels de l'université sont proposés dès la L1, ainsi qu'en L2 et L3 des formations par les enseignants aux bases de données bibliographiques pour l'analyse d'articles scientifiques et aux bases de données scientifiques. Par contre il est dommage que trop peu d'étudiants (2 sur la période, 5 en 2023-24) fassent leur stage obligatoire de 4 semaines en L3 dans un des deux laboratoires de recherche de rattachement de la formation.

La formation met en œuvre les méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées, l'approche pédagogique s'appuie dorénavant entièrement sur une approche par compétences en lien avec la fiche nationale RNCP. En effet, dans la continuité du précédent contrat (diversification des pratiques pédagogiques, label innovation pédagogique pour certaines UEs), l'équipe pédagogique s'est engagée dans le projet LCeR et a joué notamment le rôle de "pilote" dans la mise en place de SAÉ (23 % du volume horaire étudiant). L'équipe pédagogique a été formée à l'APC par le Labset (2020) et des membres de l'équipe pédagogique ont bénéficié d'un soutien et d'un accompagnement pour faire évoluer la maquette en approche par compétences (APC). Trois mobilités d'enseignants se sont faites dans ce cadre tout comme l'obtention de financements dédiés (4 BQE, 1 CPP) et l'obtention de labels "innovation pédagogique". L'essaimage des pratiques pédagogiques au sein de l'équipe a pu se faire avec la mise en place complète du programme en APC. L'évaluation des compétences se fait via des grilles spécifiques incluant l'utilisation du e-portfolio (étude

pilote, Projet PIA4 AP.RES). La formation valorise les compétences acquises dans le cursus ou en dehors de celui-ci (e-portfolio en cours de déploiement, certification PIX, valorisation de l'engagement étudiant...). La formation développe et diversifie ses pratiques pédagogiques et participe amplement aux divers PIA de l'établissement tout en proposant trop peu de modalités variées d'enseignement avec seulement 14h proposées à distance. (en dehors des 96h de l'option Santé). Une augmentation du nombre d'heures par enseignement à distance permettrait d'accueillir plus de candidats en formation continue (FC) et étudiants empêchés (SHN, étudiants salariés par exemple, entre 12 et 16 selon les années).

La formation analyse avec qualité l'évolution des candidatures, des inscriptions de ses différents types de publics et suit la réussite de ses étudiants qui reste trop faible. La formation s'appuie sur les dispositifs d'informations institutionnels (présence aux forums, aux JPO, site Internet rénové et actualisé, projet PIA3 OSER avec bus d'orientation). L'analyse des données Parcoursup montre que la formation est bien identifiée par les lycéens de l'académie (plus de 1600 vœux confirmés en moyenne) même si le taux d'inscrits définitif traduit que la formation n'est finalement pas leur premier choix (effectif moyen 330 étudiants en L1 avec 73 % néobacheliers dont 58 % de Lens et 80 % du Pas de Calais, 100 % d'accès). Il apparaît une très bonne attractivité de la L.AS (69 % d'accès). Des dispositifs ORE ont été mis en place : 13 % de l'effectif en L1 en 2 ans d'étudiants non scientifiques ou en RE ; 5 % de l'effectif avec un aménagement OUI SI Renfort aux étudiants au profil scientifique fragile. 84 % des inscrits ont un bac général, 13 % un bac techno et 3% une autre formation (DAEU, Bac étranger). 57 % des étudiants sont boursiers (contre 62 % lors du précédent contrat) restants au-dessus du taux moyen en France (36 %), et de celui de l'UA (47 %). 6 à 7 % d'étudiants internationaux. Les passerelles sont marginales avec un nombre négligeable d'étudiants concernés (passerelle entrante : 5 en L2, 2 en L3; passerelles sortantes : 3 à l'issue du L1 et 2 à l'issue du L2). Un taux global de 34 % de réussite apparaît pour le passage L1-L2 montant à 60 % sans les absents récurrents, 23 % d'étudiants n'obtiennent aucun ECTS. Le dispositif Oui si renfort (+48h) permet d'augmenter la réussite de 15 à 30 %. Le taux de passage L2-L3 est stable aux alentours de 50 % et l'obtention de la L3 atteint 67 % avec quelques disparités selon les parcours (BB: 52 %, SVT 57 %, SVE : 73 %, PE-MES : 100 %). Seuls 11 étudiants en L.AS ont été admis dans les formations en santé sur la période (9 sur 129 en L.AS1; 2 sur 9 en L.AS2). Ces chiffres ne sont pas analysés en regard des chiffres nationaux et relativement bas, notamment pour l'option santé.

La formation analyse la nature des poursuites d'études à partir d'enquêtes internes à 1 an de suivi de cohortes (taux de réponse est de 76 %). 90 % des étudiants admis poursuivent en master, 3 % choisissent une autre formation (école d'Ingénieur par exemple), 2 % partent en Licence professionnelle ou autre Licence 3 et 6 % arrêtent leurs études pour un autre projet. Les étudiants poursuivent en master avec une bonne adéquation entre les parcours proposés et les masters choisis par les étudiants. Ils restent à forte majorité dans la région (91 %) et 15 % choisissent des masters de l'établissement. Par contre, aucune analyse de l'IP (les 6 %) n'est faite.

En termes d'amélioration continue, la formation prend en compte les résultats de l'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants, réalisée de manière trisannuelle au niveau institutionnel, même si un trop faible nombre d'étudiants répond au questionnaire d'évaluation (36 sur 131) en L3 ne permettant qu'une vision parcellaire de l'avis des étudiants sur la formation. Un retour annuel à tous les niveaux du cursus permettrait d'inclure l'avis d'un plus grand nombre d'étudiants dans les discussions des commissions pédagogiques et du conseil de perfectionnement (CP). Ce dernier est commun aux Licences SV, Chimie et Physique, chimie, il se réunit une fois par an et comporte outre les responsables pédagogiques de la mention et des parcours de la licence, des responsables de licences professionnelles et de masters, des responsables administratifs (scolarité, CAP Avenir, relation internationale), des professionnels et des représentants étudiants. Un CR spécifique à la mention est fait.

Concernant la professionnalisation, la formation entretient des partenariats avec des acteurs professionnels locaux : présence au CP, accueil de stagiaires, participation aux enseignements (23 intervenants professionnels pour moins de 10 % d'heures maquettes). Des UE de préprofessionnalisation et SAÉ encadrées par des professionnels complètent cet aspect et un stage de 4 semaines est obligatoire en L3 pour 5 ECTS. La préparation à l'insertion professionnelle représente minimum 10 % des ECTS sur l'ensemble de la formation (UE, SAÉ, CV et préparation à l'entretien...). Malgré l'ouverture de la formation à la formation continue et la VAE, 6 FC inscrits et aucune demande de VAE sur la période de référence. Ce point devrait être amélioré au cours du prochain notamment grâce à la décomposition du diplôme en trois compétences alignées sur la fiche Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). Aucune analyse des insertions professionnelles n'est fournie puisque l'évaluation de la formation par blocs pourrait être un levier d'intérêt de ce public en recherche de développement de compétences spécifiques.

L'ouverture à l'international de la formation est parcellaire malgré l'existence d'un double diplôme avec l'Université de Palerme en Italie pour le parcours Biologie-Biochimie depuis 2017 et surtout des contenus et dispositifs institutionnels adaptés pour permettre son ouverture à l'international. La formation inclut très peu des mobilités encadrées entrantes (1) et sortantes (1) d'étudiants même si elle bénéficie d'un soutien institutionnel. Depuis la crise sanitaire, la formation accueille environ 7 % d'étudiants internationaux. La formation propose 24h d'anglais en L1, 30h en L2 et 48h en L3 et une certification seulement aux étudiants du parcours 3PE. Cette

dernière mériterait, au regard du nombre non négligeable d'heures de langues de la maquette, d'être proposée à tous les parcours. Il n'existe pas de dispositifs d'accueil de professeurs invités pour l'enseignement par l'établissement, mais 3 EC ont pu bénéficier d'une mobilité à l'international dans le cadre des modifications de la maquette pédagogique.

La qualité de l'autoévaluation et le dossier d'autoévaluation de la formation sont exemplaires. La formation a pu suivre deux des trois recommandations de la précédente évaluation notamment avec l'ouverture du parcours *SVE* suivi du master *MENACE* dans le même domaine et la mise en place, avec la loi sur l'orientation et la réussite des étudiants (ORE) de deux dispositifs d'aménagement (oui si et L1 en deux ans), le premier ayant permis une amélioration de la réussite des étudiants concernés.

Conclusion

Points forts

- Un adossement à la recherche bien développé ;
- Une poursuite d'études importante en masters ;
- Une formation attractive en cohérence avec la demande des étudiants de la région ;
- Une mise en place effective et exemplaire de l'approche par compétences ;
- Une place importante laissée aux innovations pédagogiques ;
- Un bon suivi pédagogique des étudiants ;
- Des stages obligatoires d'immersion en milieu professionnel des étudiants.

Points faibles

- Un taux de réussite faible ;
- Une absence de développement de modules de formation continue ;
- Une internationalisation faible de la formation.

Recommandations

- Améliorer la réussite en accentuant notamment les dispositifs issus de la loi ORE pour favoriser la réussite en L1 et en analysant la faible réussite de l'option Santé.
- Développer l'offre en formation continue notamment par l'enseignement à distance l'acquisition différenciée des compétences par niveau de la formation et en capitalisant sur l'APC.
- Encourager les mobilités entrante et sortante des étudiants comme des enseignants, notamment en communiquant de façon appropriée sur les dispositifs institutionnels.

LICENCE SCIENCES POUR L'INGÉNIEUR

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence *Sciences pour l'ingénieur* de l'université d'Artois est une formation comprenant cinq parcours en troisième année (L3) : *Génie logistique, Génie énergétique et maîtrise de l'énergie, Génie électrique, Génie civil, Génie mécanique et développement durable*. La formation est portée par la faculté des Sciences appliquées à Béthune et contient 1539 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 171 étudiants et 46 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence *Sciences pour l'ingénieur* occupe une place cohérente dans l'offre de formation de l'université, s'appuyant sur une approche par compétences réfléchie déployée à ce niveau. Elle intègre des éléments de professionnalisation dans son contenu, renforcés par la possibilité de suivre certains parcours en apprentissage. La réussite des étudiants est également satisfaisante. Malgré ces points positifs, elle souffre d'un déficit d'attractivité compensé par un recrutement via Études en France. Une équipe pédagogique investie permet d'obtenir ces éléments positifs. Néanmoins, elle devra se doter d'un conseil de perfectionnement dédié 1er cycle et corriger le pilotage de la formation pour harmoniser les pratiques et gagner en efficacité. Cela permettra de poursuivre l'amélioration de la formation et répondre au besoin du tissu socio-économique régional.

L'organisation pédagogique de la formation s'appuie sur une approche par compétences réfléchie appuyée par un PIA projet Licence compétences en réseaux (LCeR). Elle s'intègre bien dans l'offre de formation de l'établissement, étant complémentaire d'autres types de diplômes. Les situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) offrent des opportunités saisies par l'équipe pédagogique, notamment en termes d'interdisciplinarité à partir de la L2, d'expérimentations pédagogiques (appuyé par des Bonus qualité enseignement (BQE)) ou type d'enseignement. Par ailleurs, les enjeux du développement durable sont bien intégrés en particulier au niveau L3 (analyse du cycle de vie, conception éco-responsable, énergies renouvelables et efficacité énergétique).

Elle intègre également de nombreux éléments de professionnalisation. Des ressources et SAÉ liées à l'insertion professionnelle sont proposés tout au long du cycle (L1 : ateliers d'expressions, Projet personnel étudiant, L2 : initiation au droit du travail, construction du projet professionnel, L3 - techniques de recherche d'emploi). Un stage de trois semaines en L3 est obligatoire avec 10 ECTS. Le développement de l'apprentissage en L3 en lien avec les acteurs socio-économiques pour répondre aux besoins du bassin régional est effectif : 2 parcours (*Génie logistique* et *Génie mécanique et Développement durable*), et un troisième prévu en 2024. Par ailleurs, un accompagnement est proposé par le *Hubhouse* Artois pour des projets de création d'activité, d'association et pour différents aspects de l'entrepreneuriat. Néanmoins, même si une licence n'a pas vocation initiale à une insertion professionnelle, le taux d'insertion n'est pas connu. La part des interventions des professionnels pourrait aussi se renforcer (60h pour le cycle, 4 %), cela devrait être facilité par le développement de l'apprentissage précédemment mentionné.

La réussite des étudiants est satisfaisante pour ce niveau. Elle est stable à 50 % en L1, puis augmente à 53-81 % en L2 et 80 % en L3. Le taux d'abandon reste limité (16 à 26 %). Ce résultat satisfaisant s'explique par l'implication de l'équipe pédagogique et sa proximité avec les étudiants ce qui permet des actions rapides. Des dispositifs sont également mis en place (Tutorat et aide à la réussite pour 20h). On note néanmoins un parcours en L3 avec un taux moindre (63% pour *Génie mécanique*). La réussite est d'autant plus difficile du fait de la provenance variée des étudiants, notamment via Études en France.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche. Cela se traduit principalement par l'implication d'un nombre important d'enseignants-chercheurs (EC) (41) provenant de 4 laboratoires différents. La possibilité est également offerte aux étudiants d'effectuer un stage en laboratoire en L3. La formation à la recherche et à l'intégrité scientifique est présente, notamment à travers les SAÉ. Néanmoins, cela mériterait un renforcement par une formalisation explicite au niveau des enseignements, au lieu d'une dissémination qui doit être maintenue, mais celle-ci pourrait s'appuyer sur un socle affiché et solide.

L'attractivité de la formation est faible, en particulier au niveau L1 (300 à 400 candidatures pour une capacité affichée de 48). La dynamique sur la période n'est pas bonne puisque les effectifs sont en forte baisse comptant 50, 25, puis 15 étudiants dont 29, 21 et 7 sont recrutés via Parcoursup. Les équipes sont conscientes de ce point faible et mettent déjà en œuvre des actions de communications afin de faire connaître et valoriser les formations auprès des lycéens du bassin régional de recrutement. Le développement de l'apprentissage pourra également y contribuer. Cela permettrait également d'assurer un flux plus important pour les 5 parcours de L3. En effet, moins de 13 % des étudiants de L3 sont issus de la L1.

La formation est peu ouverte à l'international, cela consiste exclusivement au recrutement via Études en France qui représente 50 % des effectifs de L1 et environ 1/3 de ceux de L3, ce qui est important. Cela permet d'éviter des effectifs très faibles pour le niveau L1/L2 dû aux difficultés soulignées dans le point sur l'attractivité. Aucune mobilité n'est mentionnée alors que des dispositifs (Erasmus, programme BCI) existent, car il apparaît qu'ils sont prématurés à ce niveau d'études (mieux exploités niveau master). Il est noté un partenariat avec certaines écoles allemandes qui conduit à proposer une seconde langue pour 2 parcours L3, ce qui est remarquable, mais il est difficile de mesurer la réalité de ces échanges faute de chiffres. La certification CLES proposée et non obligatoire gagnerait également à être redynamisée (baisse de 14 à 2), en s'appuyant sur un volume d'heures d'anglais plus important (42h L1, 32h L2, 24h L3).

L'amélioration continue de la formation reste insuffisante, elle ne s'appuie ni sur un conseil de perfectionnement dédié à la licence, ni sur la mise en place d'une évaluation formalisée, unifiée et suivie pour tous les niveaux du 1er cycle. Ces éléments existent bien par ailleurs, mais sont soit trop globaux (CP effectué au niveau de la faculté des Sciences appliquées englobant toutes les formations scientifiques L, LP et M) ou bien dédiés à certains parcours (L3 GEME). Par ailleurs, une commission d'évaluation des enseignements (CEE) se réunit bien 2 fois par an, mais les questionnaires d'évaluation sont récents (22-23) et peu de réponses sont fournies (15 %). Il est donc nécessaire de formaliser cette démarche en complémentarité de la proximité de l'équipe enseignante avec les étudiants qui permet des actions correctives rapides. Elle pourra également s'enrichir par le suivi de l'insertion professionnelle et une réflexion sur le devenir des étudiants non admis en master par exemple.

Le pilotage de la formation gagnerait à être mieux explicité et défini, car les éléments précédemment cités font apparaître des pratiques diverses suivant les parcours (parcours L3 GEME inscrit au classement Eduniversal par exemple). L'équipe pédagogique est impliquée, en particulier pour la réussite des étudiants, mais cela pourrait aider à gagner en efficacité.

Conclusion

Points forts

- Un bon taux de réussite ;
- Un adossement à la recherche de bonne qualité ;
- Une approche par compétences mise en œuvre ;
- Une place croissante de l'apprentissage.

Points faibles

- Une attractivité de la formation à améliorer ;
- Un conseil de perfectionnement non spécifique à la mention ;
- Un pilotage de la formation à formaliser ;
- Un faible volume horaire d'enseignement des et en langue étrangère pour certaines années.

Recommandations

- Poursuivre et amplifier les actions pour une meilleure attractivité, point qui avait déjà été mentionné dans la précédente évaluation Hcéres.
- Formaliser un conseil de perfectionnement au niveau de la formation, point qui avait déjà été mentionné dans le précédent évaluation Hcéres.
- Expliciter et mieux définir le pilotage de la formation pour unifier les pratiques.
- Renforcer l'enseignement des langues ou en langues étrangères dans tous le cursus.

LICENCE PROFESSIONNELLE INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES : GESTION, PRODUCTION ET VALORISATION

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

Créée en 2009, la licence professionnelle *Industries agroalimentaires : gestion, production et valorisation* (LP IAGPV) est en partenariat avec deux établissements académiques : le lycée Biotech campus Wagnonville à Douai (Nord) et l'École nationale d'industrie laitière et des biotechnologies (Enilbio) de Poligny (Jura). Une convention tripartite est établie depuis 2015 permettant de régir les rôles de chacun des partenaires. La formation présentant un parcours *Biotechnologie et génie des procédés appliqués aux boissons (BGB)*, est une formation de niche, très orientée sur la bière et à la particularité qu'un semestre se déroule à Douai et le second à Poligny. Elle accueille ainsi au plus 18 étudiants, majoritairement des BTS/BTSA issus des établissements partenaires et est sous un rythme d'alternance (apprentissage principalement). Le nombre d'heures étudiant est de 486, la formation compte 3 enseignants permanents.

Analyse globale

La LP IAGPV est pilotée par un enseignant-chercheur de l'université d'Artois, et 2 coordonnateurs sur chacun des sites partenaires de la formation. Elle s'appuie sur 27 enseignants, dont seulement 3 enseignants-chercheurs, seuls permanents de l'équipe pédagogique. Elle est résolument tournée vers la professionnalisation de ces étudiants avec l'intervention de professionnels du secteur. Si la part d'intervention d'enseignants-chercheurs universitaire s'est améliorée, cet effort reste à poursuivre. Le taux de réussite des étudiants est particulièrement élevé et représente un point fort de cette formation organisée sur deux sites délocalisés très spécialisés (un par semestre). La formation bénéficie d'un adossement à la recherche qui pourrait être densifié et son ouverture à l'international mériterait d'être améliorée.

La formation est tournée vers la professionnalisation de ses étudiants. Ouverte en alternance, principalement par la voie de l'apprentissage, 12 professionnels (44.4 % des formateurs) réalisent 28,5% des heures maquette, montrant une progression depuis la dernière évaluation (20 %) des professionnels participent également au conseil de perfectionnement. Aucune VAE sur la période d'évaluation n'est à noter, mais des étudiants en formation continue sont inscrits. 22 ECTS (sur 60) sont consacrés à la professionnalisation.

Formation au départ hors les murs universitaires avec peu d'appropriations des outils universitaires, la relocalisation d'une partie des enseignements à l'Université d'Artois (en lieu et place de l'École nationale d'industrie laitière et des biotechnologies (Enilbio) de Poligny (Jura)) devrait améliorer le versant universitaire, puisque près des deux-tiers (64 %) des enseignements sont assurés par des enseignants du secondaire (au nombre de 12)...des deux lycées partenaires. La démarche pédagogique de la formation jusqu'en 23-24 suit une approche programme en lien avec les compétences de la fiche RNCP sur lesquelles elle s'appuie (fiche RNCP 30074). Par contre, la formation ne valorise pas les compétences du diplôme acquises dans le cursus ou en dehors de celui-ci puisqu'il n'existe pas de portfolio. Dès 24-25 et pour le futur, une Approche par compétences (APC) complète est déployée avec 4 blocs de compétences et la mise en place de situations d'apprentissage et d'évaluation (SAE). Même si la formation ne s'appuie pas sur les actions menées et sur les moyens obtenus dans le cadre des projets du Programme d'investissements d'avenir (PIA), elle a été soutenue indirectement lors du passage en APC pour la rentrée 2024 (PIA3 NCU LCeR avec l'accompagnement du Cetip

(Centre de Transformations et d'Innovations pédagogiques) pour l'élaboration du référentiel de compétences, la mise en place de SAE, la transformation de la maquette en compétences).

La Lpro IAGPV présente des méthodes pédagogiques classiques (aucun enseignement à distance, apprentissage par projets, études de cas) sans participer aux actions prévues par les projets du PIA. Les étudiants vont aux deux lieux d'enseignements (les deux lycées partenaires avec leurs espaces dédiés) et ne sont pas à l'université. Le recours au vecteur numérique et à la plateforme Moodle de l'université d'Artois est quasiment inexistant au sein de la formation. Ce point est à améliorer (formation universitaire, point central d'interaction étudiants-Université), notamment en empêchant toute autre forme de communication que les outils universitaires. Dès 2024, la relocalisation de la formation sur le site universitaire (Faculté des Sciences Jean Perrin à Lens) avec le partenariat persistant avec le lycée de Douai devrait permettre un meilleur accès aux étudiants aux différents services de l'Université.

Le parcours des étudiants de leur candidature à leur devenir est maîtrisé. Quelques informations sont fournies sur les dispositifs d'information sur la formation, mis en place par l'établissement ou la formation à destination des candidats (portes ouvertes, forums d'orientation, encart publicitaire dans un annuaire professionnel). Le recrutement est national même si la majorité des étudiants sont issus des deux départements dispensant la formation (Nord et Jura), titulaires d'un BTS/BTSA (56 %) des deux lycées partenaires. 20 % des étudiants correspondent à des demandes de reconversion ou de reprise d'études, le reste correspond à des licences et des DUT. Une baisse notable du nombre de candidatures, qui reste largement au-dessus de la capacité d'accueil est observée (101/82/85) avec beaucoup moins d'admis (38/31/21), le nombre d'inscrits est similaire (17/18/18 avec une capacité d'accueil de 18 étudiants). Le nombre de candidatures reçues a continué à chuter en 2023-2024 entraînant un point de vigilance et une recommandation à une promotion accrue de la formation pour les années à venir. L'analyse des candidatures et des inscrits a/c de l'année 24-25 sera à poursuivre notamment avec la mise en place de la nouvelle maquette et des lieux de formation restreints aux Hauts de France.

Les taux de réussite sont excellents (100/95/95 % de réussite) alors qu'aucun dispositif d'accompagnement particulier n'est mis en place. Le faible effectif d'étudiants (18 au maximum) et leur intérêt commun pour le domaine participe probablement à une cohésion de groupe où les étudiants s'entraident, favorisant du même coup les échanges entre les enseignants et les étudiants. L'analyse de la qualité de l'insertion professionnelle (IP) et de la nature des poursuites d'études (PE) à partir des enquêtes de suivi de l'insertion professionnelle et de cohortes (avec un taux satisfaisant de réponses autour de 80 %) indique un taux de PE à n+1 qui reste faible (4/13 en 19-20, 1/17 en 20-21 et 2/18 en 22-23). Les PE se font majoritairement en master ou école d'ingénieur dans le domaine agro-alimentaire, la formation ne s'articulant pas avec les formations des autres cycles de l'UA. Le taux d'IP à 30 mois est bon et est aux alentours de 80 %, principalement en CDI dans le domaine de la formation, l'accès au 1er emploi a lieu directement après la formation dans la majeure partie des cas ou au plus tard 6 mois après la fin de formation.

L'amélioration continue de la formation se base sur un conseil de perfectionnement annuel comprenant des professionnels, des enseignants et des étudiants, des réunions pédagogiques et des échanges oraux. L'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants (EEFE) a utilisé l'outil institutionnel jusqu'en 20-21, et est associée à une évaluation des enseignements effectuée après chaque période de formation sur les 2 sites partenaires, sur l'ensemble des UE dispensées. Les résultats de ces évaluations sont pris en compte lors des conseils de perfectionnement. Il convient d'institutionnaliser ces évaluations des enseignements et de la formation par les étudiants et garantir la tenue d'un conseil de perfectionnement annuellement (absent en 2022-23).

La formation bénéficie d'un faible adossement à la recherche. L'équipe pédagogique comporte 27 intervenants, dont seulement 3 enseignants-chercheurs (EC) permanents (incluant la responsable de formation) de l'université d'Artois. Ils participent à hauteur de 7.7 % entre 7.7 et 9.3 des enseignements. L'arrivée d'un EC supplémentaire en 2023-2024 monte ce nombre à 13 %. Grâce à la relocalisation de la formation dans les Hauts de France et l'arrivée prévue d'un MAST et d'un EC (section 64) en 2024, ce taux devrait augmenter. La formation inclut une formation à l'intégrité scientifique et à la déontologie, mais la formation à et par la recherche est limitée à 12h d'enseignement, mais s'appuie sur les services de documentation (BU de la faculté à Lens, CDI du lycée de Douai, dans le cadre des projets tutorés). Aucun dispositif d'accueil, d'accompagnement et de formation par la recherche n'est mis en place. La formation étant une LP essentiellement en alternance avec un secteur ciblé (la brasserie), aucun étudiant n'est accueilli au sein d'unités de recherche académique ou privée pour la réalisation de leur alternance ou de leur stage .

Même si les contenus et les dispositifs de la formation sont adaptés pour permettre son ouverture à l'international, celle-ci est limitée. En effet, la formation permet à l'étudiant d'acquérir des compétences linguistiques utiles à son insertion professionnelle à travers l'enseignement des langues étrangères (24h d'anglais dans la formation - par un vacataire anglophone -, 22h dans le futur) et le passage d'une certification proposée

dès 2024. La formation ne développe aucune offre spécifique à l'international, aucun accord international n'existe ni aucune mobilité qu'elle soit étudiante ou enseignante.

L'autoévaluation de la formation et son dossier d'autoévaluation (DAE) sont de bonnes qualités. Les points faibles relevés lors de la précédente évaluation se sont améliorés notamment pour la part de professionnels, mais les universitaires restent encore sous-représentés. Le nombre d'heures d'enseignement correspond dorénavant à celui attendu pour une licence professionnelle (486h) et une analyse qualitative du devenir des diplômés (postes occupés, employeurs) est fournie. Les recommandations ont été suivies même si la co-délivrance du grade de maître brasseur n'a pu se mettre en place tout comme des accords-cadres avec les professionnels du secteur de la boisson. 18 étudiants sont formés dorénavant (plus nombreux que précédemment). Le conseil de perfectionnement comporte dorénavant des professionnels et des étudiants.

Conclusion

Points forts

- Une formation tournée vers la professionnalisation ;
- Des bons taux d'insertion professionnelle ;
- Une offre de formation dans un secteur porteur ;
- Une organisation de l'enseignement en semestre sur deux sites délocalisés très spécialisés.

Points faibles

- Un trop faible taux d'encadrement ;
- Un manque d'appropriation des outils de l'amélioration continue ;
- Un faible adossement à la recherche ;
- Une internationalisation perfectible.

Recommandations

- Améliorer le taux d'encadrement.
- Renforcer l'utilisation des outils universitaires comme Moodle, l'EEFE.
- Renforcer l'initiation à la recherche.
- Mettre en place une politique d'internationalisation de la formation.

LICENCE PROFESSIONNELLE LOGISTIQUE ET PILOTAGE DES FLUX

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence professionnelle *Logistique et pilotage des flux* de l'université d'Artois est une formation comprenant un parcours. La formation est portée par la faculté des Sciences appliquées et contient 583 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 20 étudiants et 4 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence professionnelle (LP) *Logistique et pilotage des flux* s'intègre parfaitement dans l'offre de formation de l'université, étant complémentaire de l'offre proposée. En revanche, elle est en concurrence directe avec d'autres LP de la région. Son contenu est conforme à ses objectifs. Elle intègre par ailleurs des éléments de professionnalisation importants et peut être suivie en apprentissage. La réussite des étudiants est très forte. En revanche, la formation affiche un taux de poursuites d'études très élevé, qui n'est pas conforme au diplôme préparé. De plus, l'adossement à la recherche est insuffisant, même pour une telle formation, le nombre d'enseignants-chercheurs intervenant étant anecdotique. Enfin, un conseil de perfectionnement dédié s'appuyant sur une évaluation des enseignements effective n'est pas formalisé.

Le programme pédagogique est cohérent au regard des objectifs de la formation. La formation trouve naturellement sa place dans l'offre de formation de l'établissement en étant complémentaire des autres formations. Enfin, diverses pratiques pédagogiques sont évoquées : pédagogie active et participative avec études de cas, classe inversée en *supply chain*, apprentissage par projet, etc. Il est cependant difficile de mesurer le réel déploiement de telles pratiques dans la formation. Des salles informatiques dédiées sont également exploitées. Par ailleurs, la mise en place d'une approche par compétences est très avancée, s'appuyant sur le projet Licence compétences en réseaux (LCeR) lié au programme d'investissements d'avenir (PIA) 3. Elle devrait être effective en septembre 2024. La formation a également identifié des compétences en lien avec le développement durable (maîtrise des outils et des méthodes d'évaluation environnementale appliquées à la logistique, capacité à concevoir et à mettre en œuvre des stratégies logistiques durables).

La formation intègre de nombreux éléments de professionnalisation. La participation des professionnels est très importante : ils sont huit et effectuent 255 heures d'enseignement, soit 61 % du volume horaire total de la formation. Par ailleurs, la formation est ouverte à l'apprentissage. Entre 44 % et 83 % des étudiants de la promotion sont des alternants, la formation visant un objectif de 50 % minimum (soit 12 étudiants). Cela favorise l'adéquation du contenu de la formation aux besoins socio-économiques du territoire. Outre les visites régulières, des échanges ont lieu annuellement avec les maîtres d'apprentissage pour maintenir cette adéquation. En formation initiale classique, un stage obligatoire d'une durée de 12 semaines représente 20 crédits ECTS. Enfin, il faut noter que 5 validations des acquis de l'expérience (VAE) complètes ont été délivrées au cours des trois dernières années.

Le taux de réussite de la formation est très élevé. Il se situe entre 90 % et 100 % et constitue une évolution positive de la formation. La non-obtention du diplôme provient en général de l'absence de stage. Les abandons sont très rares (maximum un par an). Cela témoigne également d'un très bon recrutement. Il aurait été intéressant de communiquer les éléments qui ont conduit à l'amélioration probante de cette réussite par rapport à l'évaluation précédente.

En revanche, le manque d'implication des enseignants-chercheurs dans la formation persiste. Un seul intervenant enseignant-chercheur (rattaché à la section 61 du Conseil national des universités (CNU) Génie

informatique, automatique et traitement du signal) dispensant 12 heures d'enseignement est mentionné, ce qui est très faible. Cette donnée n'a pas évolué depuis la dernière évaluation. La formation, même minimale, à et par la recherche, est inexistante. La formation à la recherche documentaire, qui est évoquée, pourrait être par exemple formalisée dans un enseignement. Une simple mise en contact avec les ressources documentaires est insuffisante.

L'insertion professionnelle n'est pas également conforme aux attentes d'une licence professionnelle. Le résultat des enquêtes dont le taux de réponses est bon (de 60 % à 80 %) affiche un taux de poursuites d'études situé entre 67 % et 75 %. Celui-ci est trop important pour une formation à vocation professionnalisante. De plus, cette poursuite d'études, qui n'est pas analysée, s'effectue majoritairement dans un master de l'université (dans deux tiers des cas). Parmi les autres diplômés, la quasi-totalité d'entre eux est en emploi à 18 mois, mais cela représente un nombre de diplômés faible.

La formation ne présente aucune ouverture internationale. Aucune mobilité n'est mentionnée. Cela peut s'expliquer par le type de formation et la place importante de l'apprentissage. Une formation en langue de 65 heures d'anglais est bien significative. Elle pourrait être complétée par la mise en place d'une certification.

La formation ne dispose pas d'un conseil de perfectionnement dédié s'appuyant sur la mise en place d'une évaluation effective de la formation et des enseignements. Cette dernière ne semble pas avoir été mise en place les deux dernières années (le dossier d'autoévaluation ne mentionne aucun élément à ce sujet). Un conseil de perfectionnement existe, mais il s'effectue au niveau de la faculté des Sciences appliquées et englobe toutes les formations scientifiques (licences, LP et masters). La mise en place d'un conseil similaire à l'échelle de la mention permettrait d'avoir une réflexion plus ciblée et efficace pour assurer l'amélioration continue de la formation. Il pourra s'appuyer sur les conclusions de la réunion annuelle, à laquelle participent les maîtres d'apprentissage, pour faire évoluer le contenu du programme. Une réflexion autour de l'amélioration de l'attractivité pourrait également être menée dans un contexte de concurrence avec des LP similaires dans le bassin régional.

Conclusion

Points forts

- Un taux de réussite très élevé ;
- Un programme pédagogique cohérent au regard des objectifs de professionnalisation ;
- Une implication importante des professionnels dans la formation ;
- Une réflexion aboutie autour de l'approche par compétences.

Points faibles

- Un taux trop élevé de poursuites d'études ;
- Un taux d'encadrement trop faible ;
- Un adossement à la recherche faible ;
- Une absence de conseil de perfectionnement au niveau de la mention.

Recommandations

- Assurer une meilleure intégration professionnelle des diplômés et réduire le taux de poursuites d'études.
- Renforcer l'encadrement dans la formation.
- Renforcer l'adossement à la recherche.

- Construire un conseil de perfectionnement spécifique à la formation.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Un taux trop élevé de poursuites d'études ;
- Un taux d'encadrement trop faible ;
- Une qualité insuffisante de l'adossement à la recherche (part des enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique et les enseignements, et initiation à et par la recherche insuffisantes).

LICENCE PROFESSIONNELLE MAINTENANCE DES SYSTÈMES INDUSTRIELS, DE PRODUCTION ET D'ÉNERGIE

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence professionnelle *Maintenance des systèmes industriels, de production et d'énergie* de l'université d'Artois est une formation comprenant un parcours. La formation est portée par la faculté des Sciences appliquées et contient 558 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 16 étudiants et 15 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence professionnelle (LP) *Maintenance des systèmes industriels, de production et d'énergie* répond à un fort besoin des entreprises du territoire. Elle est assez peu adossée à la recherche, mais elle possède un contenu qui permet une bonne insertion professionnelle des diplômés. Le dossier d'autoévaluation fait apparaître la volonté de la formation de se doter d'indicateurs pour bien suivre le parcours des étudiants, mais il donne peu d'informations concernant le processus d'amélioration continue. La formation est en difficulté pour recruter des étudiants, notamment issus de formations universitaires, et est peu ouverte à l'international.

La formation intègre de nombreux éléments de professionnalisation, mais fait trop peu intervenir les acteurs du monde socio-économique dans les enseignements. La formation répond à un fort besoin des entreprises locales, le nombre d'offres d'alternance étant supérieur au nombre de candidats. Cependant, seulement 9 % des heures d'enseignement sont assurés par des intervenants professionnels, ce qui est beaucoup trop faible pour une licence professionnelle. La formation dispose de plateformes technologiques performantes et adaptées à l'insertion professionnelle, et les acteurs du monde socio-économique sont impliqués dans l'évolution de la formation (évolution de la maquette, création de nouveaux travaux pratiques). La formation propose au choix de l'étudiant différentes modalités : formation à temps plein, formation en alternance en contrat de professionnalisation ou en contrat d'apprentissage. En formation initiale classique, les étudiants effectuent des projets et un stage de 12 semaines en entreprise. Au cours de la période de référence, la formation a délivré une validation des acquis de l'expérience (VAE) et deux validations des acquis professionnels et personnels (VAPP).

L'adossement à la recherche est limité. La formation reconnaît que les laboratoires locaux portent des thématiques difficilement exploitables pour les étudiants de la licence professionnelle, et elle ne propose pas d'initiation à la recherche. Cependant, les enseignants-chercheurs sont très impliqués dans la formation (sept enseignants-chercheurs assurent 250 heures d'enseignement, soit 45 % du total de la formation). La formation ne propose pas de module dédié à la déontologie ou à l'intégrité scientifique, mais les étudiants sont sensibilisés à l'importance des règles de bonne conduite et de la fiabilité des mesures, en amont des projets et des stages.

La formation a à sa disposition des outils performants de suivi des parcours des étudiants et analyse efficacement le devenir des diplômés, mais elle peine à recruter, et le nombre de diplômés est en baisse sur la période de référence. L'insertion professionnelle des diplômés est analysée avec les enquêtes officielles 30 mois après la diplomation, dont le taux de réponse est d'environ 70 %, qui sont complétés par des enquêtes plus informelles. Ces enquêtes démontrent une très bonne insertion professionnelle des diplômés (environ 80 % d'insertion professionnelle immédiate, dans des métiers en lien avec la formation).

Malgré ses liens avec les lycées locaux, la formation ne dispose que d'une faible attractivité. La formation bénéficie de liens avec les lycées locaux grâce notamment aux vacataires de l'enseignement secondaire, et elle effectue les actions d'information et de communication nécessaires auprès des lycéens (forums de

poursuite d'études, interventions dans les lycées, immersion de lycéens dans la formation). Cependant, la formation est peu attractive, et malgré une faible sélectivité (selon les années, entre 58 % et 100 % des candidatures sont retenues), les effectifs sont réduits. Le recrutement est d'autant plus compliqué que les étudiants issus du bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie électrique et informatique industrielle (GEII)* ne sont désormais plus encouragés à accéder à la licence professionnelle, suite au déploiement de leur diplôme sur trois ans. La formation a suivi les recommandations formulées lors de la précédente évaluation concernant la création d'une passerelle avec la deuxième année de la licence *Sciences pour l'ingénieur*, mais la formation peine à recruter ces étudiants. Au cours de la période de référence, le nombre d'étudiants est en baisse (22, 17, puis 16). Dans le même temps, le taux de réussite a également diminué pour passer de 91 % à 69 %, ce qui est très faible pour une licence professionnelle. Ces alertes concernant le recrutement et la réussite des étudiants avaient déjà été formulées lors de la précédente évaluation. On peut s'interroger sur la pertinence de conserver la licence professionnelle suspendue en parallèle de la troisième année de BUT *GEII*, d'autant que la formation assume une orientation vers le domaine du génie électrique (les domaines pneumatique ou hydraulique ne sont par exemple pas abordés).

Les informations disponibles sont insuffisantes pour juger de la mise en place par la formation d'une démarche d'amélioration continue. Une commission d'évaluation des enseignements, dont le fonctionnement n'est pas explicité, se réunit une fois par an, et la formation fait appel à une agence extérieure à l'établissement pour évaluer la satisfaction des étudiants. La formation indique que les résultats sont bons, mais ne précise pas si l'évaluation des enseignements par les étudiants est formalisée sous forme d'enquête anonyme, et ne donne pas les taux de réponse des étudiants. Un conseil de perfectionnement est organisé chaque année, mais le compte-rendu fourni, daté de 2022, concerne un conseil de perfectionnement commun aux différentes filières de la faculté des Sciences appliquées qui n'aborde pas de points spécifiques à la licence professionnelle.

La formation encourage la diversification des pratiques pédagogiques, mais l'approche par compétences n'est pas encore déployée. Les blocs de connaissances et de compétences sont définis et la formation propose une matrice de correspondance entre les ressources et les compétences. L'approche par compétences, initialement prévue pour septembre 2025, sera finalement déployée en septembre 2024. La mise en place du portfolio est également planifiée pour cette date. Les situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ), qui intègrent l'activité en entreprise, seront affectées d'environ 30 crédits ECTS sur les 60 crédits ECTS de la formation. Les modes d'apprentissage sont variés (travaux pratiques, travaux dirigés, projets, SAÉ, stage) et les enseignants disposent de moyens cohérents (outils informatiques, espace numérique de travail, salle de pédagogie active, formations du service de pédagogie de l'université d'Artois).

La formation est peu ouverte à l'international. Elle ne propose pas de mobilité sortante. En 2021-2022, un partenariat avec la Guinée a été mis en place pour accueillir quatre étudiants internationaux, mais la poursuite d'études de ces étudiants a déclenché la fin de ce partenariat, et la formation n'a accueilli aucun autre étudiant international au cours de la période de référence. 26 heures de langue vivante sont dispensées, et il n'y a pas d'autres enseignements en langue étrangère. Le niveau des étudiants est très hétérogène et aucun niveau de maîtrise de l'anglais n'est ciblé. Un seul étudiant a passé une certification au cours de la période de référence.

Conclusion

Points forts

- Une formation qui répond à un besoin important du territoire en termes d'emplois ;
- Une bonne insertion professionnelle des diplômés ;
- Une volonté d'offrir des pratiques pédagogiques cohérentes et diversifiées.

Points faibles

- Un nombre d'intervenants professionnels trop faible ;
- Une absence d'initiation à la recherche ;
- Un taux de réussite faible et en baisse ;

- Une attractivité faible ;
- Un conseil de perfectionnement non spécifique à la formation, et sans rôle stratégique ;
- Une approche par compétences non aboutie ;
- Une ouverture à l'international trop limitée.

Recommandations

- Augmenter le nombre d'intervenants professionnels.
- Renforcer l'initiation à la recherche.
- Augmenter le taux de réussite des étudiants.
- Encourager le recrutement d'étudiants issus de l'université (BUT ou licence), ou si cela s'avère impossible, avoir une réflexion sur l'intégration de la LP dans le BUT *GEII*.
- Renforcer le rôle stratégique du conseil de perfectionnement en le rendant spécifique à la mention.
- Finaliser la mise en place de l'approche par compétences.
- Développer l'ouverture à l'international de la formation en favorisant les mobilités entrantes et sortantes et en augmentant le nombre d'heures de langue vivante, tout en définissant un niveau de langues cibles.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une qualité insuffisante de la professionnalisation (part et participation aux enseignements des professionnels insuffisantes) ;
- Une absence d'initiation à la recherche ;
- Une réussite étudiante faible.

LICENCE PROFESSIONNELLE MAINTENANCE ET TECHNOLOGIE : SYSTÈMES PLURITECHNIQUES

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence professionnelle *Maintenance et technologie : systèmes pluritechniques* de l'université d'Artois est une formation comprenant deux parcours : Maintenance des agro-équipements et Hydraulique industrielle. La formation est portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Béthune et contient 450 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 34 étudiants et 10 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence professionnelle (LP) *Maintenance et technologie : systèmes pluritechniques*, qui propose deux parcours *Maintenance des agro-équipements (MAE)* et *Hydraulique industrielle (HI)* est peu adossée à la recherche, mais offre une bonne insertion professionnelle. La formation est peu ouverte à l'international, même si le parcours MAE offre un contenu pédagogique complet pour l'apprentissage des langues. La formation propose des modes d'enseignement classiques et l'approche par compétences n'est pas effective. Si la formation possède les indicateurs nécessaires pour suivre le parcours de ses étudiants, elle doit encore travailler sur la mise en place d'une démarche d'amélioration continue.

La formation prépare de manière satisfaisante à l'insertion professionnelle ; elle entretient des relations solides avec les acteurs du monde socio-économique, mais les fait peu intervenir dans sa pédagogie. La formation maintient des liens forts avec les différents acteurs du monde socio-économique, par la participation à diverses manifestations dans le département, et des rencontres à l'IUT (réunions, *job-dating*, implication des vacataires dans l'évolution de la formation). Les deux parcours sont proposés uniquement en alternance, la plupart des contrats étant en apprentissage et exceptionnellement en contrat de professionnalisation. L'activité en entreprise représente 20 ECTS sur les 60 de la formation. La formation est ouverte en validation des acquis de l'expérience (VAE) et accessible en validation des acquis professionnels et personnels (VAPP), mais il n'y a eu aucune demande sur la période de référence de l'évaluation. Dix vacataires professionnels assurent 168 heures de formation pour l'ensemble des deux parcours, soit en moyenne 19 % des heures, ce qui est très faible pour une licence professionnelle.

Les taux de réussite et d'insertion professionnelle sont excellents, et la formation suit de manière très satisfaisante le parcours des étudiants, même si le recrutement manque de diversité. La formation est assez attractive. Le taux de sélection est d'environ 50 % et sur les 39 places disponibles, la formation a accueilli 34 ou 35 étudiants sur les trois années de la période de référence de l'évaluation. On peut remarquer un manque de diversité du public accueilli. Il n'y a aucun étudiant international, moins de 4 % de femmes, aucun candidat en VAE ou VAPP. Les étudiants sont majoritairement issus des sections de technicien supérieur ou d'Institut universitaire de technologie (IUT), mais ce dernier vivier est amené à disparaître avec la mise en place du bachelor universitaire de technologie sur trois ans, ce qui va encore renforcer le manque de diversité des candidats, et risque de déconnecter la formation des autres formations de l'université. Aucune information n'est donnée concernant l'intégration d'étudiants issus de deuxième année de licence. Le taux de réussite de la formation est excellent (entre 95 % et 100 % selon les années). La formation dispose de données précises et complètes concernant le parcours de ses étudiants, notamment grâce aux enquêtes d'insertion professionnelle, dont le taux de réponses est supérieur à 75 %. Ces enquêtes démontrent une excellente insertion professionnelle sur les trois ans (moins de 1 % de poursuite d'études, 92 % des diplômés sont en emploi 30 mois après la diplomation, sur des emplois cohérents avec les objectifs de la formation)

La formation est peu ouverte à l'international, mais propose un contenu pédagogique complet et innovant pour l'apprentissage des langues étrangères, pour le parcours MAE notamment. La formation n'a pas de partenariats internationaux, et, sur la période de référence de l'évaluation, il n'y a eu aucune mobilité entrante ou sortante. Les deux parcours dispensent des heures d'anglais (25 heures pour le parcours HI, et 30 heures pour le parcours MAE), et les étudiants bénéficient d'ateliers de découverte d'autres langues vivantes proposés par la maison des langues de l'université. Les étudiants sont encouragés à passer une certification, mais la mise en place est très variable selon les années (tous les étudiants ont passé une certification en 2021-2022, mais aucun en 2020-2021 et 2022-2023). Spécifiquement pour le parcours MAE, les étudiants suivent une seconde langue vivante, au choix entre l'allemand et l'espagnol, pour 20 heures d'enseignement. Ils bénéficient également d'une semaine de voyage à l'étranger tous les ans, ce qui permet une immersion dans des entreprises internationales du secteur.

L'adossement de la formation à la recherche est limité à l'implication des enseignants-chercheurs dans les enseignements. Six enseignants-chercheurs dispensent 199 heures de cours, soit environ 22% des heures en moyenne sur les deux parcours. Aucune initiation à la recherche n'est proposée, mais les étudiants sont sensibilisés au plagiat, ainsi qu'à la confidentialité et la déontologie lors d'une conférence organisée par un service central de l'université. L'adossement à la recherche est d'autant plus limité que la moitié des heures d'enseignement sont dispensées dans les deux lycées partenaires de la formation (un lycée privé situé à 45 minutes de l'IUT pour le parcours MAE et un lycée public situé à 40 minutes de l'IUT pour le parcours HI). La formation offre une certaine pluridisciplinarité par la présence de matières transversales (mathématiques, connaissance de l'entreprise, expression-communication), et l'existence d'un module de marketing et d'une deuxième langue vivante pour le parcours MAE. Seul le parcours HI propose un module comprenant une sensibilisation à la transition environnementale.

La formation propose une approche classique des enseignements et l'approche par compétences n'est pas encore déployée, malgré la définition des blocs de connaissances et de compétences. La formation dispose des moyens nécessaires pour sa pédagogie, avec 10 enseignants permanents et 23 enseignants non-permanents qui interviennent dans la licence professionnelle. Les pratiques pédagogiques sont classiques et dépendent du site de formation (utilisation d'une plateforme de cours en ligne pour les cours dispensés à l'IUT, et utilisation des plateformes technologiques pour les cours dispensés dans les lycées partenaires). Les blocs de connaissances et de compétences sont définis, en lien avec une fiche du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP), mais ils ne sont pas utilisés pour l'instant et la formation présente seulement une matrice informative de correspondance avec la maquette. La formation ne prépare pas à la certification PIX et valorise peu les compétences complémentaires des étudiants. Les étudiants ne bénéficient pas de portfolio.

La formation ne peut pas évoluer pleinement dans un processus d'amélioration continue, car le processus d'évaluation interne n'est pas complet. Un conseil de perfectionnement existe pour chacun des deux parcours, mais sa composition n'est pas précisée, notamment concernant la présence d'étudiants. Le compte-rendu fourni est très succinct et ne permet pas de juger pleinement de son efficacité. L'évaluation des enseignements par les étudiants est mise en place pour le parcours MAE uniquement, ce qui pose problème pour le parcours HI qui ne peut que s'appuyer sur des réunions ou des rapports intermédiaires individuels des étudiants. On peut noter que la formation reconnaît et analyse avec transparence ces problèmes dans le document d'auto-évaluation, qui est de bonne qualité, et que les recommandations formulées lors de la précédente évaluation par le Hcéres (notamment concernant la répartition des ECTS) ont été prises en compte.

Conclusion

Points forts

- Une excellente insertion professionnelle des diplômés ;
- Un très bon taux de réussite ;
- Une pluridisciplinarité assez développée.

Points faibles

- Un taux d'intervenants professionnels trop faible ;
- Une absence d'initiation à la recherche ;
- Une absence d'évaluation des enseignements par les étudiants pour le parcours HI ;
- Une démarche d'amélioration continue faible ;
- Un public accueilli très peu diversifié ;
- Une approche par compétence non déployée.

Recommandations

- Augmenter la participation des professionnels aux enseignements en s'appuyant sur les terrains de stages notamment.
- Renforcer l'initiation à la recherche.
- Mettre en place l'évaluation des enseignements par les étudiants sur les deux parcours.
- Veiller à ce que le conseil de perfectionnement puisse jouer son rôle d'amélioration continue.
- Mettre en place des actions pour recruter des profils d'étudiants plus variés, notamment en mettant en place des actions pour féminiser la formation, recruter des étudiants internationaux, et recruter des étudiants issus des filières de l'université.
- Mettre en place l'approche par compétences.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Un taux d'intervenants professionnels trop faible ;
- Une absence d'initiation à la recherche.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DE LA SANTÉ : NUTRITION, ALIMENTATION

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence professionnelle *Métiers de la santé : nutrition, alimentation* de l'université d'Artois est une formation comprenant un parcours. La formation est portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Béthune et contient 615 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 24 étudiants et 5 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence professionnelle (LP) *Métiers de la santé : nutrition, alimentation*, avec son unique parcours *Nutrition appliquée*, est portée par le département Chimie de l'IUT de Béthune. Fruit d'un partenariat de l'IUT de Béthune avec la faculté des Sciences de Lens et les lycées Marguerite Yourcenar de Beuvry et Louis Blaringhem de Béthune. Elle accueille principalement un public détenteur d'un brevet de technicien supérieur (BTS) du territoire, ainsi que des étudiants en réorientation provenant d'autres filières scientifiques (classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), deuxième année de licence (L2) de l'université d'Artois ou d'ailleurs). La LP est proposée en formation initiale classique depuis 2008 et par le biais de l'apprentissage depuis septembre 2023. En 2022, la maquette a été réactualisée afin de proposer une structuration en blocs, dont les éléments constitutifs sont reliés aux compétences de la fiche du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) de la LP. Une majorité d'intervenants sont issus du monde professionnel, et la formation jouit d'un taux de réussite remarquable.

Le dossier d'autoévaluation (DAE) comporte de nombreuses incohérences (nombre d'heures étudiant (600 dans la maquette, 615 dans le texte), des travaux pratiques en faible nombre, des données de suivi des étudiants incomplètes, des éléments de réponse parfois hors propos). Les points forts relevés lors de la précédente évaluation restent les mêmes, auxquels s'ajoute la mise en place d'une approche par compétences, amorcée, bien qu'encore incomplète. La formation a suivi la recommandation d'une ouverture à l'apprentissage (effective à la rentrée 2023). En revanche, les points faibles évoqués lors de la précédente évaluation sont toujours présents : un secteur de la santé dorénavant représenté à hauteur d'une centaine d'heures, toujours trop peu au regard de la dimension « métiers de la santé » de la formation ; un fort taux de poursuite d'études des diplômés, qui semble toujours élevé même si les données concernant les cohortes les plus récentes ne sont pas connues ; un manque d'analyse qualitative de l'insertion professionnelle des diplômés. Le positionnement de cette formation sous l'intitulé *Métiers de la santé : nutrition, alimentation* nécessiterait à nouveau d'être clarifié.

La professionnalisation de la formation est développée. La formation est structurée en blocs de compétences, accessible à la formation continue et ouverte à l'apprentissage. Sur les 60 crédits ECTS que compte la LP, 20 sont en lien avec la professionnalisation (projet tutoré et stage de 12 à 16 semaines). Des visites d'entreprises sont également proposées. Le développement du programme de la formation en blocs de compétences mérite d'être poursuivi afin de l'ouvrir plus largement à la formation continue. La majorité des enseignements est prise en charge par huit professionnels (qui assurent 320 heures d'enseignement sur le total de 600 heures que compte la maquette), originaires du domaine de la nutrition ou de l'agro-alimentaire, ainsi que des nutritionnistes en activités libérale ou hospitalière.

Par contre, la formation a de très nombreux partenariats pour l'accueil de stagiaires avec des entreprises ayant une activité en lien avec la formation : centre technique d'innovation et de recherche, lycée Biotech de Douai Wagnonville pour des activités de recherche et d'innovation menées, communauté d'agglomération Béthune Bruay Artois Lys Romane, Pôle de Compétitivité Nutrition Santé Longévité.

La formation définit et met en œuvre ses objectifs et ses contenus dans une démarche favorisant l'alignement pédagogique sur une approche par compétences. La maquette est structurée en trois compétences, mais ni les situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) ni le portfolio ne sont en place. Des certifications sont proposées (Pix, ICDL) et le passage du *Test of English for International Communication* (TOEIC) est obligatoire pour tous les étudiants. La formation s'appuie sur des espaces d'enseignement comme toute classiques (salle dédiée pour suivre les enseignements théoriques, laboratoires d'enseignement numérique et de langues, salle de pédagogie active de l'IUT, cuisine d'un des lycées partenaires) mais organise des visites d'entreprises, et des conférences sont proposées à l'IUT. L'équipe pédagogique est constituée de 23 enseignants, dont seulement 5 permanents de l'IUT.

Le parcours des étudiants est maîtrisé depuis leur candidature jusqu'à leur devenir, même si les éléments quantitatifs du dossier d'autoévaluation (DAE) ne sont pas toujours explicites. Au cours des trois années de la période évaluée, la formation reçoit chaque année une centaine de candidatures et admet une cinquantaine d'étudiants. Les effectifs de la formation sont stables : 26, 28 puis 24 inscrits. Le détail des profils des inscrits n'est pas systématiquement indiqué, mais on retrouve sur les cohortes de 2018 à 2020 une majorité d'étudiants issus de BTS et, *a contrario*, très peu d'étudiants titulaires de licence. La formation indique que la LP permet d'exercer la profession de diététicien nutritionniste, ce qui est erroné : ce n'est possible qu'avec un BTS *Diététique*, un diplôme universitaire de technologie (DUT) *Génie biologique* parcours *Diététique et nutrition* ou un BUT *Génie biologique* parcours *Diététique et nutrition*. Les étudiants titulaires de ces formations, déjà diététiciens, complètent leur formation en intégrant la LP. Les taux de réussite sont exemplaires, au-delà de 90 %, les échecs étant dus à une absence de mise en situation professionnelle. Les enquêtes à 30 mois des cohortes de 2018 à 2020 (qui bénéficient d'un taux de réponse élevé de 80 %) indiquent des taux de poursuite d'études, principalement en master, entre 25 % et 70 %. Il est dommage de ne pas disposer des données à 12 mois des cohortes 2021 et 2022. En termes d'insertion professionnelle, 18 mois après l'obtention de leur diplôme, moins de 40 % des sondés sont en emploi, dont une majorité sont diététiciens.

La formation n'organise pas d'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants de façon institutionnelle, si ce n'est lors d'événements particuliers. Ces évaluations sont menées à l'occasion des visites en entreprise, des soutenances ou des réunions avec les étudiants. La formation dispose d'un conseil de perfectionnement annuel avec les intervenants de la formation et les représentants des étudiants, sans que le détail de la composition de ce conseil de perfectionnement soit indiqué. Aucune donnée quantitative n'est fournie.

L'ouverture à l'international est limitée. La formation ne présente aucune mobilité étudiante durant la période d'évaluation, malgré l'existence de services dédiés au sein de l'IUT et de l'université. Aucune mobilité enseignante n'a été réalisée. En revanche, des professeurs invités ont pu donner des conférences, sans que le détail de ces dernières soit précisé. Des stages sont ouverts au sein d'institutions européennes et les étudiants ont la possibilité d'acquérir des compétences linguistiques utiles à leur insertion professionnelle ou à leur poursuite d'études, en particulier à l'international. Ils reçoivent un enseignement de langue étrangère (30 heures), dont une préparation au *Test of English for International Communication* (TOEIC) et des enseignements de nutrition en langue étrangère (37 heures). La certification TOEIC est obligatoire et financée pour tous les étudiants, et le passage du certificat de compétences en langues de l'enseignement supérieur (CLES) est possible pour d'autres langues vivantes. La formation n'a pas développé d'offre spécifique à l'international, mais elle évoque un projet Erasmus+ avec deux universités malgaches et l'université de Varsovie, qui ne semble pas avoir abouti. Toutefois, un programme hybride intensif en lien avec la nutrition et la santé a été mis en place en 2024 avec des universités européennes en Pologne, en Roumanie, en Croatie, en Grèce et en Italie. Il se déroule dans les locaux de l'IUT sans que davantage de détails soient fournis à son sujet ni concernant son impact sur les étudiants.

L'adossement à la recherche est quasi inexistant. Seuls quatre enseignants-chercheurs interviennent dans la formation, à hauteur de 40 heures étudiant. La formation intègre une formation à et par la recherche minimaliste, non chiffrée, hormis pour les 12 heures d'initiation à la recherche bibliographique, technique et scientifique. L'accueil dans les laboratoires rattachés à la formation n'est pas quantifié non plus. La formation n'inclut pas de façon formelle une formation à l'intégrité scientifique et à la déontologie, cet aspect étant laissé à l'initiative des intervenants concernés et des entreprises d'accueil. Seule une initiation à Compilatio, un logiciel anti-plagiat, est proposée.

Conclusion

Points forts

- Un fort pourcentage de professionnels impliqués dans la formation et de nombreux partenaires ;
- Un fort taux de réussite.

Points faibles

- Un fort taux de poursuites d'études des diplômés ;
- Un adossement à la recherche limité ;
- Une absence d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants ;
- Des dispositifs d'amélioration continue restreints ;
- Une baisse des candidatures non analysée ;
- Une ouverture à l'international limitée.

Recommandations

- Réduire le taux de poursuite d'études des diplômés.
- Renforcer l'adossement à la recherche.
- Mettre en place un dispositif d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants, notamment en s'appropriant les outils institutionnels.
- Renforcer la structuration et le rôle du conseil de perfectionnement.
- S'assurer de la bonne qualité du recrutement dans la formation.
- Renforcer l'internationalisation de la formation.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Un fort taux de poursuite d'études des diplômés ;
- Un adossement à la recherche trop faible ;
- Une attractivité de la formation fragile.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DE L'INDUSTRIE : CONCEPTION DE PRODUITS INDUSTRIELS

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence professionnelle *Métiers de l'industrie : conception de produits industriels* de l'université d'Artois est une formation comprenant un parcours. La formation est portée par la faculté des Sciences appliquées et contient 574 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 21 étudiants et 7 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence professionnelle (LP) *Métiers de l'industrie : conception de produits industriels*, organisée en partenariat avec deux lycées techniques, dispose de moyens humains et techniques bien adaptés. Elle suit de manière satisfaisante le parcours de ses étudiants et prépare bien l'insertion professionnelle de ses diplômés, même si l'approche par compétence reste à déployer. L'adossement à la recherche est limité pour une licence professionnelle, et l'ouverture à l'international de la formation n'est pas effective.

La formation entretient des relations avec le monde socio-économique et prépare de manière très satisfaisante à l'insertion professionnelle. La formation est organisée en partenariat avec deux lycées techniques et entretient des relations avec les entreprises du secteur par le biais de réunions, salons, *job-dating* ou visites d'entreprise. Neuf vacataires (dont six industriels) interviennent dans la formation pour 148 heures, soit 26 % des heures de la formation, et participent aux réunions et à l'évolution du contenu pédagogique. La formation est proposée à temps plein avec un stage de 12 semaines crédité de 20 ECTS, ou en alternance (contrats d'apprentissage ou de professionnalisation). L'objectif affiché par la formation de 50 % d'alternants est atteint tous les ans. La formation encourage également la construction du projet professionnel (formation à la rédaction de curriculum vitae, lettre de motivation, visites d'entreprises). L'obtention de la licence professionnelle par validation des acquis de l'expérience est possible, mais il n'y a pas eu de demande sur la période de référence de l'évaluation.

La formation dispose de moyens pédagogiques importants, mais l'approche par compétences n'est pas encore déployée. La soutenabilité de la formation est continuellement suivie avec un dialogue de gestion entre la faculté des Sciences appliquées et l'université d'Artois. La formation ne précise pas les modalités de dédoublements de groupe ou de calendrier spécifique aux alternants, mais on peut noter que la charge d'enseignement représente 1204 heures pour un volume étudiant de 574 heures, des volumes horaires importants pour une licence professionnelle. Les moyens humains sont satisfaisants et équilibrés, l'équipe pédagogique comprenant sept enseignants permanents (enseignants du secondaire, enseignants-chercheurs, ingénieur d'études), et neuf enseignants non permanents. La formation dispose de plateformes techniques dont un atelier de fabrication 3D, une usine didactique, utile pour la mise en place de projets, et utilise les plateformes techniques des deux lycées partenaires.

L'approche par compétences est présentée de manière satisfaisante, avec la définition des blocs de connaissances et de compétences, l'évaluation et la mise en place de situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ), mais elle ne sera déployée qu'en septembre 2024. La formation a anticipé ce déploiement par la mise en place dès 2023 d'une première SAÉ interdisciplinaire. Actuellement aucun étudiant ne bénéficie d'un portfolio.

La formation suit de manière très satisfaisante les différents parcours étudiants, qui sont cohérents avec la finalité de la formation. La formation suit et analyse de manière détaillée à la fois le recrutement de ses étudiants, leur réussite et le devenir des diplômés. La formation possède une attractivité correcte, avec 80 dossiers complets

pour 24 places. Les étudiants proviennent des sections de technicien supérieur pour 65 %, d'institut universitaire de technologie (IUT) pour 28 % et de troisième année de licence pour 7 %. La formation analyse l'origine géographique des étudiants, mais on peut noter que le public accueilli est peu diversifié : il n'y a pas d'étudiant international, seulement 4 % de femmes. La formation est consciente du travail à faire pour continuer à recruter des étudiants issus des filières universitaires (le vivier d'étudiants issu des IUT risquant de disparaître avec le passage en trois ans de leur diplôme, et la passerelle mise en place pour les étudiants de deuxième année de licence ayant été un échec), et devra travailler sur sa féminisation. Le taux de réussite, compris entre 88 % et 92 %, est très bon, et la formation dispose d'enquêtes complètes à 12 mois et 30 mois sur le devenir des diplômés. Leur taux de réponse est très bon (de l'ordre de 80 %). Le taux de poursuite d'études est de 27 %, et 83 % des diplômés sont en emploi 30 mois après l'obtention du diplôme, sur des postes cohérents avec la formation.

La formation doit encore mettre en place un processus d'évaluation interne qui lui permettra de la faire évoluer pleinement dans une démarche d'amélioration continue. Le document d'autoévaluation est de bonne qualité. Il contient des analyses quantitatives et qualitatives détaillées, et on peut noter que les différents points négatifs soulevés lors de la précédente évaluation par le Hcéres (taux d'abandons, de poursuite d'études, et suivi des diplômés) ont été en grande partie résolus. Cependant le processus d'évaluation interne n'est pas satisfaisant. Un conseil de perfectionnement existe, mais il est commun à toutes les formations de la faculté des Sciences appliquées, et il n'aborde pas de points spécifiques à la licence professionnelle. La formation indique avoir mis en place une évaluation des enseignements par les étudiants chaque semestre, mais sur la période de référence de l'évaluation, elle n'indique que sept réponses sur 70 étudiants inscrits, ce qui ne permet pas de l'exploiter.

Le contenu pédagogique de la formation est adapté pour son ouverture à l'international, qui est cependant inexistante dans les faits. La formation dispense 30 heures de langue vivante. Les étudiants sont informés des possibilités de mobilité par les services de l'université, et également de la possibilité d'effectuer le stage de licence professionnelle à l'étranger, sans que cela se traduise concrètement. La formation organise des séminaires en langue anglaise de conception assistée par ordinateur, auxquels des étudiants allemands de Brême et Leipzig participent pendant une semaine, et qui donne lieu à des moments d'échange avec les étudiants de la licence professionnelle. Cependant, sur la période de référence de l'évaluation, on peut noter l'absence à la fois de mobilité entrante (aucun étudiant international) et sortante. Aucune certification de langue n'est proposée.

La formation, très disciplinaire, bénéficie d'un adossement minimum. Six enseignants-chercheurs interviennent dans la formation pour un volume global de 170 heures, soit 30 % des heures la formation. Aucune initiation à la recherche n'est proposée. Ponctuellement, les laboratoires de recherche en contact avec la formation peuvent la solliciter pour la création de maquettes expérimentales. La formation reconnaît être peu pluridisciplinaire sur la période de référence de l'évaluation. La mise en place de situation d'apprentissage et d'évaluation devrait améliorer ce point, et permettre une meilleure sensibilisation aux enjeux de la transition écologique. La formation ne propose pas de sensibilisation à la déontologie et l'intégrité scientifique, et pourrait mieux exploiter la mise en place par l'université de référents d'intégrité scientifique.

Conclusion

Points forts

- Un bon taux de réussite ;
- Un très bon suivi des parcours étudiants ;
- Des moyens humains et techniques importants ;
- Une formation accessible et en alternance.

Points faibles

- Une faible attractivité ;
- Des faibles dispositifs d'amélioration continue ;

- Un faible adossement à la recherche ;
- Une approche par compétences pas encore mise en place ;
- Une ouverture à l'international faible malgré des actions mises en place.

Recommandations

- Renforcer l'attractivité de la formation en mettant en place des actions qui permettront de féminiser la formation, mieux recruter les étudiants issus des filières universitaires, et travailler sur la mobilité entrante.
- Améliorer les dispositifs d'amélioration continue.
- Renforcer l'initiation à la recherche.
- Finaliser l'approche par compétences.
- Poursuivre et accentuer les actions qui permettront à la formation de davantage s'ouvrir à l'international.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DU BTP : PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES BÂTIMENTS

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence professionnelle *Métiers du BTP : performance énergétique et environnementale des bâtiments* de l'université d'Artois est une formation comprenant un parcours. La formation est portée par la faculté des Sciences appliquées et contient 603 heures étudiant. En 2022-2023 elle compte 14 étudiants et 11 enseignants permanents.

Analyse globale

Bien inscrite dans les axes stratégiques de l'université, la formation se positionne clairement sur l'éco-efficacité et est professionnalisante (proposée en alternance et visant l'insertion professionnelle). Elle contribue au développement du territoire avec un recrutement d'étudiants majoritairement locaux. Elle est naturellement pluridisciplinaire en raison des projets liés à la construction durable qui comportent des dimensions techniques, économiques et sociales. La stratégie de la formation n'est cependant pas lisible malgré une volonté de mettre en place concrètement l'approche par compétences. En effet, le positionnement de cette licence professionnelle (LP) dans l'offre de formation de l'université n'est pas évoqué, alors que les effectifs entament une légère baisse et que le taux de poursuite d'étude est important. Par ailleurs, les partenariats avec l'environnement socio-économique, académique ou international ne font pas l'objet de préoccupation de l'équipe pédagogique.

La professionnalisation de cette formation est bien développée, mais le dossier ne mentionne pas de partenariat fort avec l'environnement professionnel. Cette licence professionnelle proposée en formation initiale et en formation continue accueil pour la moitié environ de son effectif en alternance et des apprenants sous statut de formation continue (1 à 4 par an), ce qui montre l'adéquation de ses objectifs avec les besoins économiques. Le stage de 12 semaines a d'ailleurs un poids important dans le diplôme, puisqu'il compte pour la moitié des crédits ECTS (30 sur 60 au semestre 6). D'autre part 11 professionnels, soit environ la moitié de l'équipe, interviennent au sein de la formation, et assurent 224 heures d'enseignement, à savoir presque 40 % du volume horaire total, ce qui est très satisfaisant. Les étudiants ont aussi à disposition un bon nombre de logiciels métiers. Enfin, les professionnels ont été associés à l'évolution de la LP avec l'approche par compétences. On peut regretter toutefois que le dossier ne précise pas comment cela s'est fait. Plus généralement, le dossier ne mentionne pas de partenariat étroit avec l'environnement socio-économique, comme cela a pu être le cas lors de la précédente période d'évaluation. Ces partenariats permettraient d'augmenter le nombre de contrats d'alternance, ainsi que la participation des professionnels aux jurys de recrutement et au conseil de perfectionnement de la formation.

En complément de méthodes pédagogiques assez classiques, l'équipe pédagogique a initié une démarche d'approche par compétences qui sera mise en place à la rentrée 2024. La formation se tient sous forme de cours, travaux dirigés, travaux pratiques et projets tutorés - formats traditionnels pour une licence professionnelle. Comme pour de nombreuses formations professionnalisantes, il n'est prévu que du présentiel. Les étudiants bénéficient d'ailleurs de très bonnes conditions matérielles avec une salle principalement dédiée à la formation et des équipements numériques de premier plan (écran numérique connecté, tableau blanc virtuel) en plus de la plate-forme Moodle. La formation valorise les compétences extracurriculaires, dont celles en orthographe et celles liées à l'engagement étudiant pour lesquelles les étudiants ont la possibilité d'une certification ou de bonus. Concernant les compétences visées par la formation, l'équipe pédagogique s'est résolument investie dans l'approche par compétences en s'appuyant sur un PIA NCU LCeR (programme d'investissements d'avenir

Nouveaux cursus à l'université Licence compétences en réseau), avec l'accompagnement du Centre de transformation et d'innovation pédagogique de l'université ; les blocs de compétences sont identifiés et la maquette pédagogique est prête pour une mise en œuvre en 2024. L'équipe a d'ailleurs déjà testé quelques situations d'apprentissage (SAÉ) à partir des projets tutorés.

Les étudiants abordent les problématiques de la recherche au travers d'une présence importante des enseignants-chercheurs (EC) et d'initiatives dans les enseignements. Ainsi l'équipe pédagogique comporte 10 EC ou chercheurs (4 professeurs, 5 maîtres de conférences, 1 ingénieur de recherche) issus du laboratoire Génie civil et géo-environnement, représentant environ la moitié des intervenants. Ils effectuent, au même titre que les intervenants issus du milieu socio-professionnel, 224 heures d'enseignements, soit près de 40% du volume de la maquette. Les projets de recherche du laboratoire font également l'objet de sujet pour des travaux pratiques ou des projets tutorés. Les étudiants sont par ailleurs bien sensibilisés au plagiat lors des enseignements sur le rapport de stage.

Les indicateurs relatifs au parcours de l'étudiant (de la candidature à l'insertion professionnelle) sont corrects, mais la formation doit se préoccuper de son positionnement dans l'offre de formation à bac +3 pour éviter une attractivité trop variable. Le nombre de candidatures varie fortement entre 39 en 2020, 110 en 2021 et 64 en 2022 alors que les effectifs sont en baisse régulière passant de 19 pour l'année 2020-2021, 17 en 2021-2022 à 14 l'année suivante. Si la formation, qui recrute majoritairement des BTS (brevets de technicien supérieur), est consciente de la nécessité de construire des partenariats solides avec les lycées, elle ne s'interroge pas sur sa proximité avec le bachelor universitaire de technologie *Génie civil et construction durable* (BUT GCCD), alors que les candidatures de BUT représentent 25 %. Le dossier ne mentionne pas le positionnement de cette LP en termes de métiers visés par rapport à la 3e année du BUT. Il n'est pas non plus indiqué de modalités concrètes de passerelle avec ce BUT ou la licence *Sciences pour l'ingénieur*, bien que le dossier mentionne la possibilité d'une réorientation de ces deux formations vers la LP. Il n'est pas non plus indiqué d'action de communication ou de promotion de cette formation. Le taux de réussite est bon (supérieur à 79%), il y a un ou deux échecs par an qui sont commentés. Quant aux enquêtes d'insertion professionnelles, leurs taux de retour sont bons (22 répondants sur 35 enquêtés pour les promotions 2021 et 2022), voire très bons pour les promotions antérieures, permettant ainsi d'accéder à des données de qualité. Les deux promotions les plus récentes présentent ainsi une insertion professionnelle dans le domaine, malgré un taux de poursuite d'études important à 50 %. Ce taux diminue pour les promotions antérieures avec 2 ou 3 étudiants qui poursuivent les études après le diplôme. En revanche, la situation des promotions 2021 et 2022 n'est pas analysée alors que les chiffres sont présentés de manière regroupée, rendant l'évaluation difficile. Cette question est à traiter rapidement par l'équipe pédagogique au sein du conseil de perfectionnement.

L'équipe pédagogique ne porte pas de dispositif international pour cette formation. Les étudiants bénéficient bien de 20 heures d'anglais par an, mais ils n'ont pu passer une certification linguistique (celle de Cambridge) qu'une seule année. D'autre part, il n'y a pas de mobilité entrante ou sortante, ni de partenariat avec des universités étrangères ou des entreprises internationales favorisant l'interculturalité au travers de projets internationaux. En 2020-2021 et 2021-2022, 3 étudiants internationaux intègrent la formation, ce qui n'est plus le cas en 2022-2023, sans que la formation n'indique comment se recrutement est fait ni pourquoi il n'a pas été arrêté en 2022. Il ne semble pas y avoir de volonté de développement dans ce sens.

La formation dispose des moyens nécessaires à son bon fonctionnement. Les dispositifs d'amélioration continue sont toutefois balbutiants, le conseil de perfectionnement est positionné au niveau de la composante, traitant des questions générales à l'ensemble des formations de cette composante, sans aborder la LP en particulier. Avec 22 intervenants, dont 50 % d'enseignants permanents, la LP a les ressources humaines en cohérence avec les heures d'enseignement. Le volume de ces heures est d'ailleurs maîtrisé par un processus bien établi de l'université, s'appuyant sur des systèmes d'information, associant la composante dans le pilotage de son offre de formation. Concernant les dispositifs d'évaluation, la LP n'a été évaluée par les étudiants qu'en 2020-2021 par un questionnaire. Il existe une commission d'évaluation des enseignements, dont on n'a pas de détail (composition, fréquence de réunion, etc.). Le dossier ne donne aucun résultat de cette évaluation, ni comment cela a pu être pris en compte dans son évolution. Cette évaluation serait à remettre en place, la précédente pouvant être biaisée par la période Covid. Quant au conseil de perfectionnement, il se réunit au niveau de la composante, la faculté des sciences appliquées et s'il comprend bien des professionnels, les thématiques abordées sont très générales. Il s'apparente davantage au conseil d'orientation de la composante et ne traite pas de questions spécifiques à cette licence professionnelle, telles que son positionnement dans l'université et avec l'offre des lycées. Le conseil de perfectionnement de la formation doit être réuni pour faire un bilan consolidé de la formation et dresser des perspectives avec les partenaires professionnels et académiques. En complément du bilan de l'approche par compétences développée par l'équipe pédagogique, l'attractivité et le taux de poursuite d'étude sont des indicateurs dont ce conseil de perfectionnement doit se saisir.

Conclusion

Points forts

- Une professionnalisation développée ;
- Une formation décrite en approche par compétences.

Points faibles

- Une attractivité en baisse ;
- Un faible initiation à la recherche ;
- Un conseil de perfectionnement qui non spécifique à la mention.

Recommandations

- Améliorer l'attractivité de la formation avec des partenariats solides avec les lycées par exemple.
- Renforcer l'initiation à la recherche dans la formation.
- Mettre en place un conseil de perfectionnement propre à la formation, afin d'analyser le positionnement de la LP dans son environnement pour élaborer une stratégie de partenariats avec l'environnement académique et professionnel et de répondre aux objectifs de la formation et limiter ainsi la poursuite d'étude.

LICENCE PROFESSIONNELLE QUALITÉ, HYGIÈNE, SÉCURITÉ, SANTÉ, ENVIRONNEMENT

Établissement

Université d'Artois

Présentation de la formation

La licence professionnelle *Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement* de l'université d'Artois est une formation comprenant un parcours : *Analyse et prévention des risques en industrie*. La formation est portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Béthune et contient 600 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 27 étudiants et 9 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence professionnelle (LP) *Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement* répond à un fort besoin du monde socio-économique, dont les acteurs sont fortement impliqués dans la formation, en partie pour compenser le manque de moyens humains dont la formation dispose. Si l'adossement limité à la recherche et la faible ouverture internationale peuvent se comprendre pour une licence professionnelle, l'insertion professionnelle des étudiants est en revanche trop faible, et le taux de poursuite d'études beaucoup trop élevé. La formation n'évolue pas encore pleinement dans une démarche d'amélioration continue.

Grâce à la mise en place de l'alternance et au nombre très important d'intervenants professionnels, la formation entretient un fort lien avec le milieu socio-professionnel, mais elle présente peu d'actions concrètes pour favoriser l'insertion professionnelle immédiate des étudiants. La formation est proposée uniquement en alternance et répond à un fort besoin des entreprises, le domaine de la formation étant en plein développement. 33 semaines se déroulent en entreprise, et 20 crédits ECTS sont associés à l'activité en entreprise, dont le projet tuteuré, interdisciplinaire, qui consiste en un audit. La majorité des étudiants a un statut d'apprenti, et quelques étudiants sont en contrat de professionnalisation (quatre au cours de la période de référence, dont un étudiant salarié en reprise d'études). La formation est ouverte à la validation des acquis de l'expérience (VAE) pour l'obtention du diplôme. Trois VAE ont été délivrées au cours de la période de référence, la demande étant en augmentation. La formation n'a pas reçu de demande de validation des acquis professionnels et personnels. Elle ne propose pas d'offre spécifique à la formation continue, notamment en raison de la contrainte d'emploi du temps des intervenants professionnels, qui assurent une trop grande partie des enseignements. En effet, 71 % des heures d'enseignement sont dispensées par une vingtaine de vacataires professionnels, ce qui est très élevé. La formation ne détaille pas d'actions ou d'enseignements visant à favoriser la construction du projet personnel de l'étudiant et l'insertion professionnelle immédiate, telle qu'un bilan de compétences ou une aide à la préparation aux entretiens d'embauche par exemple.

La formation, qui repose en trop grande partie sur les intervenants professionnels, propose une pédagogie classique, et l'approche par compétences n'est pas encore déployée. La formation est organisée classiquement avec une liste de matières, dont certaines contiennent quelques séances de travaux pratiques, regroupées en trois blocs de compétences. Une matrice de correspondance entre les matières et la fiche du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) est présentée. La formation reconnaît que le travail reste à faire pour la mise en place d'une réelle approche par compétences, sans donner de calendrier pour cette mise en place. Les compétences complémentaires des étudiants sont valorisées dans le cursus, mais les étudiants ne bénéficient pas d'un portfolio. Le taux d'encadrement est insuffisant, car même si l'IUT dispose d'un vivier important d'enseignants et d'enseignants-chercheurs, peu interviennent dans la formation. Ce manque de moyens humains peut expliquer les difficultés pour faire évoluer la formation, notamment concernant la mise en place de l'approche par compétences.

L'adossement à la recherche est faible même pour une licence professionnelle dont la finalité est l'insertion professionnelle immédiate. Six enseignants-chercheurs interviennent dans la formation, pour un volume horaire de 85 heures, soit seulement 17 % du volume horaire total. La sensibilisation à l'intégrité scientifique et à la déontologie est principalement centrée autour de la rédaction du rapport et des règles déontologiques, de confidentialité et de plagiat s'y rapportant. Les étudiants participent à des séminaires proposés par le chargé de mission recherche et développement de l'IUT de Béthune, et ils sont initiés à la recherche documentaire.

La formation propose un enseignement en langue vivante débouchant sur des certifications, mais la formation n'est pas ouverte à l'international. La formation dispose de laboratoires multimédias dédiés à l'enseignement de l'anglais. 30 heures d'anglais sont dispensées, et deux certifications au choix en langue étrangère sont proposées gratuitement aux étudiants : le certificat de compétences en langues de l'enseignement supérieur (CLES) et le *Test of English for International Communication* (TOEIC). Au cours de la période de référence, 95 % des étudiants obtiennent une certification dans le niveau ciblé, ce qui est très élevé. Il n'y a pas de mobilité entrante ou sortante, la formation assumant ce choix et l'expliquant par les contraintes de la modalité de l'alternance.

La formation, dont le taux de réussite est excellent, suit de manière très précise le parcours et le devenir des étudiants, mais le taux de poursuite d'études est trop important pour une licence professionnelle. La formation analyse son recrutement, qui est varié : les étudiants, pour deux tiers des femmes, proviennent à la fois des sections de technicien supérieur (STS), d'IUT, ou de deuxième année de licence. À l'avenir, pour compenser le risque d'évaporation des étudiants provenant d'IUT avec le passage de leur diplôme en trois ans, la formation envisage de recruter des étudiants ayant déjà validé leur bachelor universitaire de technologie, et ainsi leur offrir une spécialisation supplémentaire. L'attractivité est relativement bonne et les 26 places proposées pour la formation sont pourvues. La formation sait s'adapter au profil des étudiants, à la fois en prenant en compte la hausse de la proportion d'étudiants issus de STS, et en organisant en septembre une semaine de remise à niveau, optionnelle selon le profil des étudiants. Le taux de réussite est excellent, 100 % tous les ans au cours de la période de référence. La formation dispose d'indicateurs détaillés concernant le devenir des diplômés et présente le résultat des enquêtes de l'université, dont le taux de réponse est exploitable (80 %). 30 mois après la diplomation, seulement 73 % des étudiants sont en emploi et 15 % sont en recherche d'emploi, ce qui est insuffisant pour une formation professionnalisante en alternance implantée dans un territoire recevant une forte demande des entreprises.

Le taux de poursuite d'études est trop élevé et entrave l'objectif d'insertion professionnelle immédiate de la formation. Il est à la fois beaucoup trop élevé et en augmentation régulière au cours de la période de référence, passant de 47 % à plus de 70 % la dernière année. La formation ne répond pas à son objectif d'insertion professionnelle immédiate. Cet élément avait déjà été formulé lors de la précédente évaluation, mais la formation n'a pas suivi les recommandations formulées. Elle affiche toujours qu'un des objectifs de la formation est de permettre la poursuite d'études dans le cycle supérieur, et envisage même de mettre en place des partenariats avec des masters pour informer les étudiants.

La formation ne s'est pas encore dotée d'un processus d'évaluation interne qui lui permette d'évoluer pleinement dans une démarche d'amélioration continue. L'évaluation des enseignements par les étudiants n'est pas formalisée, la formation indiquant simplement des discussions avec les étudiants et les professionnels. Un conseil de perfectionnement existe, mais la formation indique qu'il s'est tenu sans personnalité extérieure et son compte rendu est très succinct. Certains points fondamentaux n'apparaissent pas : analyse de l'insertion professionnelle, analyse du devenir des diplômés, évaluation des enseignements. La formation reconnaît cette lacune et indique que l'IUT souhaite accompagner un changement sur ce point.

Conclusion

Points forts

- Une formation qui répond à une forte demande des entreprises dans le domaine ;
- Un excellent taux de réussite ;
- Une bonne analyse du recrutement et un public accueilli varié.

Points faibles

- Un taux de poursuite d'études trop élevé ;
- Une part trop faible d'enseignants-chercheurs ;
- Une absence d'évaluation des enseignements par les étudiants ;
- Un conseil de perfectionnement peu exploité et qui manque de structuration ;
- Une absence d'approche par compétences.

Recommandations

- Réduire les poursuites d'études en adaptant le discours auprès des étudiants, en mettant en place des outils favorisant l'insertion professionnelle immédiate des étudiants (bilan de compétences, portfolio, aide à la rédaction de *curriculum vitae*, préparation aux entretiens d'embauche), et en développant une réflexion commune avec certaines entreprises qui incitent les étudiants à poursuivre leurs études.
- Augmenter la part des enseignants-chercheurs, notamment en impliquant davantage les enseignants de l'IUT dans les enseignements de la formation.
- Mettre en place l'évaluation des enseignements par les étudiants, et l'exploiter en conseil de perfectionnement.
- Faire évoluer le conseil de perfectionnement pour qu'il aborde tous les points importants, se tienne systématiquement en présence de représentants des étudiants et du monde professionnel, et que son compte rendu soit plus détaillé.
- Mettre en place l'approche par compétences.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une qualité du devenir des diplômés insuffisante (taux de poursuite d'études trop élevé) ;
- Un faible adossement à la recherche qui se traduit par une trop faible proportion d'enseignements assurés par des enseignants-chercheurs et une faible initiation à la recherche.

Observations de l'établissement



UNIVERSITÉ D'ARTOIS

Arras, le 09 juillet 2025

Direction des Etudes
Affaire suivie par Anne-Laure Hojnatzki
03 21 60 37 76

La Présidente de l'université d'Artois,

Au

**Haut Conseil de l'Évaluation de la Recherche
et de l'Enseignement**

Objet : Observations sur les rapports définitifs du HCERES

Mesdames, Messieurs les experts,

Nous vous remercions pour le travail d'évaluation des formations de premier et de deuxième cycles en demande d'accréditation de l'université d'Artois.

L'évaluation globale ainsi que les avis d'accréditation nous satisfont. Nous partageons les nombreux points forts de l'évaluation et prenons en compte les observations plus critiques ainsi que les recommandations qui serviront d'appui lors du prochain contrat.

Vous renouvelant nos remerciements pour la richesse de ces retours, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs les experts, l'expression de nos salutations distinguées.

Anne-Daguet-Gagey,

Présidente de l'université d'Artois

SERVICES CENTRAUX

9 RUE DU TEMPLE - BP 10665 - 62030 ARRAS CEDEX
Tél. 03 21 60 37 00
www.univ-artois.fr

Évaluation des universités et des écoles

Évaluation des unités de recherche

Évaluation des formations

Évaluation des organismes nationaux de recherche

Évaluation et accréditation internationales



19 rue Poissonnière
75002 Paris, France
+33 1 89 97 44 00

